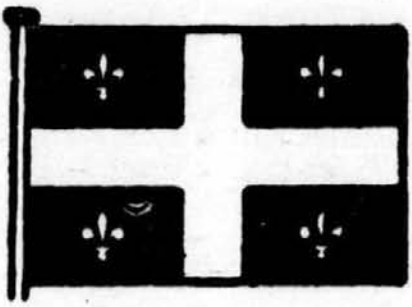


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 18 MAI 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 18, 1963

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 1515 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 1515 — 1-52-o

Lettres patentes

ABC Diapers Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Shirlee Simon, 1460, Van Horne, et Rhoda Cohen, 6427, MacDonald, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de buandiers, sous le nom de « ABC Diapers Service Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Letters Patent

ABC Diapers Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Shirlee Simon, 1460 Van Horne, and Rhoda Cohen, 6427 MacDonald, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of launderers, under the name of "ABC Diapers Service Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $10 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 958-63 — 1163/27

Alis Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1963, constituant en corporation: Avrum Cohen, 4460, 3e rue, Chomedey, David M. Lack, C.R., 4430, chemin Circle, tous deux avocats, et Claire Schecter, secrétaire, célibataire, 4910, avenue Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Alis Investments Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1320-63 — 1165/19

American Coffee Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1963, constituant en corporation: Nicholas Nakis, industriel, Philip Nakis, restaurateur, tous deux de 27 ave. Courcelette, Outremont, et Moses Lazar, restaurateur, 4566, rue St-Dominique, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « American Coffee Shop Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1384, ouest rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1280-63 — 1164/120

The Association of Non-Profit Homes and Hospitals for the Aging of the Province of Quebec Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Louis J. Novick, a/s « Maimonides Hospital and Home for the Aged », 4373, avenue Esplanace, Ernest I. Taylor, a/s « The Cedars Home for Elderly People », 95 boulevard Gouin, Dorothy Pleming, Nell De Rosa, veuve, tous deux a/s « Belvedere Residence, 4515 ouest, rue Ste-Catherine, tous quatre de Montréal, et George Whittaker, a/s « Senneville Lodge », Ste-Anne de Bellevue, Hospital », Ste-Anne de-Bellevue, tous les cinq administrateurs, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 958-63 — 1163/27

Alis Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Chomedey, David M. Lack, Q.C., 4430 Circle Road, both advocates, and Claire Schecter, secretary, unmarried, 4910 Maplewood Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Alis Investments Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1320-63 — 1165/19

American Coffee Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nicholas Nakis, industrialist, Philip Nakis, restaurateur, both of 27 Courcelette Ave., Outremont, and Moses Lazar, restaurateur, 4566 St-Dominique St., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "American Coffee Shop Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1384 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1280-63 — 1164/120

The Association of Non-Profit Homes and Hospitals for the Aging of the Province of Quebec Corp.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis J. Novick, c/o Maimonides Hospital and Home for the Aged, 4373, Esplanade Avenue, Ernest I. Taylor, c/o The Cedars Home for Elderly People, 95 Gouin Boulevard, Dorothy Pleming, Nell De Rosa, widow, both c/o Belvedere Residence, 4515 St. Catherine Street West, all four of Montreal, and George Whittaker, c/o Senneville Lodge, Ste-Anne-de-Bellevue Hospital, Ste-Anne-de-Bellevue, all five administrators, for the following purposes:

Protéger et favoriser les meilleurs intérêts et le bien-être des personnes âgées, sous le nom de « The Association of Non-Profit Homes and Hospitals for the Aging of the Province of Quebec Corp. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 95 est, boulevard Gouin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 757-63 — 1163/18

To protect and promote the best interests and welfare of the aged, under the name of "The Association of Non-Profit Homes and Hospitals for the Aging of the Province of Quebec Corp.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 95 Gouin Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 757-63 — 1163/18

Association Récréative des Policiers de Rouyn-Noranda Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Russell Provencher, 33*a*, Cardinal-Bégin, est, Rouyn, Eugène Marcotte, 37*a*, Cardinal-Bégin, est, Rouyn, et Hubert Pouliot, 63, rue Mercier, Rouyn, tous trois constables, pour les objets suivants:

Grouper tous les policiers des villes de Rouyn et de Noranda dans une association de récréation, sous le nom de « Association Récréative des Policiers de Rouyn-Noranda Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 978-63 — 1164/34

Association Récréative des Policiers de Rouyn-Noranda Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Russell Provencher, 33*a* Cardinal-Bégin, East, Rouyn, Eugène Marcotte, 37*a*, Cardinal-Bégin, East, Rouyn, and Hubert Pouliot, 63 Mercier St., Rouyn, all three constables, for the following purposes:

To group together all the policemen of the towns of Rouyn and Noranda, in a recreational association, under the name of "Association Récréative des Policiers de Rouyn-Noranda Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 978-63 — 1164/34

Assurances Jean Pierre Gauthier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Pierre Gauthier, courtier en assurances, Jeannine Bélanger Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Pierre Gauthier, et Léonard Canuel, comptable, tous trois de 1, rue Plamondon, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Jean Pierre Gauthier Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1007-63 — 1163/55

Assurances Jean Pierre Gauthier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Gauthier, insurance broker, Jeannine Bélanger Gauthier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Pierre Gauthier, and Léonard Canuel, accountant, all three of 1 Plamondon St., Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "Assurances Jean Pierre Gauthier Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1007-63 — 1163/55

B. P. Radisson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

B. P. Radisson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Normand Berthiaume, ingénieur industriel, 7152, rue Pontoise, St-Léonard-de-Port-Maurice, Norman Bumaylis, ingénieur professionnel, 4115, rue Jeanne, Montréal, et Réginald Proulx, technicien diplomé, 9892, rue Grande-Allée, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'objets en fonte, ferblanterie, métal ou alliage de métaux, sous le nom de « B. P. Radisson Inc. », avec un capital total de $45,000, divisé en 240 actions classe « A » de $100 chacune et en 210 actions classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 864, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 634-63 — 1163/42

Beckwith Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, C.R., 702, avenue Hartland, Outremont, John Howard Gomery, 105, Hillcrest, St-Pierre, et Robert Alexander Hope, 3555, avenue Atwater, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Beckwith Corporation Ltd. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune et 190,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1037-63 — 1165/22

Bérubé & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 8060, avenue Seine, Anjou, Bruno Pateras, avocat, 7200, Hutchison, Montréal, et Lana Switzer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 4665, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de peintres et entrepreneurs peintres, sous le nom de « Bérubé & Frères Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4800, rue Monsabre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1088-63 — 1163/56

bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Berthiaume, industrial engineer, 7152 Pontoise St., St-Léonard-de-Port-Maurice, Norman Bumaylis, professional engineer, 4115 Jeanne St., Montreal, and Réginald Proulx, graduate technician, 9892 Grande-Allée, Montreal, for the following purposes:

To carry on a busines dealing in iron, tin, metal or allied metals, under the name of "B. P. Radisson Inc.", with a total capital stock of $45,000, divided into 240 class "A" shares of $100 each and into 210 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at 864 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 634-63 — 1163/42

Beckwith Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, Q.C., 702 Hartland Ave., Outremont, John Howard Gomery, 105 Hillcrest, St-Pierre, and Robert Alexander Hope, 3555 Atwater Ave., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Beckwith Corporation Ltd.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 100,000 common shares of $1 each and 190,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1037-63 — 1165/22

Bérubé & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Kujan, advocate, 8060 Seine Avenue, Anjou, Bruno Pateras, advocate, 7200 Hutchison, Montreal, and Lana Switzer, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 4665 Carlton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as painters and painting contractors, under the name of "Bérubé & Frères Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4800 Monsabre Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1088-63 — 1163/56

Boisse, Blanchard & Crépeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Maurice Mathieu Goulet, avocat, 2985, Maplewood, Montréal, Cécile-Marie Bernier, secrétaire, fille majeure, 5441, 9e avenue, Montréal, et H.-Antonio Bertrand, chef de bureau, 63, Jacques-Bourdon, Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « Boisse, Blanchard & Crépeau Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 1,940 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9420, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 940-63 — 1163/20

Boisse, Blanchard & Crépeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Mathieu Goulet, advocate, 2985 Maplewood, Montreal, Cécile-Marie Bernier, secretary, fille majeure, 5441, 9th Ave., Montreal, and H-Antonio Bertrand, chief of staff, 63 Jacques-Bourdon, Boucherville, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "Boisse, Blanchard & Crépeau Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 600 common shares of a par value of $1 each and into 1,940 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 9420 Châteaubriand St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 940-63 — 1163/20

Boutique de Paris Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, Isabel Brodeur, secrétaire, célibataire, tous deux de chambre 1527, et Hyman Mendelson, bijoutier, tous trois de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Boutique de Paris Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1031, est, rue Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1002-63 — 1163/57

Boutique de Paris Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, Isabel Brodeur, secretary, spinster, both of Room 1527, and Hyman Mendelson, jeweller, all three of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Boutique de Paris Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1031 Mount Royal Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1002-63 — 1163/57

Au Cadorex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: André Landry, marchand, Mme Cécile Landry, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Landry, tous deux de 37, Iberville, et Jean Tremblay, comptable, 8, avenue Garnier, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, accessoires électriques pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Au Cadorex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Au Cadorex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Landry, merchant, Mrs. Cécile Landry, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Landry, both of 37, Iberville, and Jean Tremblay, accountant, 8 Garnier Ave., all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business dealing in toys, novelties, furniture, hardware, electrical accessories for domestic or commercial purposes, under the name of "Au Cadorex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1133-63 — 1164/44

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1133-63 — 1164/44

Carillon Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1963, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, ave. Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Carillon Transport Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-André est, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire d la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1167-63 — 1164/47

Carillon Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Rd., Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Rd., Hampstead, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Carillon Transport Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-André East, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1167-63 — 1164/47

Les Cent Convives, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Brousseau, fonctionnaire, 729, rue Cambrai, Raymond Ajmo, restaurateur, 75, rue King, ouest, Léonce Deneumoustier, commis voyageur, 47, rue Fraser, app. 1, et Percy Shannon, contremaître, 374, rue Châtelaine, app. 8, tous quatre de Sherbrooke pour les objets suivants:

Former une association de fins gourmets dans le but de venir en aide aux malades, aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Les Cent Convives, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1206 63 — 1164/126

Les Cent Convives, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Brousseau, civil servant, 729 Cambrai St., Raymond Ajmo, restaurateur, 75 King St., West, Léonce Deneumoustier, commercial traveller, 47 Fraser St., Apt. 1, and Percy Shannon, foreman, 374 Châtelaine, Apt. 8, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To form an association of fine gourmets for the purpose of assisting the ill, the poor and the needy, under the name of "Les Cent Convives, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judical district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1206-63 — 1164/126

Central Assembly Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Albert Malouf, conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, tous deux avocats, de Montréal, et Jacqueline Lapointe, secrétaire, fille majeure, 749, ave. Stuart, Outremont, pour les objets suivants:

Agir comme agent d'expédition et aux fins de consolider les expéditions futures, sous le nom de « Central Assembly Service Ltd. », avec un

Central Assembly Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, Queen's Counsel, 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras, 11818 Frigon St., Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, both advocates, of Montreal, and Jacqueline Lapointe, secretary, spinster of the full age of majority, 749 Stuart Ave., Outremont, for the following purposes:

To act as shipping agents and to consolidate shipments for furtherance, under the name of "Central Assembly Service Ltd.", with a total

capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3075, est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1048-63 — 1163/22

capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of a par value of $1 each and 4,500 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 3075 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1048-63 — 1163/22

Centre d'Ameublement N.B.H. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Guy E. Boisvert, 3510, Northcliffe, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, tous deux avocats, et Claude Boisvert, étudiant en droit, 3350, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Centre d'Ameublement N.B.H. Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1019-63 — 1164/6

Centre d'Ameublement N.B.H. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy E. Boisvert, 3510 Northcliffe, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, both advocates, and Claude Boisvert, student-at-law, 3350 Linton, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a department store, under the name of "Centre d'Ameublement N.B.H. Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1019-63 — 1164/6

La Cie Georges Cauchon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: Georges Cauchon, entrepreneur, La Malbaie, André Lavoie, commis, 20, des Ormes, et Jean-Paul Bédard, 714, St-Joseph, est, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Cie Georges Cauchon Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secretaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1196-63 — 1164/87

La Cie Georges Cauchon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Cauchon, contractor, La Malbaie, André Lavoie, cler, 20 des Ormes, and Jean-Paul Bédard, 714 St. Joseph East, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "La Cie Georges Cauchon Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1196-63 — 1164/87

Club Richelieu Cabano

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Léandre Michaud, comptable, 171, Commerciale, Georges E. Malenfant, industriel, 2, boul. Morin, Donat Corriveau, directeur d'école, boul. Morin, Elphège Pelletier, agent vendeur, 3, rue Vieux-Chemin, Albert T.

Club Richelieu Cabano

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léandre Michaud accountant, 171 Commerciale, Georges E. Malenfant, industrialist, 2 Morin Blvd., Donat Corriveau, school director, Morin Blvd., Elphège Pelletier, sales agent, 3 Vieux-Chemin, Albert

Viel, professeur, 54, Vieux-Chemin, G.-Réal Malenfant, commis comptable, 7, rue Fraser, Ls-Gérard Collin, optométriste, 8, rue Pelletier, et Gabriel Béland, notaire, 23, rue Bérubé, tous huit de Cabano, pour les objets suivants:

Encourager et soutenir les œuvres et entreprises conformes à l'esprit des clubs Richelieu, sous le nom de « Club Richelieu Cabano ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1013-63 — 1163/60

T. Viel, professor, 54 Vieux-Chemin, G.-Réal Malenfant, accounting clerk, 7 Fraser St., Ls-Gérard Collin, optometrist, 8 Pelletier St., and Gabriel Béland, notary, 23 Bérubé Street, all eight of Cabano, for the following purposes:

To encourage and sustain the works and enterprises in conformity with the spirit of the Richelieu Clubs, under the name of "Club Richelieu Cabano".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1013-63 — 1163/60

Collège Pilote Descartes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Bernard Geneste, professeur, 8303, Reims, Eric Michel Korn, professeur, 4167, St-Denis, et Louis Simard, administrateur, 3300, Bélanger, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, établir et maintenir un collège, sous le nom de « Collège Pilote Descartes Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 729-63 — 1163/126

Collège Pilote Descartes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Geneste, professor, 8303 Reims, Eric Michel Korn, professor, 4167 St. Denis and Louis Simard, administrator, 3300 Bélanger, all three of Montreal, for the following purposes:

To found, establish and maintain a college, under the name of "Collège Pilote Descartes Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 729-63 — 1163/126

La Compagnie des Coiffeurs Associés Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1963, constituant en corporation: Yves Gauthier, 10215, boul. Gouin, est, Rivière-des-Prairies, André-Marc Dauth, 10202, rue Cartier, Montréal, tous deux notaires, et Julien Plouffe, avocat, 11605, rue Lépine, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs et de manicuristes, sous le nom de « La Compagnie des Coiffeurs Associés Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 3 actions ordinaires de $10 chacune et en 997 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1253-63 — 1165/58

La Compagnie des Coiffeurs Associés Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Gauthier, 10215 Gouin Blvd. East, Rivière-des-Prairies, André-Marc Dauth, 10202 Cartier St., Montreal, both notaries, and Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine St., Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers and manicurists, under the name of "La Compagnie des Coiffeurs Associés Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 3 common shares of $10 each and 997 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1253-63 — 1165/58

Compagnie Henri Lucas Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Compagnie Henri Lucas Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 13e jour de mars 1963, constituant en corporation: Henri Lucas, industriel, 370, boul. Manseau, Joliette, Claire Lafortune, secrétaire, fille majeure, 4108, St-Denis, Montréal, et Paul P. Devos, comptable, 3101, Maplewood, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'équipement ménager et de bureau, sous le nom de « Compagnie Henri Lucas Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 821-63 — 1164/91

Province of Quebec, incorporating: Henri Lucas, industrialist, 370 Manseau Blvd., Joliette, Claire Lafortune, secretary, fille majeure, 4108 St-Denis, Montreal, and Paul P. Devos, accountant, 3101 Maplewood, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in household and office equipment, under the name of "Compagnie Henri Lucas Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 821-63 — 1164/91

La Compagnie Valmont Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jacques Deom, avocat, Rigaud, Yves Carrières, étudiant, Montréal, et Agathe Brousseau, secrétaire, fille majeure, 3244, rue Des Ormeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Compagnie Valmont Ltée », avec un capital total de $90,000, divisé en 60,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1016-63 — 1164/130

La Compagnie Valmont Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Deom, advocate, Rigaud, Yves Carrières, student, Montreal, and Agathe Brousseau, secretary, fille majeure, 3244 Des Ormeaux St., Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in investments, under the name of "La Compagnie Valmont Ltée", with a total capital stock of $90,000, divided into 60,000 common shares of $1 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1016-63 — 1164/130

D. C. L. Distribution Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1963, constituant en corporation: L.-Paul Desbiens, 489, De Sales, Marcel Clavet, 370, rue du Havre, et Jean LeSage, 232, de la Colline, tous trois commerçants, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « D. C. L. Distribution Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 370, rue du Havre, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 961-63 — 1164/56

D. C. L. Distribution Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: L.-Paul Desbiens, 489 De Sales, Marcel Clavet, 370 du Havre St., and Jean LeSage, 232 de la Colline, all three traders, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products, in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beaty products, toiletries and perfumes, under the name of "D. C. L. Distribution Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 370 du Havre St., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 961-63 — 1164/56

The Danish House (PVM) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Marjorie Olivier, 2413, avenue Madison, Huguette Durivage, 4886, avenue Grosvenor, toutes deux de Montréal, et Pauline Di Genova, 8001, chemin Molson, St-Michel, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « The Danish House (PVM) Ltd. », avec un capital total de $3,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5193, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1108-63 — 1164/53

The Danish House (PVM) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marjorie Olivier, 2413 Madison Ave., Huguette Durivage, 4886 Grosvenor Ave., both of Montreal, and Pauline Di Genova, 8001, Molson Road, St-Michel, all three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "The Danish House (PVM) Ltd.", with a total capital stock of $3,000, divided into 3,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5193 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1108-63 — 1164/53

Les Développements Lanthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1963, constituant en corporation: Roger Daoust, entrepreneur général, 7162, rue Nancy, Raymond Desrosiers, entrepreneur électricien, 10470, St-Urbain, Georges Beaucage, marchand, 10335, St-Denis, tous trois de Montréal, et Gérard Lanthier, menuisier, 13, rue St-Joseph, Ste-Agathe, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Développements Lanthier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7156, rue Nancy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1287-63 — 1165/67

Les Développements Lanthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Daoust, general contractor, 7162 Nancy St., Raymond Desrosiers, contractor-electrician, 10470 St-Urbain, Georges Beaucage, merchant, 10335 St. Denis, all three of Montreal, and Gérard Lanthier, joiner, 13 St. Joseph St., Ste-Agathe, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Développements Lanthier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 7156 Nancy St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, tnis 25th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1287-63 — 1165/67

Di Blasio & Albertson Insurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: Kenneth Charles Mackay, 5011, chemin Mira, Montréal, Richard Bennett Holden, 11, avenue Melbourne, Westmount, et Henry Steinberg, 6101, chemin Côte St-Luc, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « Di Blasio & Albertson Insurance Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9310, blvd Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Di Blasio & Albertson Insurance Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters pacent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Charles Mackay, 5011, Mira Road, Montreal, Richard Bennette Holden, 11 Melbourne Ave., Westmount, and Henry Steinberg, 6101 Côte St-Luc Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Di Blasio & Albertson Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9310 Lajeunesse Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1169-63 — 1164/55

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1169-63 — 1164/55

Lionel Doyon Assurances Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1963, constituant en corporation: Lionel Doyon, courtier d'assurances, 168, Doyon, J.-Roméo Laplante, 58, D'Anjou, et Thomas J. Finnerty, 194, Bernard, ces deux derniers agents d'assurances, tous trois de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents ou de courtiers d'assurances, sous le nom de « Lionel Doyon Assurances Inc. », avec un capital total de $4,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 154, St-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 670-63 — 1164/58

Lionel Doyon Assurances Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Doyon, insurance broker, 168, Doyon J.-Roméo Laplante, 58 D'Anjou, and Thomas J. Finnerty, 194 Bernard, the two latter insurance agents, all three of Châteauguay Centre, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents or brokers, under the name of "Lionel Doyon Assurances Inc.", with a total capital stock of $4,000, divided into 100 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 154 St-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 670-63 — 1164/58

Dynacast Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Roger L. Beaulieu, C.R., 702, ave. Hartland, Outremont, William Tetley, 112, ave. Cornwall, Mont Royal, John H. Gomery, 105, ave. Hillcrest, St-Pierre, et Robert A. Hope, 3555, ave. Atwater, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machinerie ou pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et outillages, sous le nom de « Dynacast Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 444-63 — 1163/29

Dynacast Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger L. Beaulieu, Q.C., 702 Hartland Ave., Outremont, William Tetley, 112 Cornwall Ave., Mount Royal, John H. Gomery, 105 Hillcrest Ave., St-Pierre, and Robert A. Hope, 3555 Atwater Ave., Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in machines, machinery or parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachements and equipment, under the name of "Dynacast Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 444-63 — 1163/29

Dynamic Metals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Norma Lee, 1243, avenue Rousseau, Sillery, Jean Martel, 1279, avenue Maxfield, Sillery, toutes deux célibataires, et Catherine Woodley, veuve de feu Trevor Woodley, 1395, de Montmorency, Québec, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Dynamic Metals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norma Lee, 1243 Rousseau Avenue, Sillery, Jean Martel, 1279 Maxfield Avenue, Sillery, both spinsters, and Catherine Woodley, widow of the late Trevor Woodley, 1395 de Montmorency, Quebec, all three secretaries, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Dynamic Metals Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1046-63 — 1163/50

To deal in all kinds of metals, under the name of "Dynamic Metals Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1046-63 — 1163/50

Les Entreprises Blanchard Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1963, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, Guy Guérard, avocat, et Annette Daveluy, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1833, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Blanchard Cie Ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 545-A, rue Notre-Dame, St-Paul-l'Ermite, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 374-63 — 1163/132

Les Entreprises Blanchard Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Wilhelmy, advocate, Guy Guérard, advocate, and Annette Daveluy, secretary, fille majeure, all three of 1833 Sherbrooke St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Blanchard Cie Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 545-A Notre-Dame St., St-Paul l'Ermite, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 374-63 — 1163/132

Les Entreprises Du Pont Inc.
Du Pont Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1963, constituant en corporation: Paul Poisson, administrateur, Ghislaine Gagnon Poisson, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Poisson, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 501, rue des Seigneurs, Ste-Foy, R. Clayton Nesbitt, administrateur, Pierrette Gauvin Nesbitt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit R. Clayton Nesbitt, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1247, des Gouverneurs, Sillery, et Yvan Mignault, avocat, 631, Beau Site, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Acquérir et entretenir des garages et constructions de toutes sortes pour l'entreposage et la garde des automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Du Pont Inc.— Du Pont Enterprises Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2700, boulevard Sir Wilfrid-Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1142-63 — 1164/61

Les Entreprises Du Pont Inc.
Du Pont Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Poisson, administrator, Ghislaine Gagnon Poisson, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Poisson, and duly authorized by him for these presents, both of 501 des Seigneurs Street, Ste-Foy, R. Clayton Nesbitt, administrator, Pierrette Gauvin Nesbitt, housewife, wife contractually separate as to property of the said R. Clayton Nesbitt, and duly authorized by him for these presents, both of 1247 des Gouverneurs, Sillery, and Ivam Mignault, advocate, 631 Beau Site, Ste-Foy, for the following purposes:

To acquire and maintain garages and buildings of all kinds for the warehousing and storage of automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Les Entreprises Du Pont Inc.— Du Pont Enterprises Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2700 Sir Wilfrid Laurier Blvd., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1142-63 — 1164/61

Les Entreprises J. René Ouimet Ltée
J. René Ouimet Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Les Entreprises J. René Ouimet Ltée
J. René Ouimet Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: J.-René-Ouimet, Robert Ouimet, tous deux industriels, de 1810, Lajoie, Joseph Blain, 704, Pratt, Marcel Piché, 8, SpringGrove Crescent, tous quatre d'Outremont, et Philippe Guay, 5454, avenue Victoria, Montréal, ces trois derniers avocat, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Entreprises J. René Ouimet Ltée — J. René Ouimet Enterprises Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 950 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 994-63 — 1164/11

bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Ouimet, Robert Ouimet, both industrialists, of 1810 Lajoie, Joseph Blain, 704 Pratt, Marcel Piché, 8 SpringGrove Crescent, all four of Outremont, and Philippe Guay, 5454 Victoria Ave., Montreal, the three latter advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "Les Entreprises J. René Ouimet Ltée — J. René Ouimet Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,400 common shares of a par value of $1 each, 950 preferred class "A" shares of a par value of $100 each and 2,600 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 994-63 — 1164/11

Les Équipements Repentigny Inc.
Repentigny Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Guy Rousseau, comptable, 11190, rue Verville, Montréal, Amanda Pelletier Beaulieu, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Beaulieu, 8100, boul. Prévost, Anjou, et Pierre Dubreuil, technicien, 100, 18e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et objets de quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Les Équipements Repentigny Inc.— Repentigny Equipment Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 828, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1258-63 — 1164/135

Les Équipements Repentigny Inc.
Repentigny Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Rousseau, accountant, 11190 Verville St., Montreal, Amanda Pelletier Beaulieu, housewife, wife separate as to property of Louis Beaulieu, 8100 Prévost Blvd., Anjou, and Pierre Dubreuil, technicien, 100, 18th Ave., Lachine, for the following purposes:

To carry on a business dealing in machines, motors, tools, instruments and articles of hardware of all kinds, under the name of "Les Équipements Repentigny Inc.— Repentigny Equipment Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and into 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 828 Notre-Dame St., Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1258-63 — 1164/135

Evelyn Leather Coats Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, George Irwin Harris, avocat, 5728, avenue Westluke, Côte-St-Luc, et Barbara Shapiro, secrétaire, épouse séparée de biens d'Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, app. 14, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Evelyn Leather Coats Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000, actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Evelyn Leather Coats Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, George Irwin Harris, advocate, 5728 Westluke Avenue, Côte-St-Luc, and Barbara Shapiro, secretary, wife separate as to property of Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, Apt. 14, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Evelyn Leather Coats Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 926-63 — 1163/67

The head office of the company will be at 1231 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 926-63 — 1163/67

E. C. Ferree Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1963, constituant en corporation: Donald W. Seal, 5790, avenue Northmount, Montréal, Gary Moscowitz, 2170, Scott, St-Laurent, tous deux avocats, et Rossalie Bevis, secrétaire, fille majeure, 5535, chemin Queen Mary, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « E. C. Ferree Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1152-63 — 1164/62

E. C. Ferree Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, 5790 Northmount Ave., Montreal, Gary Moscowitz, 2170 Scott, St-Laurent, both advocates, and Rossalie Bevis, secretary, fille majeure, 5535 Queen Mary Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "E. C. Ferree Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1152-63 — 1164/62

Ferro Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1963, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, 5764, avenue Blossom, Côte-St-Luc, Abe Segal, 5147, Montclair, tous deux avocats, et Estelle Erdle, secrétaire, célibataire, 8554, avenue Outremont, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Ferro Products Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10049, avenue London, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1259-63 — 1165/31

Ferro Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A. Arnold Lechter, 5764 Blossom Ave., Côte-St-Luc, Abe Segal, 5147 Montclair, both advocates, and Estelle Erdle, secretary, spinster, 8554 Outremont, Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in metal products of all kinds, under the name of "Ferro Products Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10049 London Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1259-63 — 1165/31

Feuco Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1963, constituant en corporation: Hélène Beauchamp, 2501, Mousseau, Lorraine Larrivée, 3333, Côte Ste-Catherine, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Pierre Bouchard, avocat, 50, McNider, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de « Feuco Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Feuco Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hélène Beauchamp, 2501 Mousseau, Lorraine Larrivée, 3333 Côte Ste-Catherine, both secretaries, filles majeures, of Montreal, and Pierre Bouchard, advocate, 50 McNider, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Feuco Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1203-63 — 1164/63

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1203-63 — 1164/63

Forestville Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, C.R., avocat J.-Claude Gagnon, avocat, et Claudette Lauzier secrétaire, célibataire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Forestville Auto Service Inc. », avec un capital total de $35,000, divisé en 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1020-63 — 1163/135

Forestville Auto Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Q.C., advocate, J.-Claude Gagnon, advocate, and Claudette Lauzier, secretary, spinster, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and spare parts and to carry on as garagemen, under the name of "Forestville Auto Service Inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 350 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1020-63 — 1163/135

Forever Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, 4978, avenue Victoria, Jules Leavitt, 4001, Kindersley Place, tous deux avocats, et Audrey Sutherland, secrétaire, veuve de feu John Sutherland, 1641, rue St-Luke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier la quincaillerie et spécialités en quincaillerie et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Forever Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, et 300 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1093-63 — 1164/12

Forever Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of het Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sol Sidney Fels, 4978 Victoria Ave., Jules Leavitt, 4001 Kindersley Place, both advocates, and Audrey Sutherland, secretary, widow of the late John Sutherland, 1641 St. Luke St., all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind, under the name of "Forever Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 5,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 300 class "B" shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1093-63 — 1164/12

Jean Paul Fournier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boul. Briand, Chambly, Robert Dulude, 90, Galt, est, Dorion, et Yvan Mercure, 2099, avenue Bellevue, St-Bruno, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment, stuc, asphalte, pierre, pierre concassée, sable, schiste, roche, bois, brique, tuile, matériaux de pavage, argile, gravier,

Jean Paul Fournier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Blvd., Chambly, Robert Dulude, 90 Galt East, Dorion, and Yvan Mercure, 2099 Bellevue Ave., St-Bruno, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement, stucco, asphalt, stone, broken stone, sand, shale, rock, wood, brick, tile, paving materials, clay, gravel,

plâtre, peinture et autres matériaux employés dans la construction, sous le nom de « Jean Paul Fournier Ltée », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec leque la compagnie commencera ses opérations est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera 119, rue Jeannette, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1061-63 — 1164/13

plaster, paint and other materials used in construction, under the name of "Jean Paul Fournier Ltée", with a total capital stock divided into 400 common shares of no par or nominal value, and the amount of the share capital with which the company will begin its operations is $2,000.

The head office of the company will be at 119 Jeannette St., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1061-63 — 1164/13

Garage Idéal, Lac Mégantic, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Anatol Bouffard, cultivateur, R.R.No 5, Renaud Bouffard, contremaître, 1, rue Michaud, et François Maillet, commis de bureau, 89, rue Laval, tous trois de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Idéal, Lac Mégantic, Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Mégantic, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 876-63 — 1163/136

Garage Idéal, Lac Mégantic, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anatol Bouffard, farmer, R.R. No. 5, Renaud Bouffard, foreman, 1 Michaud Street, and François Maillet, office clerk, 89 Laval St., all three of Lake Mégantic, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and spare parts and carry on business as garagemen, under the name of "Garage Idéal, Lac Mégantic, Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lake Mégantic, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 876-63 — 1163/136

Gestion d'Entreprises Paul Daigneault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Paul Daigneault, homme d'affaires, 133, rue Ste-Catherine, Damase Brissette, avocat, 418, boul. Quinn, et André St-Jacques, avocat, 154, rue d'Anjou, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Diriger, surveiller et contrôler les affaires d'invidus, corporations et de compagnies publiques ou privées, sous le nom de « Gestion d'Entreprises Paul Daigneault Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 103, rue Montenach, ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 15207-62 — 1163/137

Gestion d'Entreprises Paul Daigneault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Daigneault, businessman, 133 Ste-Catherine St., Damase Brissette, advocate, 418 Quinn Blvd., and André St-Jacques, advocate, 154 d'Anjou St., all three of Longueuil, for the following purposes:

To direct, supervise and inspect the affairs of individuals, corporations and public or private companies, under the name of "Gestion d'Entreprises Paul Daigneault Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 103 Montenach St. West, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 15207-62 — 1163/137

Glantex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1963, constituant en corporation: Herman Glanz, Liane Glanz, épouse

Glantex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Herman Glanz, Liane Glanz, wife of the said Herman

dudit Herman Glanz, et Ernestine Getzler, épouse d'Anthony Getzler, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous trois marchands, de 4875, Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coton, toile, lin, silex, chanvre, jute, laine, worsted, nylon, nouveautés et autres textiles, tissus et matières fibreuses, sous le nom de « Glantex Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1115-63 — 1165/33

Gobeil Équipement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Olivier Gobeil, commerçant, Stella Tremblay Gobeil, ménagère, épouse dudit Olivier Gobeil, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Claude Gobeil, commis, tous trois de Route rurale No 4, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de véhicules de toutes sortes et d'équipement en général, sous le nom de « Gobeil Équipement Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Rang St-Jean-Baptiste, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 828-63 — 1165/73

Guay & Associés Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, avocat, J.-Claude Gagnon, avocat, et Claudette Lauzier, secrétaire, célibataire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction de tous genres, de meubles et accessoires généralement utilisés dans les constructions de toutes sortes ou servant à leur équipement, ameublement ou décoration, sous le nom de « Guay & Associés Ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1022-63 — 1165/109

J. W. Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Glanz, and Ernestine Getzler, wife of Anthony Getzler, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all three merchants, of 4875 Grosvenor, Montreal, for the following purposes:

To deal in cotton, linen, flax, silex, hemp, jute, wool, worsted, nylon, dry goods and any other textiles, gabrics and fibrous substances, under the name of "Glantex Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1115-63 — 1165/33

Gobeil Équipement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Gobeil, trader, Stella Tremblay Gobeil, housewife, wife of the said Olivier Gobeil, and duly authorized by him for these presents, and Claude Gobeil, clerk, all three of Rural Route No. 4, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in all kinds of vehicles and in equipment in general, under the name of "Gobeil Équipement Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Jean-Baptiste Rrange, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 828-63 — 1165/73

Guay & Associés Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Gagnon, advocate, J.-Claude Gagnon, advocate, and Claudette Lauzier, secretary, spinster, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials of all kinds, in furniture and accessories generally used in constructions of all kinds or useful in equipping, furnishing or decorating them, under the name of "Guay & Associés Ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1022-63 — 1165/109

J. W. Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: John Weissenbacher, restaurateur, Anita Weissenbacher, ménagère, épouse commune en biens dudit John Weissenbacher, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 23, avenue Hermes, Candiac, et Samuel Royce Altrows, avocat et conseil en loi de la Reine, 4150, avenue Melrose, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « J. W. Restaurant Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mats 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1049-63 — 1164/19

bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Weissenbacher, restaurateur, Anita Weissenbacher, housewife, wife common as to property of the said John Weissenbacher, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 23 Hermes Ave., Candiac, and Samuel Royce Altrows, advocate and Queen's Counsel, 4150 Melrose Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "J. W. Restaurant Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1049-63 — 1164/19

Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: Gerald LeDain, 140, rue de Normandie, Préville, Jean H. Lafleur, 5833, Clanranald, Montréal, et Godfroy Marin, 78, ave. Chester, Pointe-Claire, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bleus, plans, tracés, dessins et documents de toutes sortes, sous le nom de « Jarvis Blueprints & Supplies Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1187-63 — 1164/66

Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald LeDain, 140 de Normandie St., Préville, Jean H. Lafleur, 5833 Clanranald, Montreal, and Godfroy Marin, 78 Chester Ave., Pointe-Claire, all three advocates, for the following purposes:

To deal in blueprints, plans, tracings, drawings and documents of all kinds, under the name of "Jarvis Blueprints & Supplies Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1187-63 — 1164/66

Josmar (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1963, constituant en corporation: Edward S. Berger, 3047, ave. Brighton, Montréal, Benjamin L. Louis, 551, ave. Roslyn, Westmount, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, 3464, rue Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour enfants, sous le nom de « Josmar (1963) Inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1281-63 — 1165/1

Josmar (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward S. Berger, 3047 Brighton Ave., Montreal, Benjamin L. Louis, 551 Roslyn Ave., Westmount, both advocates and Queen's Counsels, and Martha Bent, secretary, fille majeure, 3464 Hutchison St., Montreal, for the following purposes:

To deal in children's wearing apparel, under the name of "Josmar (1963) Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1281-63 — 1165/1

A. Kerner Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1963, constituant en corporation: Delphine Karpman, ménagère, épouse séparée de biens de Michael Karpman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 727, avenue Upper Roslyn, Westmount, Anne Karpman, Kerner, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Kerner, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 4875, chemin Circle, Montréal, et Philip Shrague Garonce, avocat, 5577, avenue Alpine, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « A. Kerner Dress Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1260-63 — 1165/2

A. Kerner Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Delphine Karpman, housewife, wife separate as to property of Michael Karpman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 727 Upper Roslyn Ave., Westmount, Anne Karpman Kerner, housewife, wife separate as to property of Harry Kerner, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 4875 Circle Road, Montreal, and Philip Shrague Garonce, advocate, 5577 Alpine Ave., Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "A. Kerner Dress Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1260-63 — 1165/2

Sydney Kom & Associates Ltd.
Sydney Kom & Associés Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Sydney Kom, consultant en entreposage, Dorothy Kom, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sydney Kom, tous deux de 12044 rue Ranger, et Harvey William Kom, manufacturier, 4890, avenue Borden, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de consultants et conseillers en matières d'entreposage, distribution, empaquetage, traitement, manutention de matéria ix, transport et manufacture se rapportant à toute autre entreprise, sous le nom de « Sydney Kom & Associates Ltd.— Sydney Kom & Associés Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 916-63 — 1163/46

Sydney Kom & Associates Ltd.
Sydney Kom & Associés Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Kom, warehouse consultant, Dorothy Kom, housewife, wife separate as to property of the said Sydney Kom, both of 12044 Ranger St., and Harvey William Kom, manufacturer, 4890 Borden Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as consultants and counsellors in warehouse operations, distribution, packaging, processing, material handling, transportation and manufacturing and in relation to any other business operations, under the name of "Sydney Kom & Associates Ltd.— Sydney Kom & Associés Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 916-63 — 1163/46

L.A.B. (Québec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean H. Lafleur, avocat, 5833, Clanranald, Montréal, Clermont Vermette, avocat, 2658, Croissant Marseille, Brossard, et Godfroy Marin, avocat, 78, avenue Chester, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers, aviseurs concernant des investissements dans le domaine immobilier, agricole, industriel, minier, forestier, y compris

L.A.B. (Québec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean H. Lafleur, advocate, 5833 Clanranald, Montreal, Clermont Vermette, advocate, 2658 Croissant Marseille, Brossard and Godfroy Marin, advocate, 78 Chester Ave., Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on a business as counsellors, advisers, concerning investments in real estate, agriculture, industrial, mining, forestry fields, including

le développement de l'énergie hydro-électrique, sous le nom de « L.A.B. (Québec) Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 777, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1185-63 — 1165/37

the development of hydro-electrical power, under the name of "L.A.B. (Québec) Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 777 Dorchester Blvd., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1185-63 — 1165/37

Labelle et Fils Ameublement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1963, constituant en corporation: Marcel Labelle, vendeur, Rita Labelle, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Labelle, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Michel Labelle, vendeur, tous trois de 8436, rue Boyer, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin pour la vente de meubles et autres produits connexes, sous le nom de « Labelle et Fils Ameublement Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1149-63 — 1164/67

Labelle et Fils Ameublement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Labelle, salesman, Rita Labelle, housewife, wife common as to property of the said Marcel Labelle, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Michel Labelle, salesman, all three of 8436 Boyer St., Montreal, for the following purposes:

To operate a store for the sale of furniture and other allied products, under the name of "Labelle et Fils Ameublement Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1149-63 — 1164/67

Lemire & Frères, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1963, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, 245, avenue Outremont, Outremont, Pierre Legrand, avocat, 415, Place d'Amiens, Duverney, L.-Yves Fortier, avocat, 40, avenue Arlington, Westmount, P.-Wilbrod Gauthier, avocat, 1985, Bellevue, St-Bruno, et André Guertin, commis 5635, rue Wellington, Verdun, pour les objets, suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Lemire & Frères, Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1159-63 — 1165/4

Lemire & Frères, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Crevier, advocate, 245 Outremount Ave., Outremount, Pierre Legrand, advocate, 415 Place d'Amiens, Duvernay, L. Ives Fortier, advocate, 40 Arlington Ave., Westmount, P.-Wilbrod Gauthier, advocate, 1985 Bellevue, St-Bruno, and André Guertin, clerk, 5635 Wellington, Verdun, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company, under the name of "Lemire & Frères, Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1159-63 — 1165/4

Les Loisirs de L'Acadie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e joue de mars 1963, constituant en corpo-

Les Loisirs de L'Acadie

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corpora-

ration sans capital-actions: Hervé Deslandes, soudeur, Bruno Prairie, menuisier, et Denis Roberge, professeur, tous trois de L'Acadie, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs dans la paroisse de L'Acadie, sous le nom de « Les Loisirs de L'Acadie ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Acadie, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1107-63 — 1165/5

Paul Mailloux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: Paul Mailloux, gérant, Mme Lucille Landry Mailloux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Mailloux, tous deux de 8270, boulevard Yves-Prévost, Anjou, et Albéric Mailloux, vendeur, 5827, Des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage de chevaux de course, sous le nom de « Paul Mailloux Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1006-63 — 1164/109

Bert Marksman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Louise Labelle, 286, Lebeau, Louise Faubert, 334, Lebeau, et Monique Pellerin, 57, Desjardins, toutes trois secrétaires, filles majeures, de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Organiser et monter des spectacles pour le divertissement du public, sous le nom de « Bert Marksman Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7491, rue De Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 713-63 — 1164/110

The Martinique Motor Inn Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1963, constituant en

tion without share capital: Hervé Deslandes, solderer, Bruno Prairie, joiner, and Denis Roberge, professor, all three of L'Acadie, for the following purposes:

To organize the recreational centers in the parish of L'Acadie, under the name of "Les Loisirs de L'Acadie".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at L'Acadie, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1107-63 — 1165/5

Paul Mailloux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Mailloux, manager, Mrs. Lucille Landry Mailloux, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Mailloux, both of 8270 Yves-Prévost Blvd., Anjou, and Albéric Mailloux, salesman, 5827 Des Érables, Montreal, for the following purposes:

To breed race horses, under the name of "Paul Mailloux Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1006-63 — 1164/109

Bert Marksman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louise Labelle, 286 Lebeau, Louise Faubert, 334 Lebeau and Monique Pellerin, 57 Desjardins, all three secretaries, filles majeures, of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a business by organizing shows for public entertainment, under the name of "Bert Marksman Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7491 De Lorimier St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 713-63 — 1164/110

The Martinique Motor Inn Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence

corporation: Lawrence Marks, c.r., 656, avenue Grosvenor, Mark Edmund Gordon, 36, avenue Roxboro, tous deux de Westmount, Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, tous trois avocats et solliciteurs, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, 1460, rue McGregor, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « The Martinique Motor Inn Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 104, 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1279-63 — 1165/38

Marks, Q.C., 656 Grosvenor Ave., Mark Edmund Gordon, 36 Roxboro Ave., both of Westmount, Irving Shapiro, 4750 Plamondon Ave., all three barristers and solicitors, and Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, 1460 McGregor St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of inn-keepers, under the name of "The Martinique Motor Inn Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Suite 104, 614 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1279-63 — 1165/38

Metro Transportation Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Robert James Stocks, 3590, avenue Ridgewood, app. 204, Montréal, Peter Edward Graham, 3528, rue Shuter, app. 3, Montréal, John M. McDougall, 226, avenue Fairfield, Rosemère, et Alexander M. Stalker, 40, avenue Cornwall, Mont Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « Metro Transportation Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1010-63 — 1163/78

Metro Transportation Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert James Stocks, 3590 Ridgewood Avenue, Apt. 204, Montreal, Peter Edward Graham, 3528 Shuter Street, Apt. 3, Montreal, John M. McDougall, 226 Fairfield Avenue, Rosemère, and Alexander M. Stalker, 40 Cornwall Avenue, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Metro Transportation Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1010-63 — 1163/78

Mont Rolland Développement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Léo Rosentzveig, 4805, chemin Circle, William Levitt, 5020, St. Kevin, et Arthur Marcovitch, 5211, Rosedale, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Mont Rolland Développement Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 920-63 — 1163/81

Mont Rolland Développement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Rosentzveig, 4805 Circle Rd., William Levitt, 5020 St. Kevin, and Arthur Marcovitch, 5211 Rosedale, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Mont Rolland Développement Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 920-63 — 1163/81

Napoli Grocery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: Joseph H. Freedman, avocat, 2260, chemin Bedford, Montréal, Guido Di Valerio, épicier, et Lucia Di Valerio, vendeuse, épousé séparée de biens d'Alfredo Di Valerio, ces deux derniers de 7415, De Normanville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Napoli Grocery Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 990-63 — 1163/88

Napoli Grocery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph H. Freedman, advocate, 2260 Bedford Rd., Montreal, Guido Di Valerio, grocer, and Lucia Di Valerio, saleslady, wife separate as to property of Alfredo Di Valerio, the latter two of 7415 De Normanville, Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Napoli Grocery Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 990-63 — 1163/88

National Underwater Contractors Co. Ltd.
La Cie Nationale de Construction Sous-Marine Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: André Monast, avocat, 1270, Place de Mérici, Ste-Foy, Hubert Walters, avocat, 460, Fontenay, Ste-Foy, et Gisèle Bilodeau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1042, 4e avenue, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « National Underwater Contractors Co. Ltd.— La Cie Nationale de Construction Sous-Marine Ltée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair, et le montant avec leque la compagnie commencera ses opérations est d'au moins $500.

Le siège social de la compagnie sera 768, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1175-63 — 1165/39

National Underwater Contractors Co. Ltd.
La Cie Nationale de Construction Sous-Marine Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Monast, advocate, 1270 Place de Mérici, Ste-Foy, Hubert Walters, advocate, 460 Fontenay, Ste-Foy, and Gisèle Bilodeau, secretary, fille majeure in use of her rights, 1042, 4th Ave., Quebec, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors, under the name of "National Underwater Contractors Co. Ltd. — La Cie Nationale de Construction Sous-Marine Ltée", with a capital stock divided into 100 common shares of no par value and the amount with which the company shall start its operations is of at least $500.

The head office of the company will be at 768 St-John St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1175-63 — 1165/39

Natofin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1963, constituant en corporation: Neil F. Phillips, 634, avenue Clarke, Melvin L. Rothman, 638, avenue Roslyn, tous deux de Westmount, David Goodman, 11, avenue Lyncroft, Hampstead, B. Robert Benson, 5992, Dolbeau, Montréal, tous quatre avocats, Yvonne Bélanger, 5400, Queen Mary, Dorothea Calver, 5610, Decelles, Sylvia Vineberg, 3455, Côte-des-Neiges, Eleanor Johnson, 5020, Clanranald, Audrey Scriven, 2174, Lincoln, et Ruth Pennington, 4315, Melrose, ces six dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Natofin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil F. Phillips, 634 Clarke Ave., Melvin L. Rothman, 638 Roslyn Ave., both of Westmount, David Goodman, 11 Lyncroft Ave., Hampstead, B. Robert Benson, 5992 Dolbeau, Montreal, all four advocates, Yvonne Bélanger, 5400 Queen Mary, Dorothea Calver, 5610 Decelles, Sylvia Vineberg, 3455 Côte-des-Neiges, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald, Audrey Scriven, 2174 Lincoln, and Ruth Pennington, 4315 Melrose, the latter six secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, finance et prêt, sous le nom de « Natofin Ltd. », avec un capital total de $225,000 divisé en 225,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 609, 635 blvd Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1170-63 — 1165/8

To carry on the business of an investment, finance and loan company, under the name of "Natofin Ltd.", with a total capital stock of $225,000, divided into 225,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at suite 609, 635 Dorchester Blvd. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1170-63 — 1165/8

Les Placements Capri Inc.
Capri Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Guy Leblanc, coiffeur, Denise Chatel Leblanc, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Leblanc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 153, rue Filion, et Robert Chatel, courtier, 400, rue Yvon-Berger, tous trois de Ste-Rose, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Les Placements Capri Inc.— Capri Investments Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 80 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 153, rue Filion, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1100-63 — 1164/113

Les Placements Capri Inc.
Capri Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Leblanc, hairdresser, Denise Chatel Leblanc, secretary, wife contractually separate as to property of the said Guy Leblanc, and duly authorized by him for these presents, both of 153 Filion St., and Robert Chatel, broker, 400 Yvon-Berger, all three of Ste-Rose, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Les Placements Capri Inc.— Capri Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 80 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 153 Filion St., Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1100-63 — 1164/113

Prova Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Daniel Mignault, gérant, 2919, de Courcelles, Ste-Foy, Gilles Montminy, gérant, 885, Calixa-Lavallée, Québec, Louis M. Pettigrew, courtier, 1035, Mont St-Denis, Sillery, J.-Luc Dutil, administrateur, 77, Rochette, Ste-Foy, St-Georges Cloutier, administrateur, 1370, des Gouverneurs, Sillery, J.-Paul Gagnon, comptable agréé, 868, Eymard, Québec, et Jacques Taschereau, notaire, 315, Laurier, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Prova Inc. », avec un capital total de $14,000, divisé en 1,400 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1040-63 — 1163/41

Prova Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Mignault, manager, 2919 de Courcelles, Ste-Foy, Gilles Montminy, manager, 885 Calixa-Lavallée, Quebec, Louis M. Pettigrew, broker, 1035 Mont St-Denis, Sillery, J.-Luc Dutil, administrator, 77 Rochette, Ste-Foy, St-Georges Cloutier, administrator, 1370 des Gouverneurs, Sillery, J.-Paul Gagnon, chartered accountant, 868 Eymard, Quebec, and Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Prova Inc.", with a total capital stock of $14,000, divided into 1,400 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1040-63 — 1163/41

Rene Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Rene Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore I. Prazoff, avocats, 491, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et nouveautés en ameublement, sous le nom de « Rene Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-François, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1030-63 — 1163/43

George V. Riddell & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1963, constituant en corporation: George Victor Riddell, Hazen Riddell, Hugh Riddell et Stanford Riddell, entrepreneurs, de Mille-Isles, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « George V. Riddell & Sons Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mille-Isles, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1238-63 — 1165/12

Rofero Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1963, constituant en corporation: Fernando Légaré, courtier d'assurances, 1295, 2e avenue, Québec, Dr Robert Plante, urologiste, 987, 3e avenue, Québec, et Robert Morin, couturier, 44½, de la Fabrique, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Rofero Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 44½, rue de la Fabrique, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 1154-63 — 1164/116

Rose Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en

bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore I. Prazoff, attorneys, of 491 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Rene Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-François, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1030-63 — 1163/43

George V. Riddell & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Victor Riddell, Hazen Riddell, Hugh Riddell and Stanford Riddell, contractors, of Mille-Isles, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "George V. Riddell & Sons Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mille-Isles, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1238-63 — 1165/12

Rofero Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernando Légaré, insurance broker, 1295, 2nd Ave., Quebec, Dr. Robert Plante, urologist, 987, 3rd Ave., Quebec, and Robert Morin, dressmaker, 44½, de la Fabrique, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Rofero Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 44½ de la Fabrique St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 1154-63 — 1164/116

Rose Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of

date du 14e jour de mars 1963, constituant en corporation: Henry Tobiash, constructeur, Rosalie Tobiash, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henry Tobiash, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 685, rue Monette, Dorval, et Eric S. Helfield, avocat, 485, rue McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Rose Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 685, rue Monette, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1151-63 — 1165/14

the Province of Quebec, incorporating: Henry Tobiash, builder, Rosalie Tobiash, housewife, wife separate as to property of the said Henry Tobiash, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 685 Monette St., Dorval, and Eric S. Helfield, advocate, 485 McGill St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Rose Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 685 Monette Street, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1151-63 — 1165/14

Gérard Roy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1963, constituant en corporation: Gérard Roy, commerçant, Mme Gérard Roy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Roy, tous deux de 46, Couvent, Bromptonville, et Lionel Jacques, comptable agréé, 384, Châtelaine, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Gérard Roy Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 305-63 — 1163/45

Gérard Roy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Roy, tradesman, Mrs. Gérard Roy, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Roy, both of 46 Couvent, Bromptonville, and Lionel Jacques, chartered accountant, 384 Châtelaine, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in ladies clothing, under the name of "Gérard Roy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 305-63 — 1163/45

La Semaine à Québec Inc.
This Week in Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: S. Dionne Bergeron, imprimeur, 492, Belleterre, Ste-Foy, Germaine Reny, ménagère, épouse séparée de biens de Gérard Reny, 15, avenue Rochette, Ste-Foy, et François Reny, imprimeur, 2624, des Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Éditer un hebdomadaire bilingue consacré à tous les programmes de cabaret, cinéma, sport, radio, télévision, ainsi que les activités culturelles, artistiques et autres, sous le nom de « La Semaine à Québec Inc.— This Week in Quebec Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 950-63 — 1163/102

La Semaine à Québec Inc.
This Week in Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: S. Dionne Bergeron, printer, 492 Belleterre, Ste-Foy, Germaine Reny, housewife, wife separate as to property of Gérard Reny, 15 Rochette Avenue, Ste-Foy, and François Reny, printer, 2624 des Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, for the following purposes:

The edit a bilingual weekly to be used by any programmes dealing with cabarets, cinemas, sports, television, as well as cultural activities, whether artistic or otherwise, under the name of "La Semaine à Québec Inc.— This Week in Quebec Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 950-63 — 1163/102

Société de Placement de l'Ile Jésus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, 176, Highfield, Mont-Royal, Pierre Durand, avocat, 5823, McLynn, Montréal, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, 7806, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Société de Placement de l'Ile Jésus Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 399 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 897-63 — 1164/25

Société de Placement de l'Ile Jésus Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geoffroy Birtz, advocate, 176 Highfield, Mount Royal, Pierre Durand, advocate, 5823 McLynn, Montreal, and Gabrielle Lahaie, secretary, fille majeure, 7806 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Société de Placement de l'Ile Jésus Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 399 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 897-63 — 1164/25

Sodimco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, constituant en corporation: Geneviève Gaudet, 10597, St-Denis, Jeanne Valentine, 2361, Madison, Hélène Beauchamp, 2501, Mousseau, Jacqueline Leclerc, 1139, boul. St-Joseph, et Lorraine Larivée, 3333, Côte Ste-Catherine, toutes cinq secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Sodimco Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 788-63 — 1164/76

Sodimco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geneviève Gaudet, 10597 St. Denis, Jeanne Valentine, 2361 Madison, Hélène Beauchamp, 2501 Mousseau, Jacqueline Leclerc, 1139 St. Joseph Blvd., and Lorraine Larivée, 3333 Côte Ste-Catherine, all five secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Sodimco Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 788-63 — 1164/76

Tracy Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1963, constituant en corporation: Fabien Danis, garagiste, Mme Cécile Danis, ménagère, épouse commune en biens dudit Fabien Danis, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jacques Danis, gérant de service, tous trois de 910, avenue de l'Église, Tracy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Tracy Automobile Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 1,500 actions privilégiées de $20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $25,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 599-63 — 1163/106

Tracy Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fabien Danis, garageman, Mrs. Cécile Danis, housewife, wife common as to property of the said Fabien Danis, and duly authorized by him for these presents, and Jacques Danis, service manager, all three of 910 de l'Église Ave., Tracy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and spare-parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Tracy Automobile Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value and into 1,500 preferred shares of $20 each and the amount with which the company shall start its operations shall be $25,000.

The head office of the company will be at St-Joseph-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 599-63 — 1163/106

Les Vergers St-Sulpice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: J.-Armand Laframboise, rentier, 5585, Dunmore, Marcel Fortin, commis, 9930, rue St-Denis, Émile Fortin, commis, 9223, rue St-Urbain, tous trois de Montréal, et René Fortin, gérant, chemin du Calvaire, Oka, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pomiculteurs, sous le nom de « Les Vergers St-Sulpice Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 375 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 375 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Oka, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 972-63 — 1164/31

Les Vergers St-Sulpice Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Armand Laframboise, annuitant, 5585 Dunmore, Marcel Fortin, clerk, 9930 St. Denis St., Émile Fortin, clerk, 9223 St-Urbain, all three of Montreal, and René Fortin, manager, chemin du Calvaire, Oka, for the following purposes:

To carry on business as fruit-growers, under the name of "Les Vergers St-Sulpice Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 750 common shares of a par value of $100 each, 375 preferred class "A" shares of a par value of $100 each and 375 preferred class "B" shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Oka, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 972-63 — 1164/31

Vernof Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: George Bey, Michael Awada, avocats, et Anna Bey, secrétaire, célibataire, tous trois de 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Vernon Development Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1025-63 — 1163/49

Vernon Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bey, Michael Awada, advocates, and Anna Bey, secretary, spinster, all three of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Vernon Development Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1025-63 — 1163/49

Lettres patentes supplémentaires

Art-Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 mars 1963, à la compagnie « Art-Films Inc. », convertissant et refondant 7,000 actions ordinaires de $10 chacune en 2,800 actions privilégiées de $25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 16129-53 — 1165/130

Supplementary Letters Patent

Art-Films Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing ate the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Art-Films Inc.", converting 7,000 common shares of $10 each into 2,800 preferred shares of $25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 16129-53 — 1165/130

C.B.F. Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 février 1963, à la compagnie « C.B.F. Investment Corporation », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 13327-58 — 1164/106

Cedarcrest Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 avril 1963, à la compagnie « Cedarcrest Homes Inc. », augmentant son capital-actions de $5,000 à $45,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 11975-56 — 1166/40

Cezanne Frocks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mars 1963, à la compagnie « Renoir Frocks Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Cezanne Frocks Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 11134-62 — 1166/42

La Cie de Bois de Bonaventure Inc. Bonaventure Lumber Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mars 1963, à « La Cie de Bois de Bonaventure Inc.— Bonaventure Lumber Co. Inc. », augmentant son capital de $100,000 à $450,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 11173-61 — 1165/98

La Compagnie Normand Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mars 1963, à « La Com-

C.B.F. Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "C.B.F. Investment Corporation", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 13327-58 — 1164/106

Cedarcrest Homes Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cedarcrest Homes Inc.", increasing its capital from $5,000 to $45,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 11975-56 — 1166/40

Cezanne Frocks Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Renoir Frocks Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of March, 1962, changing its name to that of "Cezanne Frocks Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 11134-62 — 1166/42

La Cie de Bois de Bonaventure Inc. Bonaventure Lumber Co. Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Cie de Bois de Bonaventure Inc.— Bonaventure Lumber Co. Inc.", increasing its capital stock from $100,000 to $450,000, the additional share capital being divided into 3,500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 11173-61 — 1165/98

La Compagnie Normand Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compa-

pagnie Normand Limitée », augmentant son capital de $99,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 510 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 3344-45 — 1165/99

gnie Normand Limitée", increasing its capital stock from $99,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 500 common shares of $100 each and into 510 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 3344-45 — 1165/99

Custom Built Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 février 1963 à la compagnie « Custom Built Homes Corporation », 1° diminuant son capital de $197,577 à $95,137.30, le capital-actions annulé étant divisé en 445,390 actions, catégorie « A », de $0.23 chacune; 2° convertissant ses 4,510 actions, catégorie « B », de $0.23 chacune en 4,510 actions ordinaires de $0.23 chacune; 3° augmentant son capital de $95,137.30 à $501,037.30, le capital-actions additionnel étant divisé en 405,900 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 1837-35 — 1165/102

Custom Built Homes Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1963 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Custom Built Homes Corporation", 1. reducing its capital from $197,577 to $95,137.30, the capital stock annuelled being divided into 445,390 class "A" shares of $0.23 each; 2. converting its 4,510 class "B" shares of $0.23 each into 4,510 common shares of $0.23 each; 3. increasing its capital from $95,137.30 to $501,037.30. the additional capital stock being divided into 405,900 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 1837-35 — 1165/102

Deka Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 mars 1963, à la compagnie « Deka Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 11870-56 — 1164/132

Deka Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Deka Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1963,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 11870-56 — 1164/132

Embassy Steel & Metal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 avril 1963, à la compagnie « Embassy Steel & Metal Co. Ltd. », 1° diminuant son capital de $40,000 à $8,000, le capital-actions annulé étant divisé en 320 actions ordinaires de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $8,000 à $58,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 13900-60 — 1166/21

Embassy Steel & Metal Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Embassy Steel & Metal Co. Ltd.", 1. reducing its capital from $40,000 to $8,000, the capital stock annulled being divided into 320 common shares of $100 each; 2. increasing its capital from $8,000 to $58,000, the additional capital stock being divided into 5,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 13900-60 — 1166/21

Gale Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1963, à la compagnie « Gale Lumber Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Gale Lumber Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gale Lumber Ltd.", extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 13098-55 — 1164/100

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 13098-55 — 1164/100

J. M. Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patente supplémentaires, en date du 29 mars 1963, à la compagnie « J. Montemurro Ltd. », constitué en corporation par lettres patentes en date du 31e jour d'octobre 1956, changeant son nom en celui de « J. M. Realties Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° diminuant son capital de $40,000 à $10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune; 4° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 13410-56 — 1165/87

J. M. Realties Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. Montemurro Ltd.", incorporated by letters patent date the 31st day of October, 1956, 1. changing its name to that of "J. M. Realties Inc."; 2. extending its powers; 3. reducing its capital from $40,000 to $10,000, the capital stock annulled being divided into 200 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each; 4. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 13410-56 — 1165/87

Just Equipment & Supply Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 janvier 1963, à la compagnie « Just Equipment & Supply Company, Limited », 1° réduisant son capital de la somme de $5, et son capital-actions par l'annulation de 5,000 actions privilégiées de $50 chacune; 2° subdivisant 20,000 actions privilégiées de $50 chacune en 1,000,000 d'actions privilégiées de $1 chacune; 3° subdivisant et convertissant 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 672,000 actions catégorie « A » de $0.10 chacune et 4,000 action catégorie « B » de $0.05 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 2044-26 — 1158/63

Just Equipment & Supply Company, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Just Equipment & Supply Company, Limited", 1. reducing its capital by the sum of $5, and its capital stock by the cancellation of 5,000 preferred shares of $50 each; 2. subdividing 20,000 preferred shares of $50 each into 1,000,000 preferred shares of $1 each; 3. subdividing and converting 4,000 common shares without par value into 672,000 class "A" shares of $0.10 each and 4,000 class "B" shares of $0.05 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 2044-26 — 1158/63

Laurentide Insurance Agencies Ltd Agences d'Assurance Laurentide Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Laurentide Insurance Agencies Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 février 1954, 1° changeant son nom en celui de « Laurentide Insurance Agencies Ltd — Agences d'Assurance Laurentide Ltée »; 2° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 10312-54 — 1165/78

Laurentide Insurance Agencies Ltd Agences d'Assurance Laurentide Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurentide Insurance Agencies Ltd", incorporated by letters patent dated February 9, 1954, 1. changing its name to "Laurentide Insurance Agencies Ltd — Agences d'Assurance Laurentide Ltée"; 2. increasing the number of its directors form three to four.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 10312-54 — 1165/78

Lorraine Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 janvier 1963, à la compagnie « Lorraine Construction Co. Ltd. », 1° consolidant 5,000 actions ordinaires de $1 chacune en 50 actions ordinaires de $100 chacune; 2° réduisant son capital-actions de $40,000 à $8,000, le capital-actions annulé étant divisé en 32,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° augmentant son capital-actions de $8,000 à $8,140, le capital-actions additionnel étant divisé en 14 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 11213-62 — 1166/57

Lorraine Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lorraine Construction Co. Ltd.", 1. consolidating 5,000 common shares of $1 each into 50 common shares of $100 each; 2. reducing its capital from $40,000 to $8,000, the capital stock annulled being divided into 32,000 preferred shares of $1 each; 3. increasing its capital from $8,000 to $8,140, the additional capital stock being divided into 14 class "B" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 11213-62 — 1166/57

Matte Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 mars 1963, à la compagnie « Matte Automobiles Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 13908-62 — 1165/114

Matte Automobiles Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenatn-Governor of the Province of Quebec, to "Matte Automobiles Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 13908-62 — 1165/114

Moro Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 février 1963, à la compagnie « Moro Investments Ltd. », 1° diminuant son capital de $552,235 à $550,314.40, le capital-actions annulé étant divisé en 9,603 actions, catégorie « A » de $0.20 chacune; 2° augmentant son capital de $550,314.40 à $700,314.40, le capital-actions additionnel étant divisé en 150,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 13362-55 — 1165/82

Moro Investments Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Moro Investments Ltd.", 1. reducing its capital from $552,235 to $550,314.40, the capital stock annulled being divided into 9,603 class "A" shares of $0.20 each; 2. increasing its capital from $550,314.40 to $700,314.40, the additional capital stock being divided into 150,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 13362-55 — 1165/82

Orleans Investment, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1962, à la compagnie « Orleans Investment, Inc. », 1° réduisant son capital-actions de $200,000 à $44,000, le capital-actions annulé étant divisé en 31,200 actions de $5 chacune; 2° augmentant son capital-actions de $44,000 à $794,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 2813-36 — 1165/118

Orleans Investment, Inc.

Notice is hereby givent that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Orleans Investment, Inc.", 1. reducing its capital from $200,000 to $44,000, the capital stock annulled being divided into 31,200 shares of $5 each; 2. increasing its capital from $44,000 to $794,000, the additional capital stock being divided into 750,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 2813-36 — 1165/118

Pfizer Company Ltd.
La Compagnie Pfizer Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 mars 1963, à la compagnie « Pfizer Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Pfizer Company Ltd.— La Compagnie Pfizer Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 14720-62 — 1162/26

Pfizer Company Ltd.
La Compagnie Pfizer Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pfizer Company Ltd.", incorporated by letters dated the 28th day of December, 1962, changing its name to that of "Pfizer Company Ltd.— La Compagnie Pfizer Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 14720-62 — 1162/26

La Société des Tabacs Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 mars 1963, à la compagnie « La Société des Tabacs Québec Inc. », 1° augmentant son capital de $140,000 à $460,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 30,000 actions participantes classe « A » de $10 chacune; 2° désignant les 6,000 actions ordinaires de $10 chacune sous le vocable d'actions classe « B »; 3° changeant son bureau principal de 34, Montenach, Longueuil, à 2309, rue Logan, Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 11485-62 — 1166/67

La Société des Tabacs Québec Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Société des Tabacs Québec Inc.", 1. increasing its capital stock from $140,000 to $460,000, the additional capital stock being divided into 2,000 common shares of $10 each and into 30,000 participating shares class "A" of $10 each; 2. designating the 6,000 common shares of $10 each under the category of class "B"; 3. changing its head office from 34 Montenach, Longueuil, to 2309 Logan St., Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 11485-62 — 1166/67

Guy Surprenant Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 avril 1963, à la compagnie « Guy Surprenant Automobile Inc. », 1° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre; 2° subdivisant 750 actions ordinaires de $100 chacune en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune; 3° convertissant 6,500 actions ordinaires de $10 chacune en 6,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 309-63 — 1166/61

Guy Surprenant Automobile Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Guy Surprenant Automobile Inc.", 1. increasing the number of its directors from three to four; 2° subdividing 750 common shares of $100 each into 7,500 common shares of $10 each; 3. converting 6,500 common shares of $10 each into 6,500 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 309-63 — 1166/61

Zodiac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mars 1963, à la compagnie « Zodiac Inc. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes en changeant les conditions, privilèges et restrictions attachés à ses actions classe « A » et classe « B ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902-o 14754-62 — 1165/129

Zodiac Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Zodiac Inc.", amending certain provisions of its letters patent by changing the conditions privileges and restrictions attached to its class "A" and class "B" shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902 14754-63 — 1165/129

Action en séparation de biens

Gagnon *vs* Gagnon

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 603795, Dame Pierrette Gagnon, ménagère des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Gagnon de la même localité et ce dernier présent, aux fins d'autoriser son épouse, en autant qu'il peut en être requis par la loi, demanderesse *vs* Albert Gagnon, gérant de même localité, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 6e jour de mai 1963.

Le Procureur de la demanderesse,
MAURICE STEINBERG.

510, rue McGill,
Telephone: UN 6-2748. 2904

Action for separation as to property

Gagnon *vs* Gagnon

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 603795. Dame Pierrette Gagnon, housewife of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Gagnon of the same place and the latter herein present to authorize her in so far as may be required by law, plaintiff; *vs* Albert Gagnon, manager of the same place, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 6th day of May 1963.

MAURICE STEINBERG,
Attorney for plaintiff.

510, McGill Street,
Telephone: UN 6-2748. 2904-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 755

Section « A »

Québec, le 7 mai 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret numéro 613, du 6 avril 1962, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE les parties contractantes à la convention collective rendue obligatoire par la section « A » (Plombiers) du chapitre deuxième dudit décret numéro 613, ont également présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification à ladite section;

ATTENDU QUE les dites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 mars 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées,

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 613, soit modifié comme suit:

1° La définition du mot « Employé » apparaissant à l'article 58 du Titre Sixième (Bénéfices de Sécurité Sociale), est remplacée par la suivante:

Employé: « Ce mot désigne tout employé payé à l'heure visé à l'article 4 du décret et tout employé visé dans toute section du deuxième chapitre, s'il y a lieu.

Toutefois, tout employeur participant au présent décret et chacun de ses salariés peuvent de consentement unanime se soumettre aux

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 755

Section "A"

Quebec, May 7, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), this contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "A" (Plumbers) of chapter two of the said decree number 613, have also petitioned the Minister of Labour to amend the said section;

WHEREAS the said petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 9, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 613, be amended as follows:

1. The definition of the word "Employee" mentioned in article 58 of the Sixth Title (Social Security Benefits), is replaced by the following:

Employee: "This word means any hourly paid employee mentioned in article 4 of the decree and any employee which may be covered by any section of the second chapter as the case may be.

However, every employer participating in the present decree and every one of his employees may, by unanimous consent, comply with and

obligations et jouir des privilèges établis par le présent décret, même si lesdits salariés exécutent des travaux hors de la juridiction territoriale ou professionnelle établis aux présentes, pourvu que le Sous-Comité de Sécurité Sociale accepte la participation volontaire desdits employeurs et desdits salariés. »

2° La définition du mot « Employé » apparaissant à l'article 1 de l'article VII (Bénéfices de Sécurité Sociale), de la partie I de la section « A » (Plombiers) du chapitre deuxième dudit décret, est remplacée par la suivante:

Employé: « Ce mot désigne tout employé payé à l'heure visé par la juridiction professionnelle définie à l'article I de la Section « A » du chapitre deux du décret, mais n'inclut pas les apprentis et les conducteurs de camion de service.

Toutefois, tout employeur participant au présent décret et chacun de ses salariés peuvent de consentement unanime se soumettre aux obligations et jouir des privilèges établis par le présent décret, même si lesdits salariés exécutent des travaux hors de la juridiction territoriale ou professionnelle établis aux présentes, pourvu que le Sous-Comité de Sécurité Sociale accepte la participation volontaire desdits employeurs et desdits salariés. »

JACQUES PRÉMONT,
2943-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

benefit by the provisions of the present decree even if such employees execute work outside the territorial or professional jurisdiction established herein, providing the Social Security Sub-Committee accepts the voluntary participation of such employers and of such employees."

2. The definition of the word: "Employee" mentioned in article 1 of article VII (Social Security Benefits), of part I of section "A" (Plumbers) of chapter two of the said decree, is replaced by the following:

Employee: "This word means any hourly paid employee governed by the professional jurisdiction defined in article I of Section "A" of chapter two of the decree, but does not include apprentices and service truck drivers.

However, every employer participating in the present decree and every one of his employees may, by unanimous consent, comply with and benefit by the provisions of the present decree oven if such employees execute work outside the territorial or professional jurisdiction established herein, providing the Social Security Sub-Committee accepts the voluntary participation of such employers and of such employees."

JACQUES PRÉMONT,
2943-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 755

Section « B »

Québec, le 7 mai 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'Imprimerie dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 12 juin 1963.

JACQUES PRÉMONT,
2943-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 755

Section "B"

Quebec, May 7, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the region of Montreal, be again extended until June 12, 1963.

JACQUES PRÉMONT,
2943-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 755

Section «C»

Québec, le 7 mai 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans certaines régions de la Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), un groupe d'horlogers-bijoutiers des districts électoraux de St-Hyacinthe et Hull ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 163 du 12 février 1948 et amendements, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans certaines régions de la Province;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 755

Section "C"

Quebec, May 7, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree realting to the clockmaker and jeweller trades in some regions of the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), a group of jewellers and clockmakers of the electoral districts of St-Hyacinthe and Hull have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree number 163 of February 12, 1948 and amendments, relating to the clockmaker and jeweller trades in some regions of the Province;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 octobre 1962;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 163, soit modifié comme suit:

L'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend tous les districts électoraux de la province de Québec, sauf celui de Hull et ceux qui sont compris dans l'Ile de Montréal. »

La section « F » de l'arrêté en conseil numéro 712 du 30 avril 1963, est annulée.

JACQUES PRÉMONT,
2943-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 20, 1962;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 163, be amended as follows:

Article III is replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises all the electoral districts of the Province of Quebec, with the exception of the electoral district of Hull and those comprised in the Island of Montreal."

Section "F" of Order in Council number 712 of April 30, 1963, is repealed.

JACQUES PRÉMONT,
2943-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1727

Québec, le 10 octobre 1962.
Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'article 45f de la Loi des droits sur les successions (7 Georges VI, chapitre 18).

ATTENDU QUE l'article 45, paragraphe « *f* » de la Loi des droits sur les successions, permet à un assureur de payer la somme de $1,500.00 à certaines personnes et sous certaines conditions, avant le paiement des droits et avant l'émission du certificat prescrit à l'article 44 de ladite loi;

ATTENDU QU'il est de l'intérêt général de porter ce montant de $1,500.00 à $3,000.00.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

QU'un assureur, s'il a un bureau d'affaires dans la province de Québec, puisse, sans attendre le paiement des droits et l'émission du certificat prescrit à l'article 44 de la Loi des droits sur les successions, payer au conjoint, fils ou fille, père ou mère, gendre ou bru, beau-fils ou belle-fille de la personne décédée, domiciliés dans cette province, une somme n'excédant pas $3,000.00, mais que la somme ainsi payée sans production du certificat reste soumise à l'application de toutes les autres dispositions de ladite loi.

JACQUES PRÉMONT,
2956-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1727

Quebec, October 10, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING section 45f of the Succession Duties Act (7 George VI, chapter 18).

WHEREAS section 45, paragraph "*f*" of the Quebec Succession Duties Act permits an insurer to pay the sum of $1,500.00 to certain persons and under certain conditions before the payment of the duties and before the issuance of the certificate prescribed by section 44 of the said Act;

WHEREAS it is in the public interest to raise this limit to $3,000.00;

WHEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT an insurer, having a business office in the province of Quebec, may, without waiting for the payment of the duties and the issuance of the certificate prescribed by section 44 of the Succession Duties Act, pay to the consort, son or daughter, father or mother, son-in-law or daughter-in-law, stet-son or step-daughter of the deceased domiciled in this province, a sum not exceeding $3,000.00 but the sum so paid without production of the certificate shall remain subject to all the other provisions of the said Act.

JACQUES PRÉMONT,
2956-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Canadian Propane Consolidated Limited

Avis est donné que « Canadian Propane Consolidated Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de l'Alberta, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrnagères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Grant Hall Day, 507, Place d'Armes, en la cité de Montréal.

Companies Licensed to do Business

Canadian Propane Consolidated Limited

Notice is hereby given that "Canadian Propane Consolidated Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of Alberta, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Grant Hall Day, of 507 Place d'Armes, in the city of Montreal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi en la ville de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 12-63 — 1168/17

The principal office of the said company in the Province is to be established in the town of Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 12-63 — 1168/17

Casting Materials Western Hemisphere, Inc.

Avis est donné que « Casting Materials Western Hemisphere, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'État de Missouri, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. J. Bradley, 16, Place Decary, en la cité de Dorval.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 6077, chemin Upper Lachine, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 15-63 — 1168/18

Casting Materials Western Hemisphere, Inc.

Notice is hereby given that "Casting Materials Western Hemisphere, Inc. », an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Missouri, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. J. Bradley, of 16, Decary Place, in the city of Dorval.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 6077, Upper Lachine Road, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 15-63 — 1168/18

Meehanite Western Hemisphere, Inc.

Avis est donné que « Meehanite Western Hemisphere, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'état du Missouri, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. J. Bradley, 16, Place Décarie, en la cité de Dorval.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 6077, Upper Lachine Road, en les cité et district judiciaire de Montéal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 14-63 — 1168/19

Meehanite Western Hemisphere, Inc.

Notice is hereby given that "Meehanite Western Hemisphere, Inc.", an extra-procincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Missouri, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. J. Brandley, of 16, Decary Place, in the city of Dorval.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 6077 Upper Lachine Road, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 14-63 — 1168/19

Flint Rock Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Flint Rock Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., chambre 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Flint Rock Mines Limited

Notice is hereby given that "Flint Rock Mines Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., Suite 914, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Suite 914, 1155 Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 7-62 — 1169/98

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 7-62 — 1169/98

Western Girl, Inc.

Avis est donné que « Western Girl, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de lois de l'État de Californie, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, chambre 300, 455, ouest, rue Craig, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455, ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 16-63 — 1169/51

Western Girl, Inc.

Notice is hereby given that "Western Girl, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of California, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of Room 300, 455, Craig Street West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 300, 455, Craig Street West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 16-63 — 1169/51

Chartes — Abandon de

Jaymor Land Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Jaymor Land Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son isège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1963.

Le Président,
JOE LEWO.

2905

Organic Laboratories Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Organic Laboratories Ltd. », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de mai, 1963.

Les Procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN.

2906-o

Dominion Dock Co., Limited

Avis est par les présentes donné que « Dominion Dock Co., Limited », une corporation incorporée sous la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, fera demande au Secrétaire Provincial de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de mai, 1963.

Le Secrétaire,
K. S. BENSON.

2928-o

Charters — Surrender of

Jaymor Land Investment Corp.

Notice is hereby given tnat "Jaymor Land Investment Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of April, 1963.

JOE LEWO,
President.

2905-o

Organic Laboratories Ltd.

Notice is hereby given that "Organic Laboratories Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1963.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

2906-o

Dominion Dock Co., Limited

Notice is hereby given that "Dominion Dock Co., Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of May, 1963.

K. S. BENSON,
Secretary.

2928-o

Speedi Redi Distribution Quebec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Speedi Redi Distribution Quebec Inc. », s'adressera au secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

L'Avocat de la compagnie,
ROSS GOODWIN.
2929-o

Speedi Redi Distribution Quebec Inc.

Notice is hereby given that "Speedi Redi Distribution Quebec Inc.", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

ROSS GOODWIN,
Attorney for the company.
2929

Slips Limited

Avis est donné que « Slips Limited », fera une demande pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date à être fixée.

Slips Limited,
Par: E. S. BERGER.
2935

Slips Limited

Notice is hereby given that "Slips Limited", will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Slips Limited,
Per: E. S. BERGER.
2935-o

Cellini Inc.

Prenez avis que la compagnie « Cellini Inc. », demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivières, le 14 mai, 1963.

Le Procureur de la compagnie,
Me J. A. DONAT CHAGNON,
notaire.
2957-o

Cellini Inc.

Take notice that the company "Cellini Inc.", will apply to the Provincial Secretary of Quebec for permission to surrender its charter.

Trois-Rivières, May 14, 1963.

Me. J. A. DONAT CHAGNON,
Notary,
Attorney for the company.
2957-o

Divers
Compagnies

Dominion Tanners Sales Corporation Ltd.

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 3 avril 1963, dont copie a été transmise au Secrétaire de la province, M. Albert Bronson Culver, avocat, du 15ième étage, 507, Place d'Armes, en la cité de Montréal, a été nommé, à la place de M. Arthur Carey Strafford Stead, de la cité de Montréal, agent principal dans la province de « Dominion Tanners Sales Corporation Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères susmentionnée. Le principal bureau de ladite compagnie dans la province demeurant à 507, Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2902-o 291-59

Geoffrion, Robert & Gélinas Cie
Geoffrion, Robert & Gélinas Co.

Règlement spécial « A » (1963)

(Augmentant le nombre des directeurs)

« Il est décrété à titre de règlement spécial de la compagnie:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de sept (7) à huit (8);

2° Quatre (4) directeurs constitueront le quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° Après que ce règlement sera devenu valide, les directeurs en fonction pourront élire parmi les actionnaires dûment qualifiés de la compagnie, un (1) autre directeur pour rester en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que son successeur soit élu. »

Miscellaneous
Companies

Dominion Tanners Sales Corporation Ltd.

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated April 3, 1963, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Albert Bronson Culver, advocate, of 15th floor, 507, Place d'Armes, in the city of Montreal, has been appointed, in lieu of Mr. Arthur Carey Strafford Stead, of the city of Montreal, chief agent in this Province of "Dominion Tanners Sales Corporation Ltd.", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the abovementioned Extra-Provincial Companies Act. The principal office of the said company in the Province remaining at 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2902-o 291-59

Geoffrion, Robert & Gélinas Cie
Geoffrion, Robert & Gélinas Co.

Special by-law "A" (1963)

(To increase the number of directors)

"Be it enacted as a special by-law of the company:

1. The number of directors of the company is increased from seven (7) to eight (8);

2. Four (4) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. After this by-law has become valid the directors then in office may elect from amongst the duly qualified shareholders of the company, one (1) other director to remain in office until the next annual general meeting or until his successor is elected."

Adopté par les directeurs à leur assemblée tenue le 11 avril 1963 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires à leur assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,
ERIC J. WRIGHT.

2907-o 13114-54

Enacted by the directors at their meeting held on April 11, 1963, and unanimously approved by the shareholders at their meeting held on the same date.

ERIC J. WRIGHT,
Secretary.

2907-o 13114-54

Quebec Winter Club Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 23 avril 1963, approuvé le règlement numéro 1 (3° revision) de « Quebec Winter Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2908-o 2394-29

Quebec Winter Club Inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 23, 1963, approved by-law number 1 (3. revision) of "Quebec Winter Club Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on April 25, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2908 2394-29

Northern Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

Règlement No 7

concernant un changement du nombre de directeurs.

« Que le nombre des directeurs de la compagnie « Northern Exploration Ltd. » (No Personal Liability), soit et il est augmenté de cinq (5) à sept (7) de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de sept (7) directeurs.

Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration. »

Copie certifiée du règlement No 7 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 18e jour de juillet 1961, et approuvé à l'assemblée générale spéciale et annuelle de la compagnie tenue le 7e jour d'août 1961 par les actionnaires détenant entre eux ou représentant par procuration 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
J. A. SCOTT.

2917 11776-57

Northern Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

By-law No. 7

concerning a change in the number of directors.

"The number of directors of the company "Northern Exploration Ltd." (No Personal Liability), be and the same is hereby increased from five (5) to seven (7) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven (7) directors.

Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors."

Certified copy of by-law No. 7 duly adopted at a directors' meeting held on the 18th day of July 1961 and approved at the annual and special general meeting of the company held on the 7th day of August, 1961, by the shareholders holding between them or representing by proxy 100% of the shares represented at that meeting.

J. A. SCOTT,
Secretary.

2917-o 11776-57

L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 7 mai 1963, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2923-o 239-63

L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 7, 1963, approved by-law number 1 (general by-laws) of "L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 9, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2923 239-63

Ste. Marguerite Ski Club Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 3 mai 1963, approuvé les règlements (numéros 1 à 12) de « Ste. Marguerite Ski Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2924-o 14843-62

Ste. Marguerite Ski Club Inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 3, 1963, approved the by-laws (numbers 1 to 12) of "Ste. Marguerite Ski Club Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 8, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2924 14843-62

Jade Garden Café Inc.

Règlement No 23

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Jade Garden Café Inc. », comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions, et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié copie conforme.
1er jour de mai 1963.

Le Secrétaire,
FOOK CHONG YONG.

2944 912-63

Jade Garden Café Inc.

By-law No. 23

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Jade Garden Café Inc.", as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five, so that, the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions, and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy.
1st day of May, 1963.

FOOK CHONG YONG,
Secretary.

2944-o 912-63

The Royal Quebec Golf Club

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 8 mai 1963, approuvé le règlement numéro 5*A* de « The Royal Quebec Golf Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2945-o 11151/57

The Royal Quebec Golf Club

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretay has, on May 8, 1963, approved by-law number 5*A* of "The Royal Quebec Golf Club", and such, pursuant to the provisions of section 225*a*, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 13, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2945 11151/57

Bickerdike & Company Ltd.

Règlement No 5

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Bickerdike & Company Ltd. », (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de cinq à trois de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de trois directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié copie conforme.
30e jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
SHEILA SPROTT

2958 11039-51

Bickerdike & Company Ltd.

By-law No. 5

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Bickerdike & Company Ltd.", (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from five to three so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of there directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy.
30th day of April, 1963.

SHEILA SPROTT,
Secretary.

2958-o 11039-51

Home Specialties Inc.

Règlement No C

étant un règlement concernant la distribution de l'actif de « Home Specialties Inc. ».

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de liquider ses affaires;

2° Attendu que la compagnie n'a ni dettes ni obligations;

3. En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de « Home Specialties Inc. » que:

1) La compagnie soit et est par les présentes autorisée à disposer de sa propriété, distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et

Home Specialties Inc.

By-law No C

being a by-law respecting the distribution of the assets of "Home Specialties Inc.".

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations;

3. Therefore be it enacted as a by-law of "Home Specialties Inc.", that:

1) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequen-

subséquemment procéder à la dissolution par voie de procédures d'abandon de charte selon l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

2) Les directeurs et officiers sont par les présentes autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou désirables pour la bonne exécution du précédent.

Décrété ce 14e jour de mai 1963.

Le Secrétaire,
J. DOUVILLE.

2959

tly to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

2) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 14th day of May, 1963.

J. DOUVILLE,
Secretary.

2959-o

Town of Mount Royal Curling Club

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 9e jour de mai 1963, approuvé un règlement amendant les règlements généraux de « Town of Mount Royal Curling Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2960-o 7833-52

Town of Mount Royal Curling Club

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has, on the 9th day of May, 1963, approved a by-law amending the general by-laws of "Town of Mount Royal Curling Club", and this in conformity with the provisions of Section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2960 7833-52

Lettres patentes

Fari Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1963, autorisant la fusion de la compagnie « Les Entreprises Safari Inc.— Safari Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 9e jour de février 1960, de la compagnie « Les Entreprises Safari (Québec) Inc.— Safari Enterprises (Quebec) Inc. » constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 1er jour de février 1962, et de la compagnie « Holiday Realty Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 26e jour d'avril 1962, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôteliers, sous le nom de « Fari Inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $10 chacune et 7,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6036, chemin de la Côte de Liesse, cité de St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2902 2093-63 — 1170/111

Letters Patent

Fari Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Les Entreprises Safari Inc.— Safari Enterprises Inc.", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 9th day of February, 1960, "Les Entreprises Safari (Québec) Inc.— Safari Enterprises (Quebec) Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 1st day of February, 1962, and "Holiday Realty Corp.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 26th day of April, 1962, for the following purposes:

To carry on business as inn-keepers, under the name of "Fari Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 30,000 common shares of $10 each and 7,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6036 Côte de Liesse Road, in the city of St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2902-o 2093-63 — 1170/111

Sièges sociaux

Birkdale Agencies Inc.

Avis est donné que « Birkdale Agencies Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par

Head Offices

Birkdale Agencies Inc.

Notice is hereby given that "Birkdale Agencies Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated

lettres patentes en date du 6e jour de février 1961, a transporté son siège social de 486, rue St-Jean, en la cité de Montréal, à 1980 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal.

Montréal, 24 avril 1963.

BIRKDALE AGENCIES INC.,
(Sceau) *Le Secrétaire,*
2909 J. E. LINDSAY.

Le Club de Curling Laval sur la Lac

Avis est donné que la corporation « Le Club de Curling Laval sur le Lac », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 janvier 1963, et ayant son bureau principal dans Laval sur le Lac, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 8, rue Les Pins.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Laval sur le Lac, ce 22e jour du mois d'avril 1963.

Le Président,
2910-o FERNAND BIBEAU.

Embassy Steel & Metal Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Embassy Steel & Metal Co. Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes, le 19e jour de septembre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 1420 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté à 1, Place Ville-Marie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 7e jour de mai 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
2911 JONATHAN J. ROBINSON.

Meyer Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Meyer Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 7e jour de novembre 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132 ouest, rue St-Jacques, l'a transporté à chambre 200, 3600 Barclay.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 7e jour de mai 1963.

(Sceau)

Le Secrétaire,
2912 ROSE BOCK.

Dorval Maintenance Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Dorval Maintenance Limited », constitué en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, émises en date du 5ième jour de février 1963 et ayant son siège social au hangar No 2, Aéroport International de Dorval, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Pierrefonds, ce 8ième jour de mai 1963.

Le Secrétaire,
2913-o IRIS U. MCBAIN.

---

the 6th of February 1961, has moved its head office from 486, St. John Street in the city of Montreal to 1980, Sherbrooke Street West in the city of Montreal.

Montreal, April 24, 1963.

BIRKDALE AGENCIES INC.,
(Seal) J. E. LINDSAY,
2909-o *Secretary.*

Le Club de Curling Laval sur le Lac

Notice is hereby given that "Le Club de Curling Laval sur le Lac", incorporated by letters patent dated January 18, 1963, and having its head-office at Laval sur le Lac, district of Montreal, has established its office at 8, Les Pins Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being its head-office.

Given at Laval sur le Lac, this 22nd day of April, 1963.

FERNAND BIBEAU,
2910-o *President.*

Embassy Steel & Metal Co. Ltd.

Notice is hereby given that « Embassy Steel & Metal Co. Ltd. », incorporated by letters patent on the 19th day of September, 1960, and having its head office in the city of Montreal, et 1420, Sherbrooke Street West, has moved it no 1, Place Ville Marie;

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 7th day of May, 1963.

(Seal) JONATHAN J. ROBINSON,
2911-o *Secretary.*

Meyer Corporation

Notice is hereby given that "Meyer Corporation", incorporated by letters patent on the 7th day of November, 1953, and having its head office in the city of Montreal, at suite 905, 132, St. James Street West, has moved it to Room 200, 3600, Barclay.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 7th day of May, 1963.

(Seal)

ROSE BOCK,
2912-o *Secretary.*

Dorval Maintenance Limited

Notice is hereby given that "Dorval Maintenance Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, issued on the 5th day of February, 1963, and having its head office in hangar No. 2, Dorval International Airport, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Pierrefonds, this 8th day of May, 1963.

IRIS U. MCBAIN,
2913 *Secretary.*

Modor Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Modor Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, émises en date du 6ième jour de mars 1963, et ayant son siège social à 15, Place Bergeron, ville de Pierrefonds, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Pierrefonds, ce 8ième jour de mai 1963.

Le Président,
MAURICE BÉDARD.

2914-o

Modor Construction Inc.

Notice is hereby given that the company "Modor Construction Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, issued on the 6th day of March, 1963, and having its head office at 15, Bergeron Place, town of Pierrefonds, district of Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Pierrefonds, this 8th day of May, 1963.

MAURICE BÉDARD,
President.

2914

Northern Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

Règlement No 8

concernant le changement d'adresse du siège social.

« Le siège social de la compagnie « Northern Exploration Ltd. » (No Personal Liability), est transporté de Montréal, où son bureau était situé à 265 ouest, rue Craig, à 62 ouest, rue Principale, Magog, P.Q. »

Certifié copie conforme du règlement No 8 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 20e jour de novembre 1962, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 28e jour de mars 1963 par les actionnaires détenant entre eux ou représentant par procuration 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
J. A. SCOTT.

2917 11776-57

Northern Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

By-law No. 8

concerning the change of the head office.

"The head office of the company "Northern Exploration Ltd." (No Personal Liability) is moved from Montreal where its office was located at 265, Craig St. West, to 62, Main St. West, Magog, P.Q."

Certified copy of by-law No. 8 duly adopted at a directors' meeting held on the 20th day of November, 1962, and approved at a special general meeting of the company held on the 28th day of March, 1963 by the shareholders holding between them or representing by proxy 100% of the shares represented at that meeting.

J. A. SCOTT,
Secretary.

2917-o 11776-57

Courchesne, Larose Transport Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Courchesne, Larose Transport Inc. », constituée en corporation selon les dispositions de la Première Partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 19 avril 1963, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1455, de la rue Bercy,

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce deuxième jour de mai 1963.

Courchesne, Larose Transport Inc.,
Par le Président,
JEAN-PAUL ROUTHIER.

2918-o

Courchesne, Larose Transport Inc.

Notice is hereby given that "Courchesne, Larose Transport Inc.", company incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated April 19, 1963, and having its head office at Montreal, district of Montreal, has established said office at 1455, Bercy Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 2nd day of May 1963.

Courchesne, Larose Transport Inc.,
Per: JEAN-PAUL ROUTHIER,
President.

2918-o

C. H. Goody & Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « C. H. Goody & Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1962, a transporté son siège de 4442, avenue Hingston, en la cité de Montréal à chambre 1, 5056, avenue Western, en la cité de Montréal.

Montréal, 7 mai 1963.

Le Président,
CHRISTOPHER H. GOODY.

2919

C. H. Goody & Company Ltd.

Notice is hereby given that "C. H. Goody & Company Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 30th day of January, 1962, has moved its head office from 4442, Hingston Avenue, in the city of Montreal to Suite 1, 5056, Western Avenue in the city of Montreal.

Montreal, May 7, 1963.

CHRISTOPHER H. GOODY,
President.

2919-o

St-Hubert Investment Inc.

Avis est donné que la compagnie « St-Hubert Investment Inc. », constituée en corporation par

St-Hubert Investment Inc.

Notice is given that the company "St-Hubert Investment Inc.", incorporated by letters patent

lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 13 septembre 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, Province de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au No 333, rue Craig, est suite 212, l'a transporté au No 7857, de la rue St-Denis, Montréal.

Copie certifiée véritable d'une résolution du bureau de direction de la compagnie en date du 16 avril 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

2920-o GASTON GRATTON.

under Part I of the Quebec Companies Act on September 13, 1957 and having its principal office in the city of Montreal, Province of Quebec, where its office was situated until this date, at No. 333, Craig Street, East, suite 212, has transferred it to No. 7857, St-Denis Street, Montreal.

Certified true copy of a resolution of board of directors of the company dated April 16, 1963.

(Seal) GASTON GRATTON,

2920 *Secretary.*

Chandellerie Marie Inc.

Avis est donné que la « Chandellerie Marie Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 27e jour de juillet 1962, et ayant son siège social à Notre-Dame des Laurentides, dans le district de Québec, a établi son bureau principal au numéro 195, du boulevard du Lac.

Donné à Québec, ce 8e jour de mai 1963.

Le Président-gérant,

2925-o MARIE SIMARD-GOULET.

Chandellerie Marie Inc.

Notice is hereby given that "Chandellerie Marie Inc.", incorporated by letters patent of this province on the 27th day of July, 1962, and having its head office at Notre-Dame des Laurentides, in the district of Quebec, has established its head office at number 195, Boulevard du Lac.

Given at Quebec, this 8th day of May, 1963.

MARIE SIMARD-GOULET,

2925 *President-Manager.*

Les Jardins du Roy, Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Jardins du Roy, Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes octroyées le 27 mars 1963, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 4770, de l'avenue Kent, cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour de mars, 1963.

Le Président,

2926-o R. ALBERT DE VILLIERS.

Les Jardins du Roy, Ltée

Notice is hereby given that "Les Jardins du Roy, Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued on March 27, 1963, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 4770, Kent Ave., city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of March, 1963.

R. ALBERT DE VILLIERS,

2926 *President.*

Légaré Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Légaré Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 décembre 1961, où elle avait son bureau principal jusqu'a aujourd'hui 1590, chemin Ste-Foye, dans la cité de Québec, l'a transporté à 755, Marguerite-Bourgeois, Québec, appartement No 12.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 8e jour de mai 1963.

(Sceau)

Le Secrétaire,

2927-o CLAUDE LEGARÉ.

Légaré Construction Inc.

Notice is given that the company "Légaré Construction Inc.", incorporated by letters patent dated December 22, 1961, where it had its head office until this date, 1590, Ste-Foye Road, in the city of Quebec, has transferred it to 755, Marguerite-Bourgeois, Quebec, apartment No. 12

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 8th day of May, 1963.

(Seal)

CLAUDE LEGARÉ,

2927 *Secretary.*

Emdeco Limitée
Emdeco Limited

Avis est donné que la compagnie « Emdeco Limitée — Emdeco Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de février 1955, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 80, de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 56, de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Emdeco Limitée
Emdeco Limited

Notice is hereby given that "Emdeco Limitée—Emdeco Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of February, 1955, and having its head office in the city of Quebec, where its head office was situated until today at number 80, St. Peter St., has moved it to number 56, St. Peter St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce trentième jour d'avril 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
2936-o MAURICE DE COSTER JR.

Given at Quebec, this thirtieth day of April, 1963.

(Seal) MAURICE DE COSTER JR.,
2936 *Secretary.*

Pâtisserie Rialto Ltée

Avis est donné que « Pâtisserie Rialto Ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le onzième jour d'avril 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province de Québec, a établi son bureau à 2448 est, rue Ste-Catherine, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mai 1963.

Pâtisserie Rialto Ltée,
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
2937 PAUL LUSSIER.

Pâtisserie Rialto Ltée

Notice is heregy given that "Pâtisserie Rialto Ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the eleventh day of April 1963 and having its head office in the city of Montreal, in the said province of Quebec, has established its office at 2448, St. Catherine Street East, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1963.

Pâtisserie Rialto Ltée,
(Seal) *Per:* PAUL LUSSIER,
2937-o *Secretary.*

Quincaillerie Laval Ltée

Avis est donné que la compagnie « Quincaillerie Laval Ltée », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du onze février mil neuf cent soixante, et ayant son bureau principal dans Ste-Dorothée, comté de Laval, province de Québec, a établi son bureau au numéro 744, du chemin Bord-de-l'eau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Gatineau, ce dix-neuvième jour de septembre mil neuf cent soixante et un.

2938-o MARCEL BRABANT.

Quincaillerie Laval Ltée

Notice is given that the company "Quincaillerie Laval Ltée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated February eleventh, one thousand nine hundred and sixty, and having its head office in Ste-Dorothée, county of Laval, Province of Quebec, has estaboished its office at number 744, Bord-de-l'eau.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Gatineau, this nineteenth day of September, one thousand nine hundred and sixty-one.

2938 MARCEL BRABANT.

Le Rouet Woollen Shops Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Le Rouet Woollen Shops Ltd. », constituée en corporation par lettre patente en date du neuvième jour de décembre 1952, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 80, de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 56, de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce trentième jour d'avril 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
2939-o MAURICE DE COSTER JR.

Le Rouet Woollen Shops Ltd.

Notice is hereby given that "Le Rouet Woollen Shops Ltd.", incorporated by letters patent dated the ninth day of December, 1952, and having its head office in the city of Quebec, where its head office was situated until today at number 80 St. Peter St., has moved it to number 56 St. Peter St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this thirtieth day of April, 1963.

(Seal) MAURICE DE COSTER JR.,
2939 *Secretary.*

House of Hose Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « House of Hose Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, le 11e jour d'avril 1962, et ayant antérieurement son siège social à Place Ville-Marie, Montréal, province de Québec, a présentement transporté son siège social à chambre 446, 1253, avenue du Collège McGill, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 1er jour de mai 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
2946 B. ROBERT BENSON.

House of Hose Inc.

Notice is hereby given that "House of Hose Inc.", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act on the 11th day of April, 1962 and previously having its head office at Place Ville Marie, Montreal, Province of Quebec, has now established its head office at Suite 446, 1253 McGill College Avenue, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 1st day of May, 1963.

(Seal) B. ROBERT BENSON,
2946-o *Secretary.*

Hochelaga Piping Limited

Règlement No 4

concernant le changement du bureau principal.

« Le bureau principal de la compagnie « Hochelaga Piping Limited » est transporté de la cité de Montréal, où il était auparavant à St-Lambert, au numéro 546, de la rue Victoria. »

Copie certifiée du règlement No 4, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le troisième jour d'avril 1963, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le troisième jour d'avril 1963, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Président,
B. E. BLANCHARD.

2947-o 13604-62

Hochelaga Piping Limited

By-law No. 4

concerning the changing of the head office.

« The head office of "Hochelaga Piping Limited", has been moved from the city of Montreal where it formerly was, to St-Lambert, to number 546, Victoria St.".

Certified copy of by-law No. 4, duly adopted at a meeting of the Directors held on the third day day of April, 1963, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the third day of April, 1963, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

B. E. BLANCHARD,
President.

2947 13604-62

C.R.C. Photo Inc

Avis est donné que la compagnie « C.R.C. Photo Inc », constituée en corporation en date du 9 novembre 1961 et ayant son bureau principal dans ville St-Michel, a établi son bureau au numéro 3121, 36e rue.

Et j'ai signé, à Montréal, ce 29 avril 1963.

Le Secrétaire,
JACQUES COUTURE.

2961-o

C.R.C. Photo Inc

Notice is hereby given that "C.R.C. Photo Inc", incorporated in date of November 9, 1961, and having its head office in town of St. Michel, has established its office at number 3121, 36th Street.

And I have signed at Montreal, April 29, 1963.

JACQUES COUTURE,
Secretary.

2961

Les Éditions Bel-Aire Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions Bel-Aire Inc. », constituée en corporation par la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 octobre 1962, et ayant son siège social en la cité de Longueuil, district de Montréal, a établi son siège social et sa principale place d'affaires au numéro 2 du boulevard Desaulniers, en la cité de Longueuil, district de Montréal.

Longueuil, ce 20e jour de mars 1963.

Le Secrétaire,
NORBERT DUBOIS.

2962-o

Les Éditions Bel-Aire Inc.

Notice is hereby given that "Les Éditions Bel-Aire Inc.", incorporated under part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 14, 1962, and having its head office in the city of Longueuil, district of Montreal, has established its head office and principal place of business at number 2, Desaulniers Boulevard, in the city of Longueuil, district of Montreal.

Longueuil, this 20th day of March, 1963.

NORBERT DUBOIS,
Secretary.

2962

L. Morency & Fils Inc.

Avis est donné que « L. Morency & Fils Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour de novembre 1960, et ayant son siège social à Montréal Nord, a établi son bureau à 10260, rue Des Récollets, Montréal Nord, dans le district de Montréal.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal Nord, ce 25e jour de mars 1961.

(Sceau)

L. Morency & Fils Inc.,
Par le Secrétaire-trésorier dûment autorisé,
JEAN MORENCY.

2963

L. Morency & Fils Inc.

Notice is hereby given that "L. Morency & Fils Inc.", incorporated by letters patent on the 24th day of November 1960, and having its head office in Montreal-Nord, has established its office at 10260, Des Récollets Street, Montreal-Nord, in the district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal-Nord, this 25th day of March, 1961.

(Seal)

L. Morency & Fils Inc.,
By: JEAN MORENCY,
Secreatary-treasurer duly authorized.

2963-o

Ministère des Finances
Assurances

Quebec Fire Assurance Company

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « Quebec Fire Assurance Company », constituée en corporation en 1829, sous l'empire d'une Loi du Bas-Canada, George IV, chapitre 58, et ses amende-

Department of Finance
Insurance

Quebec Fire Assurance Company

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "Quebec Fire Assurance Company", incorporated in 1829, pursuant to the provisions of a Lower Canada Act, George IV, chapter 58, and its amendments,

ments, a changé l'adresse de son siège social du numéro 79, rue St-Pierre, au numéro 595 est, boulevard Charest, Québec.

Donné à Québec, ce 10e jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
J.-B. LEFEBVRE.

2953-o

has changed the address of its head office from number 79, St. Peter Street, to number 595, Charest Boulevard East, Quebec.

Given at Quebec, this 10th day of April 1963.

J.-B. LEFEBVRE,
Secretary.

2953-o

Département de l'Instruction publique

Côte St-Jean

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les catholiques seulement, du territoire actuel de la commission scolaire de Côte St-Jean, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire catholique de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le même comté.

Québec, le 6 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2876-19-2-o 235-63

Mulgrave & Derry et St-Malachie

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des commissions scolaires de Mulgrave & Derry et de St-Malachie, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de la ville de Buckingham, dans le même comté.

Québec, le 2 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2877-19-2-o 121-63

Cadillac Diss.

Il a plu au lieutenant gouverneur, par arrêté en conseil No 612, en date du 8 avril 1963, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Cadillac, dans le comté d'Abitibi-Est.

Ce changement prend effet immédiatement.

Québec, le 9 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 1981-60

St-Agapitville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 735, en date du 3 mai 1963, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Flavien, dans le comté de Lotbinière, les lots 180, 181 et 183 du cadastre officiel de la paroisse de St-Flavien, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Agapitville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1963.

Québec, le 13 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 1303-62

Department of Education

Côte St-Jean

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, in chapter 59, Revised Statures of Quebec, 1941, the annexation for Catholics only, of the present territory of the school commission of Côte St-Jean, in the county of Jacques-Cartier, to the Catholic School Municipality of Pointe-Claire & Beaconsfield, in the same county.

Quebec, May 6, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2876-19-2 235-63

Mulgrave & Derry and St-Malachie

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school commissions of Mulgrave & Derry and of St-Malachie, in the county of Papineau, to the school municipality of the town of Buckingham, in the same county.

Quebec, May 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2877-19-2 121-63

Cadillac Diss.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 612, dated April 8, 1963, has been pleased to abolish the corporation of the school syndicates for the municipality of Cadillac, in the county of Abitibi-East.

This change will take effect immediately.

Quebec, May 9, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 1981-60

St-Agapitville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 735, dated May 3, 1963, to detach from the school municipality of the parish of St-Flavien, in the county of Lotbinière, lots 180, 181 and 183 in the official cadaster of the parish of St-Flavien, in order to annex them to the school municipality of St-Agapitville, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1963, and for all other purposes on July 1, 1963.

Quebec, May 13, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 1303-62

St-Jean-Chrysostôme No. 2

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 735, en date du 3 mai 1963, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Jean-Chrysostôme No 1, dans le comté de Châteauguay et le territoire actuellement sous le contrôle des syndics d'écoles pour la municipalité de Havelock, dans le comté de Huntingdon, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Jean-Chrysostôme No 2, dans le comté de Châteauguay.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1963.

Québec, le 13 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 77-63

St-Jean-Chrysostôme No. 2

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 735, dated May 3, 1963, to annex the present territory of the school commission of St-Jean-Chrysostôme No. 1, in the county of Châteauguay, and the territory presently under the control of the school trustees for the municipality of Havelock, in the county of Huntingdon, for Catholics only, to the school municipality of St-Jean-Chrysostôme No. 2, in the county of Châteauguay.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1963, and for all other purposes on July first, 1963.

Quebec, May 13, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 77-63

St-Michel-des-Saints

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 735, en date du 3 mai 1963, d'annexer les lots 1 à 32 inclusivement des rangs V et VI du canton Gouin, territoire non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de St-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier.

Ce changement prendra effet le 2 juin 1963.

Québec, le 13 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 1684-61

St-Michel-des-Saints

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 735, dated May 3, 1963, to annex lots 1 to 32 inclusively on ranges V and VI, in the township of Gouin, territory not yet organized from a school point of view, to the school municipality of St-Michel-des-Saints, in the county of Berthier.

This change will take effect on June 2, 1963.

Quebec, May 13, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 1684-61

Sept-Iles

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 735, en date du 3 mai 1963, de porter à sept, le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Iles, dans le comté de Duplessis.

Ce changement prendra effet pour l'élection de juin 1963.

Québec, le 13 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 1778-E.L.

Sept-Iles

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 735, dated May 3, 1963, to increase to seven the number of school commissioners for the municipality of Sept-Iles, in the county of Duplessis.

This change will take effect for the election in June 1963.

Quebec, May 13, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 1778-E.L.

Ville de Buckingham

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 734, en date du 3 mai 1963, de détacher le territoire ci-dessous décrit, de la municipalité scolaire de Templeton-Est, dans le comté de Papineau, pour l'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Buckingham, dans le comté de Papineau:

Ce territoire comprend les lots 15 à 28 inclusivement du rang I de la municipalité du village d'Angers et de la paroisse de l'Ange-Gardien; les lots 15 à 28 inclusivement du rang II; 13 à 28 inclusivement du rang III; 19 à 28 inclusivement du rang IV et 20 à 28 inclusivement du rang V, tous du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, et ce, conformément aux dispositions de l'article 71, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Québec, le 15 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 120-63

Town of Buckingham

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 734, dated May 3, 1963, to detach the territory hereinafter described from the school municipality of Templeton-East, in the county of Papineau, in order to annex it, for Protestants only, to the Protestant school municipality of the town of Buckingham, in the county of Papineau;

This territory includes lots 15 to 28 inclusively on range I in the municipality of the village of Angers and in the parish of l'Ange-Gardien; lots 15 to 28 inclusively on range II; 13 to 28 inclusively on range III; 19 to 28 inclusively on range IV and 20 to 28 inclusively on range V, all in the official cadaster of the parish of l'Ange-Gardien, and such, pursuant to the provisions of section 71 of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Quebec, May 15, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 120-63

Chambly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 14 mai 1963, de porter à

Chambly

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 14, 1963, to

sept le nombre des comimssaires d'écoles pour la municipalité de Chambly, dans le comté de Chambly.

Ce changement prendra effet pour l'élection de juin 1963.

Québec, le 15 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 375-El.

increase to seven the number of school commissioners for the municipality of Chambly, in the county of Chambly.

This change will take effect for the election in June, 1963.

Quebec, May 15, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 375-El.

Greater Hull

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 734, en date du 3 mai 1963, d'ériger une municipalité scolaire protestante sous le nom de Greater Hull, dans les comtés de Hull, Gatineau et Papineau.

Premièrement, que les territoires ci-dessous décrits, soient érigés en muuicipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de « Greater Hull, dans les comtés de Hull, Gatineau et Papineau »;

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire est décrit comme suit, savoir:

1° Tout le territoire actuel de la municipalité de la cité de Hull, dans le comté de Hull, tel que décrit dans la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 109, section 26.

2° Les rangs V à XVI inclusivement de la partie est du canton de Hull, situés à l'est de la rivière Gatineau, exception faite des lots 18 à 24b.

3° Les rangs I à XIII inclusivement et le Gore du canton Templeton, incluant les municipalités du village de Pointe-à-Gatineau, du village de Gatineau, du village de Templeton, de Templeton-Ouest, de Templeton-Est, de la partie est du canton Templeton-Est et Templeton-Nord.

Deuxièmement, que cette nouvelle commission scolaire soit administrée par sept commissaires d'écoles, et ce, conformément aux dispositions des articles 71, 71-B et 118-A, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Québec, le 15 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
2951-o O.-J. DESAULNIERS.

Greater Hull

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 734, dated May 3, 1963, to erect a Protestant school municipality under the name of Greater Hull, in the counties of Hull, Gatineau and Papineau.

Firstly, that the territories hereinafter described be erected into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "Greater Hull, in the counties of Hull, Gatineau and Papineau";

The territory of this new school municipality is described as follows, to wit:

1. All the present territory of the municipality of the city of Hull, in the county of Hull, as described in Act 8-9 Elizabeth II, chapter 109, section 26.

2. Ranges V to XVI inclusively in the eastern part of the township of Hull, situated to the east of the Gatineau River, an exception being made of lots 18 to 24b.

3. Ranges I to XIII inclusively and the Gore in the township of Templeton, including the municipalities of the village of Pointe-à-Gatineau, of the Village of Gatineau, of the Village of Templeton, of Templeton-West and Templeton-East, of the east part of the township of Templeton-East and Templeton-North.

Secondly, that this new school commission be administered by seven school commissioners, and such, pursuant to the provisions of sections 71, 71-B and 118-A, of chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Quebec, May 15, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
2951 *Superintendent of Education.*

Ville de Windsor

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 758, en date du 7 mai 1963, de porter à sept, le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Windsor, dans le comté de Richmond.

Ce changement prendra effet pour l'élection de juin 1963.

Québec, le 15 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2951-o 1995-E.L.

Town of Windsor

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 758, dated May 7, 1963, to increase to seven the number of school commissioners for the municipality of the town of Windsor, in the county of Richmond.

This change will take effect for the election of June, 1963.

Quebec, May 15, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2951 1995-E.L.

Hunterstown

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Hunterstown, dans le comté de Maskinongé, aux municipalités scolaires de St-Alexis et de St-Paulin, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1° Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de St-Alexis comprend les lots 246 à 259, inclusivement, 268 à 312 inclusivement et 406 à 418 aussi inclusivement, tous du cadastre officiel du canton d'Hunterstown.

2° Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de St-Paulin comprend les lots

Hunterstown

Application is made to annex the present territory of the school commission of Hunterstown, in the county of Maskinongé, to the school municipalities of St-Alexis and St-Paulin, in the same county, in the following way, to wit:

1. The territory to be annexed to the school municipality of St-Alexis includes lots 246 to 259 inclusively, 268 to 312 inclusively and 406 to 418 also inclusively, all in the official cadaster of the township of Hunterstown.

2. The territory to be ennexed to the school municipality of St-Paulin includes lots 1 to 179

1 à 179 inclusivement, 260 à 266 inclusivement et 453, 454 et 455, tous du cadastre officiel du canton d'Hunterstown.

Québec, le 9 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2930-20-2-o 704-61

St-Placide

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Placide, dans le comté de Témiscamingue, en celui de Béarn, dans le même comté.

Québec, le 8 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2931-20-2-o 1241-59

Ville de Beauport

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la Ville de Beauport, dans le comté de Québec, en celui de Cité de Beauport, dans le même comté.

Québec, le 13 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2948-20-2-o 609-63

Village de Wottonville

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Wottonville, dans le comté de Wolfe, les lots B à H inclusivement des rangs II et III du cadastre officiel du canton de Wotton, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire d'Asbestos, dans le comté de Richmond.

Québec, le 14 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2973-20-2-o 151-63

---

inclusuvely, 260 to 266 inclusively, and 453, 454 and 455, all in the official cadaster of the township of Hunterstown.

Quebec, May 9, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2930-20-2 704-61

St-Placide

Application is made to change the name of the school municipality of St-Placide, in the county of Temiscamingue, to Béarn, in the same county.

Quebec, May 8, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2931-20-2 1241-59

Town of Beauport

Application is made to change the name of the school municipality of the Town of Beauport, in the county of Quebec, to City of Beauport, in the same county.

Quebec, May 13, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2948-20-2 609-63

Village of Wottonville

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Wottonville, in the county of Wolfe, lots B to H inclusively on ranges II and III in the official cadaster of the township of Wotton, in order to annex them, for Catholics, only, to the school municipality of Asbestos, in the county of Richmond.

Quebec, May 14, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superi tendent of Education.

2973-20-2 151-63

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Chertsey

Cadastre officiel du canton de Chertsey, municipalité du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 35, 36, 38, 39 (Côte Est de la Rivière) rang VII; les lots 35, 36, 37 (Côté Est de la Rivière) rang VIII sont corrigés; le lot 37 (Côté Est de la Rivière) rang VII est annulé et les lots 37-A, 37-B, (Côté Est de la Rivière) rang VII et les lots 1 à 95 rang «A » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 16 avril 1963.

Le Sous-ministre,
2903-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Labrecque

Cadastre officiel du canton de Labrecque, municipalité de Labrecque, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 24-A, 24-B, 25-A, 25-B, 26 à 29, 30-A, 30-B, 31-A, 31-B, 32-A, 32-B, 33-A, 33-B, 34-A, 34-B, 35-A, 35-B, 36 à 45, 46-A, 46-B, 47-A, 47-B rang

---

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Chertsey

Official cadastre of the township of Chertsey, municipality of the township of Chertsey, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 35, 36, 38, 39 (East side of the River) range VII; lots 35, 36, 37 (East side of the River) range VIII are corrected; lot 37 (East side of the River) range VII is cancelled and lots 37-A, 37-B (East side of the River) range VII and lots 1 to 95 range "A" are added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 16, 1963.

FERNAND BOUTIN,
2903-o *Deputy Minister.*

Township of Labrecque

Official cadastre of the township of Labrecque, municipality of Labrecque, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 24-A, 24-B, 25-A, 25-B, 26 to 29, 30-A, 30-B, 31-A, 31-B, 32-A, 32-B, 33-A, 33-B, 34-A, 34-B, 35-A, 35-B, 36 to 45, 46-A, 46-B, 47-A, 47-B range IV; lots

IV; les lots 24 à 47 des rangs V et VI; les lots 24, 25, 26-A, 26-B, 27, 28-A, 28-B, 29 à 47 rang VII; les lots 24 à 33 rang VIII; les lots 24 à 31 rangs IX et X sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 3 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2903-o

Paroisse de Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, municipalité de la ville de Repentigny, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 50-47 à 50-51 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 30 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2903-o

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la cité de Pointe-Claire, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 57-991-2, 57-990 et la partie restante des lots 57-991, 57-992, 57-957, 57-991-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 29 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2903-o

Paroisse de Sainte-Cécile

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile, municipalité de la paroisse de Sainte-Cécile, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 135-2 et 135-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2903-o

Quartier St-Louis

Cadastre officiel du quartier St-Louis, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 334 à 339 et deux ruelles et une partie des lots 340 à 344 et une ruelle sont annulés et le lot 1085 est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 8 janvier 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2903-o

Cité de Trois-Rivières

Cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières, municipalité de la cité de Trois-Rivières, division d'enregistrement de Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que les lots 2197, 2198, 2199 et 2200 sont annulés et le lot 2263 (Ile) est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 26 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2903-o

24 to 47 ranges V and VI; lots 24, 25, 26-A, 26-B, 27, 28-A, 28-B, 29 to 47 range VII; lots 24 to 33 range VIII; lots 24 to 31 ranges IX and X are added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 3, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

2903-o

Parish of Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, municipality of the town of Repentigny, registration Division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 50-47 to 50-51 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 30, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

2903-o

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the city of Pointe-Claire, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 57-991-2, 57-990 and the remaining part of lots 57-991, 57-992, 57-957, 57-991-1 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 29, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

2903-o

Parish of Sainte-Cécile

Official cadastre of the parish of Sainte-Cécile, municipality of the parish of Sainte-Cécile, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 135-2 and 135-3 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 29, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

2903-o

St-Louis Ward

Official cadastre of St-Louis Ward, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 334 to 339 and two lanes and a part of lots 340 to 344 and one lane are cancelled and lot 1085 is added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, January 8, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

2903-o

City of Trois-Rivières

Official cadastre of the city Trois-Rivières, municipality of the city of Trois-Rivières, registration division of Trois-Rivières.

Notice is hereby given that lots 2197, 2198, 2199 and 2200 are cancelled and lot 2263 (Island) is added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 26, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

2903-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Région de St-Hyacinthe

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « *c* » de l'article 116 sera remplacé par le suivant:

« *c*) *Apprenti:*	*par semaine*
1er semestre	$23.00
2ème semestre	28.25
3ème semestre	28.25
4ème semestre	31.00
3ème année	36.00»

2° Le premier paragraphe de l'article 117 sera remplacé par le suivant:

« 117. *Durée régulière:* La semaine régulière de travail des employés réguliers qualifiés est de quarante-huit (48) heures et celle des apprentis est de quarante-quatre (44) heures, réparties entre les heures suivantes: »

3° Le paragraphe « *c* » de l'article 122 sera remplacé par le suivant:

« *c*) *Apprenti:*	*par semaine*	*à compter du 1/4/64*
1er semestre	$18.50	$23.00
2ème semestre	23.00	28.25
3ème semestre	25.00	28.25
4ème semestre	28.25	28.25
5ème semestre	30.00	30.00
6ème semestre	35.00	35.00»

4° Le premier paragraphe de l'article 123 sera remplacé par le suivant:

« 123. *Durée régulière:* La semaine régulière de travail des salariés dans les salons de coiffure est de quarante-quatre (44) heures, réparties entre les heures suivantes: »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 mai 1963. 2943-o

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements),

Department of Labour

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trade
Region of St. Hyacinthe

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St. Hyacinthe rendered obligatory by the decree number 1010 of September 26, 1956 and amendment, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

Paragraph "*c*" of article 116 will be replaced by the following:

"*c*) *Apprentice:*	*per week*
First six months	$23.00
Second six months	28.25
Third six months	28.25
Fourth six months	31.00
Third year	36.00"

2. The first paragraph of article 117 will be replaced by the following:

"117. *Standard duration:* The standard work week of regular employees (qualified) shall be forty-eight (48) hours and of apprentices shall be forty-four (44) hours, distributed as follows:"

3. Paragraph "*c*" of article 122 will be replaced by the following:

"*c*) *Apprentice:*	*per week*	*from 1/4/64*
First six months	$18.50	$23.00
Second six months	23.00	28.25
Third six months	25.00	28.25
Fourth six months	28.25	28.25
Fifth six months	30.00	30.00
Sixth six months	35.00	35.00"

4. The first paragraph of article 123 will be replaced by the following:

"123. *Standard duration:* The regular working week for employees plying their trades in beauty parlours shall be forty-four (44) hours, distributed as follows:"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 18, 1963. 2943-o

Notice of approval of by-laws

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments),

que les règlements spéciaux dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de l'Ouest du Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 755 du 7 mai 1963, section « D » et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 712 du 30 avril 1963, section « A ».

« *Règlements spéciaux*

20. *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 492 du 26 mars 1963 et ses modifications ultérieures et ses renouvellements, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé, chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret. »

21. *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 492 du 26 mars 1963 et ses modifications ultérieures et renouvellements, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.»

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 mai 1963. 2943-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret 520 (C), du 27 mai 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 755 du 7 mai 1963, section « E », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1963 au 1er mai 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

that the following special by-laws, adopted by the Parity Committee of the Construction Industry of Western Quebec, have been approved by Order in Council number 755 of May 7, 1963, section "D", and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council number 712 of April 30, 1963, section "A".

"*Special by-laws*

20. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 492 of March 26, 1963, and its amendments, and renewals, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as the well as any other information required for the proper enforcement of the decree.

21. *Monthly report:* Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree 492 of March 26, 1963, and its amendments and renewals, to submit to it a monthly report, in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ which shall mention the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain report forms from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 18, 1963. 2943-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", formed under decree number 520 (C), of May 27, 1959 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 755 of May 7, 1963, section "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chagter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1963, to May 1, 1964; such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 520 (C) and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the payroll (commissions, bonuses, allowances paid to their employees governed by the decree.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 520 (C), est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 1er mai 1964.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 1er mai 1964.

Recette:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 775.00
Salariés	775.00
Artisans	1,250.00
Honoraires d'examens	200.00
	$3,000.00

b) The artisans governed by the said decree, number 520 (C) and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of an average weekly wage rate of $80.00. Every employer or professional employer plying himself any one of the trades governed by the decree number 520 (C), is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) All employees governed by the said decree, number 520 (C) and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committe supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall submit his monthly report of the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of the employees. The committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

The assessments owned under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts, and disbursements of "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", for the period between May 1, 1963 and May 1, 1964.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1963 and May 1, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 775.00
Employees	775.00
Artisans	1,250.00
Examination fees	200.00
	$3,000.00

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$1,000.00
Inspecteur	400.00
Employés de bureau	150.00
Frais de déplacement	663.00
Bureau des examinateurs	100.00
Loyer et éclairage	135.00
Frais judiciaires et professionnels	148.00
Impression et papeterie	160.00
Poste, téléphone et télégrammes	75.00
Dépréciation — Ameublement et agencement	24.00
Frais des délégués	70.00
Vérification des livres	70.00
Assurance fidéjussion	5.00
	$3,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 mai 1963. 2943-o

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$1,000.00
Inspector	400.00
Office employees	150.00
Travelling expenses	663.00
Board of examiners	100.00
Rent and lighting	135.00
Judicial and professional fees	148.00
Printing and stationery	160.00
Postage, telephone and telegrams	75.00
Depreciation, furniture and fixtures	24.00
Expenses of delegates	70.00
Auditing	70.00
Guarantee bond	5.00
	$ 3,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, May 18, 1963. 2943-o

Nomination

Président d'élection

Il a plû à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District d'élection — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Argenteuil	Valois, Richard (1)	Notaire — Notary	Lachute

(1) En remplacement de monsieur Jacques-Edgar Beaudoin, démissionnaire.— In place of Mr. Jacques-Edgar Beaudoin, resigner.

Québec, le 13 mai 1963.
Le Président général des élections,
2952-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, May 13, 1963.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
2952-o *Chief Retorning-Officer.*

Soumissions

Village de Saraguay
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-M. Lebel, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures du soir, à 12,154 rue Pasteur, Montréal, ou jusqu'à 8 heures du soir, en la salle de l'église de Good Shepherd, avenue Summerset, Montréal, lundi, le 3 juin 1963, pour l'achat de $70,000 d'obligations du village de Saraguay, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 72 — travaux d'égouts.

Tenders

Village of Saraguay
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-M. Lebel, secretary-treasurer, until 6:00 o'clock p.m., at 12,154 Pasteur St., Montreal, or until 8:00 o'clock p.m. in the Good Shepherd Church hall, Summerset Ave., Montreal, on Monday, June 3, 1963, for the purchase of an issue of $70,000 of bonds for the village of Saraguay, county of Jacques-Cartier, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 72 — sewer works.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $70,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1964	$1,000
1er juillet 1965	1,000
1er juillet 1966	1,000
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	2,000
1er juillet 1969	2,000
1er juillet 1970	2,000
1er juillet 1971	3,000
1er juillet 1972	3,000
1er juillet 1973	3,000
1er juillet 1974	4,000
1er juillet 1975	4,000
1er juillet 1976	4,000
1er juillet 1977	5,000
1er juillet 1978	5,000
1er juillet 1979	5,000
1er juillet 1980	5,000
1er juillet 1981	6,000
1er juillet 1982	6,000
1er juillet 1983	6,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêt sont payables à toutes les succursales dans la province de Québeq de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 juin 1963, à 8 heures du soir, en la salle de l'église de Good Shepherd, avenue Summerset, Montréal.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saraguay, (Comté de Jacques-Cartier), ce 13 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-M. LEBEL.

Adresse postale: 12,154 rue Pasteur,
Montréal, P.Q. (12).
Téléphone: 334-3282. 2949-o

Village de Brownsburg
Comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Vincent Charbonneau, secrétaire-trésorier, Brownsburg, comté d'Argenteuil, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 3 juin 1963, pour l'achat de $66,500 d'obligations du village de Brownsburg, comté d'Argenteuil, datées du 31 décembre 1962 et remboursables par séries du 31 décembre 1963 au 31 décembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 31 décembre et 30 juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $70,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1964	$1,000
July 1, 1965	1,000
July 1, 1966	1,000
July 1, 1967	2,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,000
July 1, 1971	3,000
July 1, 1972	3,000
July 1, 1973	3,000
July 1, 1974	4,000
July 1, 1975	4,000
July 1, 1976	4,000
July 1, 1977	5,000
July 1, 1978	5,000
July 1, 1979	5,000
July 1, 1980	5,000
July 1, 1981	6,000
July 1, 1982	6,000
July 1, 1983	6,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Howfver, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 3, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the Good Shepherd Church hall, Summerset Ave., Montreal.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saraguay, (County of Jacques-Cartier), May 13, 1963.

J.-M. LEBEL,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 12,154 Pasteur St.,
Montreal, P.Q. (12),
Telephone: 334-3282. 2949

Village of Brownsburg
County of Argenteuil

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Vincent Charbonneau, secretary-treasurer, Brownsburg, county of Argenteuil, until 7:30 o'block p.m. on Monday, June 3, 1963, for the purchase of an issue of $66,500 of bonds for the Village of Brownsburg, county of Argenteuil, dated December 31, 1962, and redeemable serially from December 31, 1963 to December 31, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on December 31 and June 30 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements d'emprunt Nos: 64 — renouvellement d'emprunt — $20,000; et 112 — travaux d'aqueduc et d'égouts — $46,500.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $66,500 — 20 ans

Année	*Capital*
31 décembre 1963	$2,500
31 décembre 1964	3,000
31 décembre 1965	3,000
31 décembre 1966	3,000
31 décembre 1967	3,000
31 décembre 1968	3,000
31 décembre 1969	3,500
31 décembre 1970	3,500
31 décembre 1971	3,500
31 décembre 1972	3,500
31 décembre 1973	3,500
31 décembre 1974	3,500
31 décembre 1975	3,500
31 décembre 1976	3,500
31 décembre 1977	4,000
31 décembre 1978	3,000
31 décembre 1979	3,000
31 décembre 1980	3,500
31 décembre 1981	3,500
31 décembre 1982	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brownsburg, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 juin 1963, à 7.30 heures du soir, au Club Social, rue Principale, Brownsburg, comté d'Argenteuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brownsburg, (Comté d'Argenteuil), ce 13 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
VINCENT CHARBONNEAU.

Adresse postale: C.P. 40,
Brownsburg, (Argenteuil), P.Q.
Téléphone: LE-3-6687. 2964-o

Cité de Noranda
Comté de Rouyn-Noranda

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné C.-E. Comeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Noranda, comté de Rouyn-Noranda, jusqu'à 8.15 heures du soir, mardi, le 4 juin 1963, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la cité de Noranda, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er juin 1963 et rembour-

Loan by-laws Nos. 64 — loan renewal — $20,000; and 112 — work on aqueduct and in sewers — $46,500.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $66,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 31, 1963	$2,500
December 31, 1964	3,000
December 31, 1965	3,000
December 31, 1966	3,000
December 31, 1967	3,000
December 31, 1968	3,000
December 31, 1969	3,500
December 31, 1970	3,500
December 31, 1971	3,500
December 31, 1972	3,500
December 31, 1973	3,500
December 31, 1974	3,500
December 31, 1975	3,500
December 31, 1976	3,500
December 31, 1977	4,000
December 31, 1978	3,000
December 31, 1979	3,000
December 31, 1980	3,500
December 31, 1981	3,500
December 31, 1982	4,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brownsburg, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 3, 1963, at 7:30 o'clock p.m., in the Club Social, Main St., Brownsburg, county of Argenteuil.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brownsburg, (County of Argenteuil), May 13, 1963.

VINCENT CHARBONNEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 40,
Brownsburg, (Argenteuil), P.Q.
Telephone: LE-3-6687. 2964

City of Noranda
County of Rouyn-Noranda

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned C.-E. Comeau, secretary-treasurer, City Hall, Noranda, county of Rouyn-Noranda, until 8:15 o'clock p.m. on Tuesday, June 4, 1963, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the city of Noranda, county of Rouyn-Noranda, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1

sables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 92 — 2ème tranche de $200,000 — travaux d'aqueduc et de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1964	$ 1,000
1er juin 1965	1,000
1er juin 1966	1,000
1er juin 1967	1,000
1er juin 1968	1,000
1er juin 1969	6,000
1er juin 1970	6,000
1er juin 1971	6,000
1er juin 1972	6,000
1er juin 1973	6,000
1er juin 1974	8,000
1er juin 1975	8,000
1er juin 1976	8,000
1er juin 1977	8,000
1er juin 1978	22,000
1er juin 1979	22,000
1er juin 1980	22,000
1er juin 1981	22,000
1er juin 1982	22,000
1er juin 1983	23,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 juin 1963, à 8.15 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Noranda, (Comté de Rouyn-Noranda), ce 14 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
C.-E. COMEAU.

Hôtel de Ville,
Noranda, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Téléphone: RO-2-7748. 2965-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Apollinaire
Comté de Lotbinière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné

1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 92 — 2nd instalment of $200,000 — aqueduct and road works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1964	$ 1,000
June 1, 1965	1,000
June 1, 1966	1,000
June 1, 1967	1,000
June 1, 1968	1,000
June 1, 1969	6,000
June 1, 1970	6,000
June 1, 1971	6,000
June 1, 1972	6,000
June 1, 1973	6,000
June 1, 1974	8,000
June 1, 1975	8,000
June 1, 1976	8,000
June 1, 1977	8,000
June 1, 1978	22,000
June 1, 1979	22,000
June 1, 1980	22,000
June 1, 1981	22,000
June 1, 1982	22,000
June 1, 1983	23,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Noranda, county of Rouyn-Noranda.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto and at Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 4, 1963, at 8:15 o'clock p.m., at the City Hall, Noranda, county of Rouyn-Noranda.

The council do not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Noranda, (County of Rouyn-Noranda), May 14, 1963.

C.-E. COMEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Noranda (Rouyn-Noranda), P.Q.
Telephone: RO-2-7748. 2965

The school commissioners for the municipality of St-Apollinaire
County of Lotbinière

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Zoël Côté, secretary-

Zoël Côté, secrétaire-trésorier, St-Apollinaire, comté de Lotbinière, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 juin 1963, pour l'achat de $172,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 mars 1963, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de douze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $172,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1964	x$27,500
1er juillet 1965	x 29,500
1er juillet 1966	x 31,000
1er juillet 1967	x 33,000
1er juillet 1968	2,000
1er juillet 1969	2,000
1er juillet 1970	2,000
1er juillet 1971	2,500
1er juillet 1972	2,500
1er juillet 1973	2,500
1er juillet 1974	3,000
1er juillet 1975	3,000
1er juillet 1976	3,000
1er juillet 1977	3,500
1er juillet 1978	3,500
1er juillet 1979	4,000
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	4,000
1er juillet 1982	4,500
1er juillet 1983	5,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $132,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $33,000 chacun, de 1964 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 4 juin 1963, à 8 heures du soir, en l'école des garçons, St-Apollinaire, comté de Lotbinière.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

treasurer, St-Apollinaire, county of Lotbinière, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, June 4, 1963, for the purchase of an issue of $172,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Apollinaire, county of Lotbinière, dated july 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 11, 1963, as amended — construction of a 12-class elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $172,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1964	x$27,500
July 1, 1965	x 29,500
July 1, 1966	x 31,000
July 1, 1967	x 33,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,000
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	2,500
July 1, 1974	3,000
July 1, 1975	3,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,500
July 1, 1978	3,500
July 1, 1979	4,000
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,000
July 1, 1982	4,500
July 1, 1983	5,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $132,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $33,000 each, from 1964 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, June 4, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the boys' school, St-Apollinaire, county of Lotbinière.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Apollinaire, (Comté de Lotbinière), ce 14 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
ZOËL CÔTÉ.

St-Apollinaire, (Lotbinière), P.Q.
Téléphone: 269-3740. 2966-o

Village de Beebe Plain
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Austin Young, secrétaire-trésorier, Beebe Plain, comté de Stanstead, jusqu'à 4 heures p.m., lundi, 3 juin 1963, pour l'achat de $35,000 d'obligations du village de Beebe Plain, comté de Stanstead, datées du 2 juillet 1963 et remboursables par séries du 2 juillet 1964 au 2 janvier 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 123 — $35,000, renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 2 juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $35,000 — 17½ ans

Année	*Capital*
2 juillet 1964	$2,000
2 juillet 1965	2,000
2 juillet 1966	2,000
2 juillet 1967	2,000
2 juillet 1968	2,000
2 juillet 1969	2,000
2 juillet 1970	2,000
2 juillet 1971	2,000
2 juillet 1972	2,000
2 juillet 1973	2,000
2 juillet 1974	2,000
2 juillet 1975	2,000
2 juillet 1976	2,000
2 juillet 1977	2,000
2 juillet 1978	2,000
2 juillet 1979	2,000
2 juillet 1980	2,000
2 janvier 1981	1,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beebe Plain, comté de Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 3, juin 1963, à 4 heures du soir, au bureau municipal, Beebe Plain, comté de Stanstead.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Apollinaire, (County of Lotbinière), May 14, 1963.

ZOËL CÔTÉ,
Secretary-Treasurer.

St-Apollinaire, (Lotbinière), P.Q.
Telephone: 269 3740. 2966

Village of Beebe Plain
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Austin Young, secretary-treasurer, Beebe Plain, county of Stanstead, until 4:00 o'clock p.m., Monday, June 3, 1963, for the purchase of an issue of $35,000 of bonds of the village of Beebe Plain, county of Stanstead, dated July 2, 1963 and redeemable serially from July 2, 1964 to January 2, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on January 2 and July 2 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 123 — $35,000, renewal loan.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 2, 1963.

Table of redemption — $35,000 — 17½ years

Year	*Capital*
July 2, 1964	$2,000
July 2, 1965	2,000
July 2, 1966	2,000
July 2, 1967	2,000
July 2, 1968	2,000
July 2, 1969	2,000
July 2, 1970	2,000
July 2, 1971	2,000
July 2, 1972	2,000
July 2, 1973	2,000
July 2, 1974	2,000
July 2, 1975	2,000
July 2, 1976	2,000
July 2, 1977	2,000
July 2, 1978	2,000
July 2, 1979	2,000
July 2, 1980	2,000
January 2, 1981	1,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beebe Plain, county of Stanstead.

Capital and interest are payable at all branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included ot not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday June 3, 1963 at 4:00 o'clock p.m., at the municipal Office, Beebe Plain, county of Stanstead.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beebe Plain, (Comté de Stanstead), ce 14 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
AUSTIN YOUNG.

Beebe Plain, (Stanstead), P.Q.,
Téléphone: TR-6-2107. 2974

Beebe Plain, (County of Stanstead), May 14, 1963.

AUSTIN YOUNG,
Secretary-Treasurer.

Beebe Plain, (Stanstead), P.Q.,
Telephone TR-6-2107. 2974-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Châteauguay

Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Casavant, secrétaire-trésorier, 180 Boulevard Salaberry, Châteauguay, comté de Châteauguay, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 3 juin 1963, pour l'achat de $490,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 18 mars 1963 — $490,000 — telle que modifiée — agrandissement de l'École Notre-Dame de l'Assomption, dépenses d'immobilisation aux écoles St-Willibrod et Pie XII.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $490,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er juillet 1964	x	$38,500
1er juillet 1965	x	41,000
1er juillet 1966	x	43,500
1er juillet 1967	x	46,000
1er juillet 1968	x	49,000
1er juillet 1969		11,500
1er juillet 1970		12,500
1er juillet 1971		13,000
1er juillet 1972		14,000
1er juillet 1973		15,000
1er juillet 1974		15,500
1er juillet 1975		16,500
1er juillet 1976		17,500
1er juillet 1977		18,500
1er juillet 1978		20,000
1er juillet 1979		21,000
1er juillet 1980		22,000
1er juillet 1981		23,500
1er juillet 1982		25,000
1er juillet 1983		26,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $200,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $40,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de

The school commissioners for the municipality of the town of Châteauguay

County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Casavant, secretary-treasurer, 180 Salaberry Boulevard, Châteauguay, county of Châteauguay, until 8:30 o'clock p.m., Monday, June 3, 1963, for the purchase of an issue of $490,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annullay on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of March 18, 1963 — $490,000 — as amended — enlarging to Notre-Dame de l'Assomption school; capital expenses of St-Willibrod and Pie XII schools.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $490,000 — 20 years

Year		*Capital*
July 1, 1964	x	$38,500
July 1, 1965	x	41,000
July 1, 1966	x	43,500
July 1, 1967	x	46,000
July 1, 1968	x	49,000
July 1, 1969		11,500
July 1, 1970		12,500
July 1, 1971		13,000
July 1, 1972		14,000
July 1, 1973		15,000
July 1, 1974		15,500
July 1, 1975		16,500
July 1, 1976		17,500
July 1, 1977		18,500
July 1, 1978		20,000
July 1, 1979		21,000
July 1, 1980		22,000
July 1, 1981		23,500
July 1, 1982		25,000
July 1, 1983		26,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $200,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $40,000 each, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned

la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 3 juin 1963, à 8.30 heures du soir, en l'École Secondaire Pie XII, 180 Boulevard Salaberry, Châteauguay, comté de Châteauguay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), 15 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE CASAVANT.

180, Boulevard Salaberry,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-2241. 2975-o

Village de Clermont
Comté de Charlevoix-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Harvey, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Clermont, comté de Charlevoix-Est, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 4 juin 1963, pour l'achat de $109,500 d'obligations du village de Clermont, comté de Charlevoix-Est, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 33 — $109,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $109,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1964	$ 3,000
1er juillet 1965	3,000
1er juillet 1966	3,000
1er juillet 1967	3,000
1er juillet 1968	3,000
1er juillet 1969	3,500
1er juillet 1970	3,500
1er juillet 1971	3,500
1er juillet 1972	3,500
1er juillet 1973	4,000
1er juillet 1974	4,000
1er juillet 1975	4,000
1er juillet 1976	4,000
1er juillet 1977	4,500
1er juillet 1978	4,500
1er juillet 1979	4,500
1er juillet 1980	5,000
1er juillet 1981	5,000
1er juillet 1982	5,000
1er juillet 1983	36,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les

in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, June 3, 1963, at 8:30 o'clock p.m., in Pie XII Secondary School, 180 Salaberry Boulevard, Châteauguay, county of Châteauguay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), May 15, 1963.

MAURICE CASAVANT,
Secretary-Treasurer.

180 Salaberry Boulevard,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-2241. 2975-o

Village of Clermont
County of Charlevoix-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Harvey, secretary-treasurer, Town Hall, Clermont, county of Charlevoix-East, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 4, 1963, for the purchase of an issue of $109,500 of bonds for the Village of Clermont, county of Charlevoix-East, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 33 — $109,500 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $109,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1964	$ 3,000
July 1, 1965	3,000
July 1, 1966	3,000
July 1, 1967	3,000
July 1, 1968	3,000
July 1, 1969	3,500
July 1, 1970	3,500
July 1, 1971	3,500
July 1, 1972	3,500
July 1, 1973	4,000
July 1, 1974	4,000
July 1, 1975	4,000
July 1, 1976	4,000
July 1, 1977	4,500
July 1, 1978	4,500
July 1, 1979	4,500
July 1, 1980	5,000
July 1, 1981	5,000
July 1, 1982	5,000
July 1, 1983	36,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Malbaie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 juin 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Clermont, comté de Charlevoix-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Clermont, (Comté de Charlevoix-Est), ce 15 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ HARVEY.

Hôtel de Ville,
Clermont, (Charlevoix-Est), P.Q.
Téléphone: résidence: GE-9-3932.
Bureau: GE-9-2063. 2976-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Viateur Routhier, secrétaire-trésorier, Sacré-Coeur-de-Marie, comté de Mégantic, jusqu'à 11 heures a.m., dimanche, le 2 juin 1963, pour l'achat de $155,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford, comté de Mégantic, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 19 mars 1963 — $155,000 — construction d'une école centrale de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — $155,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1964 x	$32,500
1er juillet 1965 x	34,500
1er juillet 1966 x	36,500
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	2,000
1er juillet 1969	2,000
1er juillet 1970	2,000
1er juillet 1971	2,500
1er juillet 1972	2,500
1er juillet 1973	2,500
1er juillet 1974	2,500
1er juillet 1975	3,000
1er juillet 1976	3,000
1er juillet 1977	3,500
1er juillet 1978	3,500

Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Malbaie.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, June 4, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Clermont, county of Charlevoix-East.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Clermont, (County of Charlevoix-East), May 15, 1963.

RENÉ HARVEY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Clermont, (Charlevoix-East), P.Q.
Telephone: residence: GE-9-3932.
Office: GE-9-2063. 2976

The school commissioners for the municipality of Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Viateur Routhier secretary-treasurer, Sacré-Coeur-de-Marie, county of Mégantic, until 11:00 o'clock a.m., Sunday, June 2, 1963, for the purchase of an issue of $155,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford, county of Mégantic, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of March 19, 1963 — $155,000 — construction of an 8-class central school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — $155,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1964 x	$32,500
July 1, 1965 x	34,500
July 1, 1966 x	36,500
July 1, 1967	2,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,000
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	2,500
July 1, 1974	2,500
July 1, 1975	3,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,500
July 1, 1978	3,500

1er juillet 1979	$ 3,500
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	4,000
1er juillet 1982	4,500
1er juillet 1983	4,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $111,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $37,000 chacun, de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Robertsonville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 2 juin 1963 à 11 heures de l'avant-midi, en la salle municipale, Sacré-Coeur-de-Marie, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sacré-Coeur-de-Marie, (Comté de Mégantic), ce 15 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
VIATEUR ROUTHIER.

Sacré-Coeur-de-Marie,
(Mégantic), P.Q.
Téléphone: FEdéral 5-2658. 2977-o

July 1, 1979	$ 3,500
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,000
July 1, 1982	4,500
July 1, 1983	4,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $111,000 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $37,000 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Robertsonville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Sunday, June 2, 1963, at 11:00 o'clock a.m., in the municipal hall, Sacré-Coeur-de-Marie, county of Mégantic.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sacré-Coeur-de-Marie, (County of Mégantic), May 15, 1963.

VIATEUR ROUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Sacré-Coeur-de-Marie,
(Mégantic), P.Q.
Telephone: FEdéral 5-2658. 2977

Syndicat coopératif

Le S.C.A.C.

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de « La M.D.L.C. », tenue le 29 avril 1963, le nom dudit syndicat coopératif a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « Le S.C.A.C. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2954-o 3536-50

Cooperative Syndicate

Le S.C.A.C.

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that at a general meeting of the associates of "La M.D.L.C.", held on April 29, 1963, the name of the said cooperative syndicate was, by resolution, duly adopted for this purpose, changed into that of "Le S.C.A.C.".

Given at the office of the Provincial Secretary, May 7, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2954 3536-50

Syndicats professionnels

L'Association des Instituteurs et Institutrices du Comté de Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 5 avril 1963, autorisé le change-

Professional Syndicates

L'Association des Instituteurs et Institutrices du Comté de Québec

(*Professional Syndicates' Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 5, 1963,

ment du nom du « Syndicat Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Québec-Comté », dont la constitution sous le nom originaire de « Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 27 », a été autorisée le 6 juillet 1944, et dont le siège social est situé à Giffard, en celui de « L'Association des Instituteurs et Institutrices du Comté de Québec », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2915-o RAYMOND DOUVILLE.

authorized the change of name of "Syndicat Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Québec-Comté", the incorporation of which under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 27" was authorized on July 6, 1944, and the head office of which is situated in Giffard, to « L'Association des Instituteurs et Institutrices du Comté de Québec", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, April 24, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2915 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association des Réalisateurs de la Radio

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Réalisateurs de la Radio », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 mai 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2916-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Réalisateurs de la Radio

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Réalisateurs de la Radio", has been authorized by the Provincial Secretary on May 8, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, May 9, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2916 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Jean de Bégin (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Jean de Bégin (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 5 avril 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Jean-de-Bégin, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 10 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2940-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Jean de Bégin (U.C.C.)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Jean de Bégin (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on April 5, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Jean-de-Bégin, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, April 10, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2940 *Assistant Secretary of the Province.*

Ventes — Loi de faillite

Quidoz Pianos Ltd.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure en faillite, No 3287 (1962). Dans l'affaire de la faillite de Quidoz Pianos Ltd., corps politique et incorporé ayant son siège social à Ste-Thérèse, Province de Québec, débitrice.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal rendue le 5e jour d'avril 1963, je vendrai l'immeuble ci-après décrit par encan public avec l'effet du décret:

« Un immeuble situé sur la rue Roux, en la ville de Ste-Thérèse, connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois ainsi qu'une partie du lot numéro deux cent quarante-sept (Nos. 241, 242, 243 et partie 247) des plan et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville, la partie du lot numéro 247 susmentionnée est à prendre à l'extrémité nord-ouest de ce lot, mesurant quatre-vingts pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et

Sales — Bankruptcy Act

Quidoz Pianos Ltd.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in bankruptcy, No. 3287 (1962). In the matter of bankruptcy of Quidoz Pianos Ltd., body politic and corporated, having its head office in Ste-Thérèse, Province of Quebec, debtor.

Public notice is hereby given that, under a ruling of the Tribunal rendered on the 5th day of April, 1963, I will sell the immoveable hereinafter described by public auction, with the effect of a decree:

"An immoveable situated on Roux St. in the town of Ste-Thérèse, known and designated as being lots number two hundred and forty-one, two hundred and forty-two, two hundred and forty-three, as well as a part of lot number two hundred and forty-seven (Nos 241, 242, 243 and part 247) in the official plan and book of reference for the village of Ste-Thérèse de Blainville; the part of lot number 247 mentioned above is to be taken from the northwest end of said lot, measuring eighty feet in width by ninety-two feet in depth, English measure, more or less,

borné comme suit: d'un bout au nord par la rivière aux Chiens; de l'autre bout au sud et d'un côté à l'est par le résidu dudit lot No 247; et de l'autre côté par les lots numéros 241 et 242 des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toute les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et avec toutes les bâtisses dessus construites, consistant en une manufacture de pianos. »

Pour être vendus à l'enchère publique à la place d'affaires à Ste-Thérèse, Province de Québec, le SEPTIÈME jour de JUIN 1963, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: Comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser aux syndics soussignés.

Montréal, ce 24e jour d'avril 1963.

Les Syndics,
BLAIS, HUARD, MERCURE
& ASSOCIÉS.

2793-18-2-o

Fernand, Claude & Conrad Pineault

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite) No 7334-F. Dans l'affaire de la faillite de Fernand, Claude & Conrad Pineault, garagistes et propriétaires de motels, Sacré-Coeur, comté de Saguenay, débiteurs.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que, JEUDI, le VINGTIÈME jour de JUIN 1963, à TROIS heuresde l'après-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église de Sacré-Coeur, comté de Saguenay, les immeubles ci-après décrits, avoir:

a) « Un terrain situé au sud-ouest du chemin de la Rivière à Baude, en la paroisse de Sacré-Coeur, comté de Saguenay, connu comme étant une partie du lot numéro cinq cent trente-cinq (P. 535) au cadastre officiel pour le canton Tadoussac, rang est, Moulin à Baude, mesurant cent trente et un pieds (131′) de largeur le long du chemin public, cent trente et un pieds (131′) de largeur en arrière au sud-ouest, par une profondeur uniforme de cent cinquante-quatre pieds (154′) dans chacune de ces lignes nord-ouest et sud-est, le tout tel que présentement clôturé, et mesurant une profondeur de cent vingt-six pieds (126′) et borné comme suit: En front au nord-est, par le chemin de la rivière à Buade, en arrière au sud-ouest par une autre partie du même lot appartenant à Édouard Bouchard; d'un côté au nord-ouest par une autre partie du même lot appartenant à Édouard Bouchard et de l'autre côté au sud-est par la partie du même lot ci-après décrit.

Un emplacement situé au sud-ouest du chemin de la Rivière à Baude, en la paroisse de Sacré-Coeur, comté de Saguenay, étant et composant partie du lot cinq cent trente-cinq (P. 535) au cadastre officiel pour le canton Tadoussac, rang est, Moulin à Baude, mesurant en largeur sur son côté nord-est cent dix-huit pieds (118′) sur son côté sud-ouest cent huit pieds (108′) sur une profondeur uniforme de cent cinquante-quatre (154′) le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: au nord-est, au chemin de la Rivière à Baude, au sud-est à la propriété de Franci Desmeules; au sud-ouest à la propriété de Édouard Bouchard, au nord-ouest la partie

and bounded as follows: on one end, on the north by Rivière aux Chiens; on the other end, on the south and on one side, on the east, by the remainder of said lot No. 247; and on the other side by lots numbers 241 and 242 in the same official plan and book of reference.

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, aparent or unapparent attached to said immoveable with all the buildings thereon constructed, consisting in a piano factory."

To be sold by public auction at its place of business in Ste-Thérèse, Province of Quebec, on the SEVENTH day of JUNE, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

Conditions: Cash or to the satisfaction of the trustee.

For other information and the list of charges, apply to the undersigned trustees.

Montreal, this 24th day of April, 1963.

BLAIS, HUARD, MERCURE
& ASSOCIÉS,
Trustees.

2793-18-2

Fernand, Claude & Conrad Pineault

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (in a matter of bankruptcy) No. 7334-F. In the matter of bankruptcy of Fernand, Claude & Conrad Pineault, garagemen, and motel proprietors, Sacré-Coeur, county of Saguenay, debtors.

Notice of sale

Notice is hereby given that THURSDAY, the TWENTIETH day of JUNE, 1963, at THREE o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the church door of Sacré-Coeur, county of Saguenay, the immoveables hereinafter described, to wit:

a) "A lot of land situated to the south-west of the Rivière à Baude Road, in the parish of Sacré-Coeur, county of Saguenay, known as being a part of lot number five hundred and thirty-five (P. 535) in the official cadaster for the township of Tadoussac, east range, Moulin à Baude, measuring one hundred and thirty-one feet (131′) in width along the public road, one hundred and thirty-one feet (131′) in width in the rear on the south-west, by a uniforme depth of one hundred and fifty-four (154′) feet on each of its north-west and south-east lines; the whole as presently fenced in, and measuring one hundred and twenty-six feet (126′) in depth, and bounded as follows: in front, on the north-east, by the Rivière à Baude road, in the rear, on the south-west by another part of the same lot belonging to Édouard Bouchard, on one side, on the north-west by another part of the same lot belonging to Édouard Bouchard, and on the other side, on the south-east by the part of the same lot hereinafter described.

An emplacement situated to the south-west of the Rivière à Baude road, in the parish of Sacré-Coeur, county of Saguenay, being and composing part of lot five hundred and thirty-five (P. 535) in the official cadaster for the township of Tadoussac, east range, Moulin à Baude, measuring, on its north-east side, one hundred and eighteen feet (118′) in width, on its south-west side, one hundred and eight feet (108′) by a uniform depth of one hundred and fifty-four feet (154′) the whole English measure, more or less, and bounded as follows: on the north-east by Rivière à Baude road, on the south-east by the property of Franci Desmeules, on the

du même lot ci-dessus décrite. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

b) « Un certain terrain sis en le village de Sacré-Coeur, étant et composant le lot numéro vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-cinq (25-29), rang est, chemin Albert, au cadastre officiel pour le canton Albert. »

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujets aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, 13 mai 1963.

Les Syndics,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

2950-20-2-o

south-west by the property belonging to Édouard Bouchard, on the north-west by the part of the same lot described above. With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

b) "A certain terrain situated in the village of Sacré-Coeur, being and composing lot number twenty-nine of the official subdivision of original lot number twenty-five (25-29), east range, Albert road, in the official cadaster for the township of Albert."

These immoveables will be offered in sale to the highest and last bidder, subject to rents and church apportionments which may exist as well as subject to active and passive servitudes which may exist.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to the sections 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sheriff's sale.

Conditions of payments: Cash.

Quebec, May 13, 1963.

JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LAFAIVRE,
Trustees.

2950-20-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 17,308. RUSSEL W. FEE, rentier de la cité de Drummondville, comté de Drummond, district d'Arthabaska, demandeur, LORNE A. SKILLEN, cultivateur de Lisgar Station, South-Durham, comté de Drummond, district d'Arthabaska, défendeur.

« Un certain emplacement situé dans le canton de Durham, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme étant les lots numéros six cent cinquante-deux; six cent cinquante-quatre, six cent trente-neuf et un acre de terrain, étant le coin ouest du lot numéro cinq cent quarante-cinq, ledit lot mentionné borné au nord-est et au sud-est par Kenneth J. Armstrong ou représentants, au nord-ouest par Charles Gunter ou représentants, au sud-ouest par le terrain appartenant au vendeur; avec les bâtisses dessus érigées et y appartenant. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de South-Durham, comté de Drummond, SAMEDI le PREMIER jour de JUIN 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 16 avril 1963. 2740-17-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 17,308. RUSSEL W. FEE, annuitant of the city of Drummondville, county of Drummond, district of Arthabaska, plaintiff, LORNE A. SKILLEN, farmer of Lisgar Station, South-Durham, county of Drummond, district of Arthabaska, defendant.

"A certain emplacement situated in the township of Durham, known and designated in the official plan and book of reference of the said township as being lots numbers six hundred and fifty-two; six hundred and fifty-four, six hundred and thirty-nine and one acre of land, being the westerly corner of lot number five hundred and forty-five, the said lot mentioned bounded on the northeast and on the southeast by Kenneth J. Armstrong or representatives, on the northwest by Charles Gunter or representatives, on the southwest by the land belonging to the vendor; with the buildings thereon erected and thereto belonging."

To be sold at the parochial church door of South-Durham, county of Drummond, SATURDAY, the FIRST day of JUNE, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, April 16, 1963. 2740-17-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska. No. 22,959 { ABBÉ ANTOINE LEVESQUE, demandeur *vs* RÉAL MAURAIS, défendeur.

178-36. Borné au nord-est par le lot 168-44 (rue), du sud-est par le lot 178 40, sud-ouest par le lot 178-37 au nord-ouest par le lot 178-35 (rue) mesurant soixante-six pieds (66′) de largeur par soixante-douze pieds (72′) de profondeur; contenant en superficie quatre mille sept cent cinquante-deux pieds carrés. M.A.

178-37. Borné au nord-est par le lot 178-36, au sud-est par le lot 178-40, au sud-ouest par le lot 178-38, au nord-ouest par le lot 178-35 (rue); mesurant dix-huit pieds (18′) de largeur par soixante-douze pieds (72′) de profondeur; contenant une superficie de mille deux cent quatre-vingt-seize pieds carrés. M.A.

178-40. De figure régulière, borné au nord-est par le lot 168-44 (rue), au sud-est par le lot 178-47 (rue), au sud-ouest par le lot 178-39, au nord-ouest par les lots 178-36 et 178-37, mesurant quatre-vingt-quatre pieds (84′) de largeur par soixante-douze pieds (72′) de profondeur, contenant en superficie six mille quarante-huit pieds carrés, M.A. (6048′), du cadastre officiel revisé de la ville La Pocatière, division d'enregistrement de Kamouraska.

Pour être vendus à la porte de l'église de la la ville La Pocatière, comté de Kamouraska, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 13 mai 1963. 2967-20-2-o
[Première insertion: le 18 mai 1963]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 22.959. { ABBÉ ANTOINE LEVESQUE, plaintiff, *vs* RÉAL MAURAIS, defendant.

178-36. Bounded on the north-east by lot 168-44 (street), on the south-east by lot 178-40, on the south-west by lot 178-37, on the north-west by lot 178-35 (street), measuring sixty-six feet (66′) in width by seventy-two feet (72′) in depth, having an area of four thousand seven hundred and fifty-two square feet, E.M.

178-37. Bounded on the north-east by lot 178-36, on the south-east by lot 178-40, on the south-west by lot 178-38, on the north-west by lot 178-35 (street); measuring eighteen feet (18′) in width by seventy-two feet (72′) in depth; having an area of one thousand two hundred and ninety-six square feet, E.M.

178-40. Regular in shape, bounded on the north-east by lot 168-44 (street), on the south-east by lot 178-47 (street), on the south-west by lot 178-39, on the north-west by lots 178-36 and 178-37, measuring eighty-four feet (84′) in width by seventy-two feet (72′) in depth, having an area of six thousand and forty-eight square feet, E.M. (6048′), in the official revised cadaster of the Town of La Pocatière, registry division of Kamouraska.

To be sold at the church door of the town of La Pocatière, county of Kamouraska, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 13, 1963. 2967-20-2
[First insertion: May 18, 1963]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 493 601. { LE COMITÉ CONJOINT de l'Industrie de la Construction de la Région de Montréal, demandeur, *vs* YVON LAURIN, défendeur,

« Un emplacement situé à Ville St-Léonard-de-Port-Maurice, composé comme suit:

1° De la partie nord-ouest du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (437-23-2 Ptie N.-O.) du cadastre officiel de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant sept dixièmes de pied (.7) de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds (80′) et bornée en front par la rue Gênes, au sud-est par le résidu dudit lot numéro 437-23-2, au sud-ouest par une partie du lot numéro 438-375 et au nord-ouest par le lot numéro 437-23-1, tous du cadastre officiel susdit:

2° Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (437-23-1) du cadastre officiel susdit, mesurant vingt-quatre pieds (24′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds (80′); et

3° De la partie sud-est du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro vingt-quatre de

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 493 601. { LE COMITÉ CONJOINT de l'Industrie de la Construction de la Région de Montréal, plaintiff, *vs* YVON LAURIN, defendant.

"An emplacement situated in the Town of St-Léonard-de-Port-Maurice, composed as follows:

1. Of the north-west part of lot number two of the resubdivision of lot number twenty-three of the subdivision of original lot number four hundred and thirty-seven (437-23-2 N.W. P.) in the official cadaster of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring seven-tenths of a foot (.7) in width by a depth of eighty feet (80′) and bounded in front by Gênes St., on the south-east by the remainder of lot number 437-23-2, on the south-west by a part of lot number 438-375 and on the north-west side by lot number 437-23-1, all in the above-mentioned official cadaster:

2. Of lot number one of the resubdivision of lot number twenty-three of the subdivision of original lot number four hundred and thirty-seven (437-23-1) in the above-mentioned official cadaster, measuring twenty-four feet (24′) in width by a depth of eighty feet (80′); and

3. Of the south-east part of lot number two of lot number two of the resubdivision of lot number

la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (437-24-2 Ptie S.-E.) du cadastre officiel sudsit, mesurant dix-sept pieds et trois dixièmes de pied (17.3′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds (80′), bornée en front par la rue Gênes, au sud-est par le lot numéro 437-23-1, au sud-ouest par une partie du lot numéro 438-375 et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 437-24-2, tous du cadastre officiel susdit.

Toutes les mesures ci-dessus données sont mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison dessus érigée et portant les numéros 7540 et 7542 de ladite rue Gênes, dont le mur sud-est est mitoyen.

Avec aussi toutes servitudes actives et sujet à toutes servitudes passives, apparentes et occultes s'y rattachant. »

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE et UNIÈME jour du mois de MAI 1963, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 23 avril 1963. 2761-17-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 587 267. ALFRED GAUTHIER, demandeur; *vs* DAME JEANNINE FLORENT dite FLEURANT, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Cayer, et ce dernier pour autoriser son épouse, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Paul-Pau, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf cent quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre (404-943) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de soixante et onze pieds (71′), mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 5395 et 5397 de ladite rue Paul-Pau, en la cité de Montréal, dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens.

Tel que le tout se trouve présentement sans aucune exception ni réserve, et principalement sujet à une servitude de vues et de mitoyenneté passée devant le notaire Guy Rivet, le cinq octobre mil neuf cent soixante et un, sa minute No 1186, et dont une copie est enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE et UNIÈME jour du mois de MAI 1963, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 23 avril 1963. 2762-17-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 579 658. LOUIS SPIZZIRRO, demandeur, *vs* Dame GIOVANNA LUCCISANO, et LUCIEN CIANCI, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur le boulevard St-Michel, dans la ville de St-Michel, composé:

a) du lot numéro deux de la re-subdivision du lot sept cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-six (446-779-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet,

twenty-four of the subdivision of original lot number four hundred and thirty-seven (437-24-2 S.E.P.) in the above-mentioned official cadaster, measuring seventeen and three-tenths feet (17.3′) in width by a depth of eighty feet (80′), bounded in front by Gênes St., on the south-east by lot number 437-23-1, on the south-west by a part of lot number 438-375 and on the north-west by the remainder fo said lot number 437-24-2, all in the above-mentioned official cadaster.

All the measurements given above are in English measure and more or less.

With the house thereon erected and bearing numbers 7540 and 7542 on said Gênes St., the south-east wall of which is common.

Also with all active servitudes and subject to all passive servitudes, apparent or unapparent, attached thereto."

To be sold in my office in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, April 23, 1963. 2761-17-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 587 267. ALFRED GAUTHIER, plaintiff, *vs* DAME JEANNINE FLORENT dite FLEURANT, wife contractually separate as to property of Paul Cayer, and the latter to authorize his wife, defendants.

"An emplacement having frontage on Paul-Pau Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number nine hundred and forty-three of the official subdivision of original lot number four hundred and four (404-493) in the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, measuring twenty-five feet (25′) in width by a depth of seventy-one feet (71′), English measure and more or less.

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 5395 and 5397 Paul-Pau Street, in the city of Montreal, the northwest and south-east walls of which are common.

The whole as it is presently to be found without any exception or reserve, and mainly subject to a servitude of sight and of joint use drawn up before Guy Rivet, notary, on October fifth, one thousand nine hundred and sixty-one, No. 1186 in his minutes, and a copy of which is registered in the Montreal registration office."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of MAY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, April 23, 1963. 2762-17-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 579 658. LOUIS SPIZZIRRO, plaintiff, *vs* Dame GIOVANNA LUCCISANO, and LUCIEN CIANCI, defendants.

An emplacement having frontage on St-Michel Boulevard, in the town of St-Michel, composed:

a) of lot number two of the re-subdivision of lot seven hundred and seventy-nine of the official subdivision of original lot number four hundred and forty-six (446-779-2) in the official plan and book of reference for the parish of

mesurant quarante-deux pieds de largeur (42′) en front sur le boulevard St-Michel, et à l'arrière, par une profondeur de trente-deux pieds et sept-dixièmes (32.7), mesure anglaise, plus ou moins;

b) du lot numéro deux de la re-subdivision du lot numéro quatre cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-six (446-423-2) aux plan et livre de renvoi officielles susmentionnés, mesurant quarante-deux pieds de largeur (42′) par vingt-huit pieds de profondeur (28′), mesure anglaise, plus ou moins;

c) de la partie sud-est du lot quatre cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent quarante-six (446-S.E. p. 422) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, mesurant, ladite partie, vingt-huit pieds de largeur (28′) (cette largeur étant la largeur entière dudit lot) par une profondeur de quarante-deux pieds (42′) le tout mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par la partie nord-ouest dudit lot 446-422, au côté nord-est par le lot 446-421, du côté sud-est par le lot 446-403 et au sud-ouest par le lot 446-423-2, décrit ci-dessus;

d) d'une lisière de terrain connue comme étant l'extrême partie nord-est de la partie nord-ouest du lot numéro quatre cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent quarante-six (446 P.N.E. et P.N.O. 422) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, ladite lisière de terrain mesurant huit pieds de largeur (8′) par une profondeur de quarante-deux pieds (42′), et bornée comme suit: en front, au nord-ouest par la rue McCauley, au côté nord-est par une partie du lot 446-421, à l'arrière au sud-est par la partie sud-est dudit lot 446-422, décrit ci-dessus au paragraphe « *c* », et de l'autre côté, au sud-ouest par le reste de la plus grande partie nord-ouest dudit lot 446-421.

Et une lisière de terrain ayant front sur le boulevard St-Michel dans la ville de St-Michel, mesurant quatre pieds de largeur (4′) par une profondeur de quatre-vingts pieds et sept dixièmes (80.7), le tout mesure anglaise, plus ou moins, composé comme suit.

e) de la partie extrême sud-est du lot un de la subdivision du lot sept cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent quarante-six (446-779 P.S.E. 1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, mesurant quatre pieds de largeur (4′) par une profondeur de trente-deux pieds et sept-dixièmes (32.7), mesure anglaise, plus ou moins, bornée comme suit: en front, au sud-ouest par le boulevard St-Michel, sur un côté, au nord-ouest du reste du lot 446-779-1, à l'arrière, au nord-est par la partie sud-est du lot 446-423-1 décrit ci-dessous, et de l'autre côté, au sud-est par le lot 446-779-2;

f) et de la partie sud-est du lot un de la subdivision du lot quatre cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent quarante-six (446-423-P.S.E. 1) au cadastre susmentionné, mesurant quatre pieds (4′) de largeur par une profondeur de vingt-huit pieds (28′), mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front, au sud-ouest par la partie sud-est décrite ci-dessus dudit lot 446-779-1, d'un côté, au nord-ouest par le reste du lot 446-423-1, à l'arrière, au nord-est par une partie du lot 446-422 et de l'autre côté, au sud-est par le lot 446-423-2 auxdits plan et livre de renvoi officiels;

Sault-au-Récollet, measuring forty-two feet in width (42′) in front on St-Michel Boulevard, and in the rear, by a depth of thirty-two and seven-tenths feet (32.7), English measure, more or less;

b) of lot number two of the re-subdivision of lot number four hundred and twenty-three of the official subdivision of original lot number four hundred and forty-six (446-423-2) in the above-mentioned official plan and book of reference, measuring forty-two feet in width (42′) by twenty-eight feet in depth (28′), English measure, more or less;

c) of the southeast part of lot four hundred and twenty-two of the official subdivision of original lot four hundred and forty-six (446-S.E. p. 422) in the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring, said part, twenty-eight feet in width (28′) (this width being the entire width of said lot) by a depth of forty-two feet (42′), the whole English measure, more or less, and bounded as follows; on the northwest side by the remainder of northswest part of said lot 446-422, on the north east by lot 446-421, on the southeast side by lot 446-403 and on the southwest by lot 446-423-2, described above;

d) of a strip of land known as being the extreme northeast part of the northwest part of lot number four hundred and twenty-two of the official subdivision of original lot four hundred and forty-six (446 N.E.P. of N.W.P. 422) in the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, said strip of land measuring eight feet in width (8′) by a depth of forty-two feet (42′), and bounded as follows; in front, on the northwest by McCauley Street, on the northeast side by a part of lot 446-421, in the rear on the southeast by the southeast part of said lot 446-422, described above in paragraph "*c*", and on the other side, on the southwest by the remainder of larger northwest part of said lot 446-421.

And of a strip of land having frontage on St-Michel Boulevard in the town of St-Michel, measuring four feet in width (4′) by a depth of eighty and seven-tenths feet (80.7), the whole English measure, more or less, composed thus:

e) of the extreme southeast part of lot one of the subdivision of lot seven hundred and seventy-nine of the official subdivision of original lot four hundred and forty-six (446-779 S.E.P. 1) in the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring four feet in width (4′) by a depth of thirty-two and seven-tenths feet (32.7), English measure, more or less, and bounded as follows: in front, on the southwest by St-Michel Boulevard, on one side, on the northwest by the remainder of lot 446-779-1, in the rear, on the northeast by the southeast part of lot 446-423-1 described below, and on the other side, on the southeast by lot 446-779-2;

f) and of the southeast part of lot one of the subdivision of lot four hundred and twenty-three of the official subdivision of original lot four hundred and forty-six (446-423-S.E.P. 1) in the above-mentioned cadastre, measuring four feet (4′) in width by a depth of twenty-eight feet (28′), English measure, more or less, and bounded as follows: in front, on the southwest by the southeast part described above of said lot 446-779-1, on one side, on the northwest by the remainder of lot 446-423-1, in the rear, on the northeast by a part of lot 446-422 and on the other side, on the southeast by lot 446-423-2 in the above-mentioned plan and book of reference;

g) et d'une partie du lot quatre cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent quarante-six (446-P. 422) aux plan et livre de renvoi officiels, mesurant quatre pieds de largeur (4′) par une profondeur de vingt pieds (20′), et bornée comme suit: à un bout, au sud-ouest par la partie extrême sud-est, décrite ci-dessus, du lot 446-423-1, d'un côté, au nord-ouest, c'est-à-dire à une distance de trente-huit pieds (38′) de la ligne de la rue McCauley, par une autre partie dudit lot 446-422 appartenant à Léopold Renaud ou représentants, à l'autre bout, au nord-est, et de l'autre côté, au sud-est par d'autres parties dudit lot 446-422, avec les bâtisses dessus érigées, particulièrement la bâtisse de deux étages comprenant un entrepôt et une maison portant les numéros civiques 7385 et 7387 et 7389, boulevard St-Michel.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, et particulièrement une servitude de vue pour les fenêtres, la galerie et l'escalier, et avec la tolérance de construction d'un escalier et d'une galerie dans ladite bâtisse, tel qu'établi dans l'acte enregistré au bureau d'enregistrement à Montréal sous le numéro 949301.

À être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 23 avril 1963. 2763-17-2

g) and of a part of lot four hundred and twenty-two of the official subdivision of original lot four hundred and forty-six (446-P. 422) in the above-mentioned official plan and book of reference, measuring four feet in width (4′) by a depth of twenty feet (20′), and bounded as follows: on one end, on the southwest by the extreme southeast part, described above, of lot 446-423-1, on one side, on the northwest, that is, at a distance of thirty-eight feet (38′) from the line of McCauley Street, by another part of said lot 446-422 belonging to Léopold Renaud or representatives, on the other end, on the northeast, and on the other side, on the southeast by other parts of said lot 446-422, with the buildings thereon erected, particularly the two-storey building consisting of a warehouse and a dwelling bearing civic numbers 7385 and 7387 and 7389 St-Michel Boulevard.

With all active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto, and notably a servitude of view for the windows, the gallery and the stairway, and with the tolerance of construction for the stairway and the gallery on said building, as established in a deed registered in the Registry Office in Montreal under number 949301.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 23, 1963. 2763-17-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 579 177. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, demanderesse, *vs* DAME CATHERINE HADDAD-RAHAL, veuve de Camil Rahal, défenderesse.

« Les lots numéros deux cent cinquante-trois et deux cent cinquante-quatre (253-254) de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit (28) de la paroisse de Longue-Pointe, avec circonstances et dépendances et bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de mois de JUIN 1963, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 14 mai 1963. 2968-20-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 579 177. THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, plaintiff, *vs* DAME CATHERINE HADDAD-RAHAL, widow of Camil Rahal, defendant.

"Lots numbers two hundred and fifty-three and two hundred and fifty-four (253-254) of the official subdivision of original lot number twenty-eight (28) of the parish of Longue-Pointe, with circumstances and dependencies and buildings thereon erected."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FIRST day of the month of JUNE, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, May 14, 1963. 2968-20-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 501 908. LÉONARD DUBÉ, en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Bernard, demandeur, *vs* RENÉ DUBOIS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la deuxième Avenue, dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille quatre cent soixante-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2473) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins:

Avec la maison portant les numéros 5792 à 5796 de ladite 2e Avenue, dont les murs latéraux sont mitoyens, avec les propriétés adjacentes, et dépendances y érigées.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 501 908. LÉONARD DUBÉ, in his capacity as tutor to his minor son, Bernard, plaintiff, *vs* RENÉ DUBOIS, defendant.

An emplacement having frontage on Second Avenue in Rosemount Ward, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two thousand four hundred and seventy-three of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-two (172-2473) in the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by seventy-eight feet in depth, English measure, more or less:

With a house bearing numbers 5792 to 5796 on the said 2nd Avenue, the lateral walls of which are common, with the adjacent properties, and dependencies thereon erected.

À distraire cependant dudit lot, la partie Nord-Ouest vendue à M. Raoul Moquin, suivant l'acte de vente passé devant Me P. E. Paquin, notaire, et enregistré à Montréal, sous le No 912251 comprenant tout le terrain sur lequel est érigée la moitié du mur entre la maison précitée et celle de M. Moquin, rendu mitoyen par ledit acte de vente, ce terrain mesurant six pouces de largeur sur 40 pieds et un dixième de profondeur.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble et spécialement avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de JUIN 1963, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 14 mai 1963. 2969-20-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Saint-Hyacinthe
Montréal, à savoir: No 14 514. { MOUNTAIN SIDE DEVELOPMENT LTD., demanderesse, *vs* ALBERT TROTTIER, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Guy en la cité de Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly et connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent dix-sept du lot originaire onze (11-117) des plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil. Avec une bâtisse dessus érigée portant le numéro civique deux cent trente-deux de la rue Guy en la cité de Jacques-Cartier. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de JUIN 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 14 mai 1963. 2970-20-2-o

To be withdrawn from the said lot, however, is the north-west part sold to Mr. Raoul Moquin according to a deed of sale drawn up before Me P. E. Paquin, notary, and registered in Montreal under No. 912251 comprising the entire terrain on which is erected half of the wall between the aforementioned house and that of Mr. Moquin, which was made common by the said deed of sale, this terrain measuring six inches in width by forty and one-tenth feet in depth.

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable and especially with a right of way in the lane in the rear in common with all others having right thereto.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of the month of JUNE, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 14, 1963. 2969-20-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Saint-Hyacinthe
Montreal, to wit: No. 14 514. { MOUNTAIN SIDE DEVELOPMENT LTD., plaintiff; *vs* ALBERT TROTTIER, defendant.

"An emplacement having front on Guy Street, in the city of Jacques-Cartier, in the county of Chambly and known and designated as being subdivision number one hundred and seventeen of original lot eleven (11-117) on official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil. With a building thereon erected bearing civic number two hundred and thirty-two of Guy Street, in the city of Jacques-Cartier."

To be sold at the registry office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-FIRST day of the month of JUNE, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 14, 1963. 2970-20-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Québec, à savoir: No 121-089. { J. O. VACHON, entrepreneur en construction, domicilié à 320, 62ième Rue Est, Charlesbourg, P. Q., *contre* GILLES CANTIN, 35, rue Durand, Loretteville, P. Q.

« La subdivision cent quatre-vingt-sept du lot originaire numéro six cent trente-deux (632-187), du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette, révision de la ville de Loretteville, comté de Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Bureau du Shérif,
Québec, le 14 mai 1963. 2971-20-2-o

[Première insertion: 18 mai 1963.]
[Deuxième insertion: 8 juin 1963.]

QUEBEC

Fieri Facias
Quebec, to wit: No. 121-089. { J. O. VACHON, building contractor, domiciled at 320, 62th Street, east, Charlesbourg, P. Q., *vs* GILLES CANTIN, 35, Durand Street, Loretteville, P. Q.

"Subdivision one hundred and eighty-seven of original lot number six hundred and thirty-two (632-187), on the cadaster of St-Ambroise de la Jeune Lorette, revision of the town of Loretteville, county of Quebec, with building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, May 14, 1963. 2971-20-2

[First insertion: May 18, 1963.]
[Second insertion: June 8, 1963.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 15-682. { IMPERIAL OIL LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son siège social dans la ville de Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, à 2000 rue Sherbrooke Ouest, demanderesse, *vs* THÉODORE MCDUFF, voyageur de commerce, de la ville de St-Amable, district de Verchères, défendeur.

« Un terrain, situé en la paroisse de St-Amable, au rang de l'Église, formé des parties des lots connus et désignés sous les numéros 216 et 217 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julie, contenant environ six arpents et cinquante perches en superficie, borné au sud-est, par le chemin de front du rang de l'Église, au nord-ouest, par une décharge, d'un côté, au nord-est au terrain de madame Jules Léonard, et d'autre côté, au sud-ouest à la propriété d'Émilien Martel, avec bâtisses qui y sont construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Amable, comté de Verchères, district de Richelieu, le VINGTIÈME jour de JUIN 1963, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 9 mai 1963. 2933-20-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-682. { IMPERIAL OIL LIMITED, a body politic and corporate, having its head office in the city of Toronto, province of Ontario, and a place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, at 2000 Sherbrooke Street West, plaintiff; *vs* THÉODORE MCDUFF, commercial traveler, of the town of St. Amable, district of Verchères, defendant.

"A lot of land situated in the parish of St. Amable, on de l'Église range, formed of parts of lots known and designated under numbers 216 and 217 in the official cadaster of the parish of Ste-Julie, having an area of approximately six arpents and fifty rods, bounded on the southeast by the front road of de l'Église range, on the northwest by a dam, on one side, on the northeast, by the land belonging to Mrs. Jules Léonard, and on the other side, on the southwest, by the property of Émilien Martel, with the buildings thereon constructed.

To be sold at the church door of St. Amable, county of Verchères, district of Richelieu, on the TWENTIETH day of JUNE, 1963, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, May 9, 1963. 2933-20-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 28,503. { LA COMPAGNIE D'ÉQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION DE RIMOUSKI LTÉE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires, en la ville de Rimouski, district de Rimouski, demanderesse, *vs* HERVÉ LEPAGE, de la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski, dit district, défendeur.

Partie du lot No deux cent quarante-deux (P. 242) au cadastre officiel de la paroisse de Rimouski, étant un emplacement mesurant 60 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée au nord au Chemin, à l'est au vendeur, au sud à Albert Levesque et à l'ouest à Dame Georges Larouche, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. À charge par l'acquéreur d'une rente foncière payable à T. Perron ou représentant.

Pour être vendue au bureau du Député-Shérif, Palais de Justice à Rimouski, le VINGTIÈME jour de JUIN, 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif.
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 14 mai 1963. 2978-20-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 28,503. { LA COMPAGNIE D'ÉQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION DE RIMOUSKI LTÉE, body politic and corporate having its head office in the town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, *vs* HERVÉ LEPAGE, of the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski, said district, defendant.

Part of lot No. two hundred and forty-two (P. 242) in the official cadaster of the parish of Rimouski, being an emplacement measuring 60 feet in front by 100 feet in depth, English measure, bounded on the north by the Road, on the east by the vendor, on the south by Albert Levesque, and on the west by Dame Georges Larouche, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. Subject to a ground rent payable by the purchaser to T. Perron or representative.

To be sold in the office of the Deputy-Sheriff, Court House, in Rimouski, on the TWENTIETH day of JUNE, 1963, at TEN o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, May 14, 1963. 2978-20-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 23,617. { FINANCE LOCALE INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à Mont-Joli, district de Rimouski, deman-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 23,617. { FINANCE LOCALE INC., body legally incorporated having its head office in Mont-Joli, district of Rimouski, plaintiff, *vs*

deresse *vs* ANTONIO OUELLET, cultivateur, de la paroisse de St-Damase, district de Rimouski, défendeur.

Le lot No sept cent sept (707) (lot primitif vingt-neuf du sixième rang) et le lot sept cent huit (708) (la partie sud-ouest du lot primitif trente du sixième rang) du cadastre officiel de la paroisse l'Assomption de Notre-Dame, canton McNider, étant une terre d'environ six arpents de front sur environ vingt-sept arpents de profondeur, bornée au nord au fronteau du sixième rang, à l'est à Adrien Fournier, représentant de Joseph Ouellet, au sud à un ruisseau et à l'ouest à Émile Paquet représentant de Zénon Ouellet, avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire un arpent de largeur sur toute la profondeur à l'ouest du lot 707 et les parties des lots 707 et 708 situées au sud du ruisseau et appartenant à Donat Bérubé.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Damase, le VINGTIÈME jour de JUIN, 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 14 mai 1963. 2979-20-2-o

ANTONIO OUELLET, farmer, of the parish of St-Damase, district of Rimouski, defendant.

Lot number seven hundred and seven (707) (primitive lot twenty-nine on the sixth range and lot seven hundred and eight (708) (south-west part of primitive lot thirty on the sixth range) in the official cadaster of the parish of l'Assomption de Notre-Dame, township of McNider, being a farm measuring approximately six arpents in front by approximately twenty-seven arpents in depth, bounded on the north by the border of the sixth range, on the east by Adrien Fournier, representative of Joseph Ouellet, on the south by a brook, and on the west by Émile Paquet, representative of Zénon Ouellet, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; to be withdrawn is one arpent in width by the entire depth to the west of lot 707 and parts of lots 707 and 708 situated to the south of the brook, and belonging to Donat Bérubé.

To be sold at the church door of the parish of St-Damase, on the TWENTIETH day of JUNE, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, May 14, 1963. 2979-20-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Sherbrooke, No 21,626. ROGER DUSSAULT, marchand, résidant et domicilié au numéro 148, rue Manville, Asbestos, district de St-François, tant personnellement qu'es-qualité de tuteur à sa fille mineure, Manon Dussault, demandeur, *vs* GÉRARD ALLISON, résidant au numéro 2, 1ère Avenue, Danville, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

« Le lot No cinq de la subdivision officielle du lot primitif No soixante-six (66-5) au cadastre officiel pour le village de Danville, mesurant en front au sud-est quatre-vingt-neuf pieds (89′) de largeur, en arrière au nord-ouest quatre-vingt-neuf pieds et sept dixièmes de pied (89′.7) de largeur, par soixante-cinq pieds (65′) de profondeur, le tout en mesure anglaise, plus ou moins.

Le vendeur ne s'engage pas à contribuer aux frais de clos ou de fossé en aucun cas, ni de fournir de certificat de recherches.

Toute construction, galerie, balcon ou autre semblables saillies à être érigées sur ledit terrain devront l'être à une distance de vingt pieds (20′) de la ligne de front du terrain ici vendu et avoir une valeur minimum de trois mille cinq cents dollars; les acquéreurs devront se conformer aux règlements municipaux de construction. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne, Danville, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1963 (18) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 9 mai 1963. 2921-20-2-o
[Première insertion le 18 mai 1963]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Sherbrooke, No. 21,626. ROGER DUSSAULT, merchant, residing and domiciled at number 148, Manville street, Asbestos, district of St-Francis, personally and in quality of tutor to his minor daughter, Manon Dussault, plaintiff, *vs* GÉRARD ALLISON, residing at number 2, First Avenue, Danville, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the defendant:

"Lot No. five of the official subdivision of the original lot No. sixty-six (66-5) on the official cadastre for the village of Danville, measuring in front to the south-east eighty-nine feet (89′) in width, at the rear to the north-west eighty-nine feet and seven tenths of foot (89′.7) in width by sixty-five feet (65′) in depth, the whole in English measure, more or less.

The vendor does not bind himself to contribute to the costs or enclosure or ditches in any case whatever, nor to furnish the certificate of searches.

Any building, gallery, balcony or other similar prominences to be erected on the said piece of ground shall be erected at a distance of twenty feet (20′) from the front line of the piece of ground presently sold and have a minimum value of three thousand five hundred dollars; the purchasers shall comply with the municipal construction by-laws."

To be sold at the door of the parochial church of St-Anne, Danville, the EIGHTEENTH day of JUNE 1963 (18th) at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Sherbrooke, May the 9, 1963. 2921-20-2-o
[First insertion, May the 18, 1963]

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 14,397. { PAUL MARCEL BEAUREGARD, marchand, domicilié à 950 rue St-Pierre, de La Providence, district de St-Hyacinthe, demandeur *vs* JOSEPH BERTHIAUME, domicilié et résidant à 254 rang St-Édouard, St-Liboire district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures le 14e jour de mai 1963, à la porte de l'église de St-Liboire, comté de Bagot, aura lieu à DEUX heures p.m., le MARDI, QUATRE JUIN 1963, à la place sus-mentionnée.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, 14 mai 1963. 2972-o

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 14,397. { PAUL MARCEL BEAUREGARD, merchant, domiciled and residing at 950, St-Pierre Street, La Providence, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* JOSEPH BERTHIAUME, domiciled at 254, range St-Édouard, de St-Liboire, district de St-Hyacinthe, defendant.

"Notice is by the present given that the property and land seized in this cause which was to be sold at eleven o'clock, the fourteenth of May, 1963, will now be sold at TWO o'clock, p.m. the FOURTH of JUNE, 1963 at the parochial church door of St-Liboire, county of Bagot.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, May 14, 1963. 2972-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 34754. { EDOUARD DESJARDINS, cultivateur de St-Antoine des Laurentides, district de Terrebonne, demandeur, *vs* SEYEK REALTY CORP., corps politique et incorporé, dûment et légalement constitué selon la Loi, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné, en la possession de la défenderesse.

« Un terrain de forme irrégulière étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux (P. No 182) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, division d'enregistrement de Terrebonne;

Borné en front vers le sud-est par la route No 41 et une partie du lot No 182, vers le nord-est par le lot No 181, vers le sud-ouest par les limites de la cité de Saint-Jérôme et les lots Nos 193 et 183 et vers le nord-ouest par les limites de la cité de Saint-Jérôme,

Mesurant trois cent quatre-vingt-quatre pieds (384′) de largeur dans sa ligne sud-est le long de la route No 41, quatre mille deux cent trente-neuf pieds (4,239′) dans sa ligne nord-est le long de la ligne de division entre les lots Nos 181 et 182, cinq cent soixante-quinze pieds (575′) dans sa ligne nord-ouest le long de la ligne de division entre la cité de Saint-Jérôme et la paroisse de Saint-Jérôme, trois mille huit cent cinquante-six pieds (3,856′) dans sa ligne sud-ouest le long de la ligne de division entre la cité de Saint-Jérôme et la paroisse de Saint-Jérôme, le lot No 193 et le lot No 182 le lot No 183 et le lot No 182 cent quatre-vingt-douze pieds (192′) dans une ligne sud-est parallèle à la route No 41 et trois cent quatre-vingt-quatre pieds (384′) dans une ligne sud-ouest parallèle à la ligne de division entre les lots Nos 182 et 183;

Contenant une superficie de soixante-quatre arpents carrés et cinquante-sept centièmes d'arpent carré (64.57);

Tel que le tout appert à un plan préparé par J. René Duhaime, A. G. le onze avril mil neuf cent cinquante-neuf et une description technique

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 34754. { EDOUARD DESJARDINS, farmer of St-Antoine des Laurentides, district of Terrebonne, plaintiff, *vs*, SEYEK REALTY CORP., a body politic and corporate, legally incorporated according to law, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated, in possession of the defendant:

"A lot of land of irregular form being part of lot number one hundred and eight-two (Pt. No. 182) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Jérôme, registration division of Terrebonne;

Bounded in front on the southeast by route No. 41 and a part of lot No. 182, on the northeast, by lot No. 181, on the southwest, by the limits of the city of Saint-Jérôme, and lots Nos 193 and 183 and on the northwest, by the limits of the city of Saint-Jérôme;

Measuring three hundred and eighty-four feet (384′) in width in its southeast line along route No. 41, four thousand two hundred and thirty-nine feet (4,239′) in its northeasterly line along the dividing line between lots Nos 181 and 182, five hundred and seventy-five feet (575′) in its northwesterly line along the dividing line between the city of Saint-Jérôme and the parish of Saint-Jérôme, three thousand eight hundred and fifty-six feet (3,856′) in its southwesterly line along the dividing line between the city of Saint-Jérôme and the parish of Saint-Jérôme, lot No. 193 and lot No. 182 lot No. 183 and lot No. 182 one hundred and ninety-two feet (192′) in a southeasterly line parallel to route No. 41 and three hundred and eighty-four feet (384′) in a southwesterly line parallel to the dividing line between lots Nos 182 and 183;

Containing an area of sixty-four square arpents and fifty-seven one/huhdredths of a square arpent (64.57);

As the whole appears on a plan prepared by J. René Duhaime, surveyor, on April eleventh, one thousand nine hundred and fifty-nine and a

ront annexées aux présentes après avoir été signées Ne Varietur par les parties aux présentes et le notaire soussigné.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble et spécialement une servitude en faveur de Gatineau Power Co, enregistrée 177,634, l'acquéreur déclarant le bien connaître et en être satisfait.

À distraire cependant de l'emplacement ci-dessus l'immeuble suivant:

Un certain emplacement situé dans le comté de Terrebonne, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux (P. No 182) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme;

Mesurant ledit emplacement un arpent ou cent quatre-vingt-douze (192') pieds (mesure anglaise) de largeur dans ses lignes sud-est et nord-ouest par toute la profondeur du lot.

Ledit emplacement se trouve borné comme suit; en front vers le sud-est par la route No 41, en arrière, vers le nord-ouest par les limites de la cité de Saint-Jérôme; d'un côté vers le sud-ouest par le résidu du lot No 182 et de l'autre côté vers le nord-est par le lot No 181 desdits plan et livre de renvoi.

Cet emplacement contient une superficie de vingt-deux arpents et un dixième d'arpent (22.1).

Tel que la propriété se trouve avec tous ses droits titres et intérêts sans exception ni réserve ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Antoine des Laurentides, comté de Terrebonne, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, le 23 avril 1963. 2765-17-2-o

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure No 35,572. { LA BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE, banque dûment constituée en incorporation ayant son siège social en la cité de Halifax dans la province de la Nouvelle-Écosse et une succursale à Grenville dans le district de Terrebonne, demanderesse, *vs* DAME M. GLADYS SPRIGINGS de la cité d'Ottawa dans la province d'Ontario, épouse commune en biens de William Clifford Sprigings (alias R. C. Sprigings, alias C. R. Sprigings, alias C. W. Sprigins) du même endroit, agent, et ledit WILLIAM CLIFFORD SPRIGINGS comme chef de la communauté de propriété existant entre lui-même et sa dite épouse et aux fins d'autoriser sa dite épouse pour paraître en personne dans la présente actions, défendeurs.

« Un immeuble connu et décrit comme étant partie du lot numéro dix-huit dans le treizième rang (R. XIII ptie 18) conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Onslow dans le comté de Pontiac et province de Québec et plus particulièrement décrit dans un certain acte de Patrick Sheehan à Frederic A. Sproule enregistré au Bureau d'Enregistrement pour la division de Pontiac sous le No 67707 comme suit:

plan and technical description shall remain annexed to these presents after having been signed "Ne Varietur" by the parties to these presents and the undersigned notary.

As the whole is to be found presently with all active and passive servitudes, apparent and unapparent, attached to the said immoveable and specially a servitude in favor of Gatineau Power Co., registered 177,634, the purchaser declaring to know this immoveable well and to be satisfied with same.

To withdraw, however, from the above emplacement the following immoveable;

A certain emplacement situated in the county of Terrebonne, forming part of lot known and designated under number one hundred and eighty-two (Pt. No. 182) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Jérôme;

Measuring the said emplacement one arpent or one hundred and ninety-two (192') feet (English measurement) in width in its southeasterly an northwesterly lines by the whole of the depth of the lot.

The said emplacement will be found bounded as follows: in front on the southeast by route No. 41, in rear on the northwest, by the limits of the city of Saint-Jérôme; one one side on the southwest, by the residue of lot No. 182 and on the other side, on the northeast, by lot No. 181 of the said plan and book of reference.

This emplacement an area of twenty-two arpents and one/tenth of an arpent (22.1).

As the property is to be found with all its rights and titles and interests without exception nor reserve."

To be sold at the door of the St-Antoine des Laurentides church, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, April 23, 1963. 2765-17-2

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 35,572. { THE BANK OF NOVA SCOTIA, a bank duly incorporated having its head office in the city of Halifax in the Province of Nova Scotia and a branch at Grenville in the district of Terrebonne, plaintiff, *vs* DAME M. GLADYS SPRIGINGS of the city of Ottawa in the Province of Ontario, wife common as to property of William Clifford Sprigings (alias R. C. Sprigings, alias C. R. Sprigings, alias C. W. Sprigings) of the same place, agent and said WILLIAM CLIFFORD SPRIGINGS as head of the community of property existing between himself and his said wife and for the purpose of authorizing his said wife to appear in the present action and personally, defendants.

"An immoveable property known and described as being part of lot number eighteen in the thirteenth range (R. XIII pt 18) according to the official plan and the book of reference for the township of Onslow in the county of Pontiac and Province of Quebec and more particularly described in a certain deed from Patrick Sheehan to Frederic A. Sproule registered in the Registry Office for the division of Pontiac under No. 67707 as follows:

Toute cette certaine parcelle ou portion de terre située dans le canton de North Onslow, dans le comté de Pontiac et province de Québec, étant partie du lot 18 dans le 13e rang dudit canton de North Onslow, lequel est aussi connu conformément aux plan et livre de renvoi pour ledit canton comme partie du lot numéro 18A dans le 13e rang d'icelui et lequel peut plus particulièrement être décrit comme suit: commençant à un poteau sur la rive du Lac Wolf étant le coin nord-est des terres appartenant à Eric A. Prime; de là vers le sud et le long de la frontière est de la propriété Prime à la route étant cent cinquante pieds (150′) plus ou moins; de là vers l'est à angles droits à la frontière est de la propriété Prime une distance de trois cent soixante-quinze pieds (375′) à un point; de là vers le nord et parallèle avec la frontière est de la propriété Prime à un point sur la rive du ruisseau; de là suivant le rivage au point de départ; contenant par mesurage des acres, plus ou moins, avec tous les arbres et bois debout s'y trouvant et les bâtisses et membres et appartenances y appartenant.

Sauf et à l'exception d'icelle l'immeuble suivant plus particulièrement décrit dans un acte de Frederic A. Sproule à Violet, M. Driscoll, enregistré comme le No 67750 au Bureau d'Enregistrement, division de Pontiac, comme suit:

Toute cette certaine parcelle ou portion de terre située dans le canton de North Onslow, dans le comté de Pontiac et province de Québec, étant partie du lot 18 dans le 13e rang dudit canton de North Onslow lequel est aussi connu conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton comme partie du lot numéro 18A dans le 13e rang d'icelui et lequel peut plus particulièrement être décrit comme suit; commençant à un poteau sur la rive du Lac Wolf étant le coin nord-est des terres appartenant à Eric A. Prime; de là vers le sud et le long de la frontière est de la propriété Prime au chemin étant cent cinquante pieds (150′) plus ou moins; de là vers l'est une distance de cent pieds (100′) à un point, de là vers le nord et parallèle avec la frontière est de la propriété Prime à un point sur la rive du Lac Wolf, de là suivant la rivage au point de départ et contenant par mesurage des acres, plus ou moins, ainsi que tous les arbres et le bois debout d'y trouvant et les bâtisses et membres et appartenances y appartenant. »

À être vendu au bureau du registraire pour le comté de Pontiac, dans le Village de Campbell's Bay, P.Q., MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
JOSEPH D. SLOAN.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay, Que.
7 mai 1963.

2922-20-2

All that certain parcel or tract of land situate in the township of North Onslow, in the county of Pontiac and Province of Quebec, being part of lot 18 in the 13th range of the said township of North Onslow which is also known according to the official plan and book of reference for the said township as part of lot number 18A in the 13th range thereof and which may be more particularly described as follows: commencing at a post on the shore of Wolf Lake being the north-east corner of the lands owned by Eric A. Prime; thence southerly and along the easterly boundary of the Prime property to the road being one hundred and fifty feet (150′) more or less; thence easterly at right angles to the easterly boundary of the Prime property a distance of three hundred and seventy-five feet (375′) to a point; thence northerly and parallel with the easterly boundary of the Prime property to a point on the shore of the creek; thence following the shore line to the point of commencement; containing by admeasurement acres, more or less, together with all trees and standing timber thereon and the buildings and members and appurtenances thereto belonging.

Save and excepting therefrom the following immoveable property more particularly described in a deed from Frederic A. Sproule to Violet M. Driscoll, registered as No. 67750 in the Registry Office, Pontiac Division as follows:

All that certain parcel or tract of land situate in the township of North Onslow, in the county of Pontiac and Province of Quebec, being part of lot 18 in the 13th range of the said township of North Onslow which is also known according to the official plan and book of reference for the said township as part of lot number 18A in the 13th range thereof and which may be more particularly described as follows; commencing at the post of the shore of Wolf Lake being the north-east corner of the lands owned by Eric A. Prime; thence southerly and along the easterly boundary of the Prime property to the road being one hundred and fifty feet (150′) more or less; thence easterly a distance of one hundred feet (100′) to a point, thence northerly and parallel with the easterly boundary of the Prime property to a point on the shore of Wolf Lake, thence following the shore line to the point of commencement and containing by admeasurement acres, more or less, together with all trees and standing timber thereon and the buildings and members and appurtenances thereunto belonging."

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the Village of Campbell's Bay, P.Q., on TUESDAY the EIGHTEENTH day of JUNE, 1963, at TEN of the clock in the forenoon.

JOSEPH D. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay, Que.
May 7, 1963.

2922-20-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 536,207. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, demanderesse; *vs*
CLAUDE FONTAINE, défendeur.

Avis de vente

Les lots ci-après désignés et en la possession du défendeur:

Un emplacement situé à Oka, comté des Deux Montagnes, connu comme étant le lot numéro trois de la subdivision du lot originaire numéro

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 536,207. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, plaintiff, *vs*
CLAUDE FONTAINE, defendant.

Notice of sale

The lots hereinafter designated and in the possession of the defendant:

An emplacement situated at Oka, county of Two Mountains, known as being lot number three of the subdivision of original lot number

Avec toutes les bâtisses y érigées.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les circonstances et dépendances, les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Un terrain situé rue des Anges, au Village d'Oka, comté des Deux-Montagnes, composé des deux lots suivants:

a) Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de l'Annonciation (Oka) P.Q., comme faisant partie de la subdivision numéro quatre-vingt du lot originaire numéro dix-sept (17-P. 80) ayant quarante pieds (40′) de largeur dans sa ligne sud-est et dix pieds (10′) de largeur dans sa ligne nord-ouest, la ligne en front rue des Anges est une ligne brisée mesurant cent quatre-vingt-quatorze pieds (194′). Ledit lot est borné en front par la rue des Anges, en arrière par le lot ci-après décrit, du côté sud-est par parties du lot No 17-80-1 dudit cadastre et du côté nord-ouest par une partie dudit lot No 17-80 dudit cadastre, ayant une superficie de trois mille huit cent soixante-dix-neuf pieds carrés (3879′) environ.

b) Un lot de terre adjacent à celui en premier lieu décrit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de l'Annonciation (Oka) comme faisant partie du lot originaire numéro dix-sept (P. 17) ayant vingt-huit pieds (28′) dans sa ligne sud-est et dix-sept pieds (17′) dans sa ligne nord-ouest, et deux cent trois pieds de long de la grève du Lac des Deux-Montagnes; ledit lot borné en front par le Lac des Deux Montagnes, en arrière par le lot décrit au paragraphe précédent, du côté sud-est par une partie dudit lot 17-80-1 et du côté nord-ouest par une partie non subdivisée dudit lot originaire numéro dix-sept (P. 17), ayant une superficie de quatre mille six cent sept pieds carrés (4607′) environ.

Ledit terrain composé des deux lots ci-dessus décrits est contourné en jaune sur un plan préparé par Oscar Baudoin, arpenteur-géomètre, en date du vingt et un mai mil neuf cent quarante-cinq et annexé après avoir été signé *ne varietur* pour identification à un acte de vente passé le vingt-six janvier mil neuf cent quarante-neuf, devant Me J. H. R. Messier, notaire, enregistré à Ste-Scholastique comté des Deux-Montagnes, sous le numéro 67013.

Toutes les mesures ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées. »

Pour être vendus à la porte de l'église catholique d'Oka, comté des Deux Montagnes, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 9 mai 1963.

2934-20-2-o

With all the buildings thereon erected.

The whole as it is presently to be found, with the circumstances and dependencies, active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable.

A lot of land situated on des Angles St., in the Village of Oka, county of Two Mountains, composed of the two following lots:

a) Of a lot of land known and designated in the official plan and book of reference for the Parish of l'Annonciation (Oka) P.Q., as forming part of subdivision number eighty of original lot number seventeen (17-P. 80) measuring forty feet (40′) in width on its south-east line and ten feet (10′) in width on its north-west line; in front, on Des Anges St., is a broken line measuring one hundred and ninety-four feet (194′). The said lot is bounded in front by des Anges St., in the rear by the lot hereinafter described, on the south-east side by parts of lot No. 17-80-1 in the said cadaster and on the north-west side by a part of said lot No. 17-80 in the said cadaster, having an area of three thousand eight hundred and seventy-nine square feet (3879′) approximately.

b) Of a lot of land adjacent to the one described above, known and designated in the official plan and book of reference for the Parish of l'Annonciation (Oka), as forming part of original lot number seventeen (P. 17), measuring twenty-eight feet (28′) on its south-east line and seventeen feet (17′) on its north-west line, and two hundred and three feet along the shore of the Lake of Two Mountains; the said lot is bounded in front by the Lake of Two Mountains, in the rear by the lot described in the preceding paragraph, on the south-east side by a part of the said lot 17-80-1 and on the north-west side by an unsubdivided part of said original lot number seventeen (P. 17) having an area of four thousand six hundred and seven square feet (4607′) approximately.

The said terrain composed of the two lots of land described above is outlined in yellow on a plan prepared by Oscar Baudoin, land-surveyor, on the twenty-first day of May, one thousand nine hundred and forty-five and annexed after having been signed *ne varietur* for identification, to a deed of sale drawn up on the twenty-sixth day of January, one thousand nine hundred and forty-nine by Me J. H. R. Messier, notary, registered at Ste-Scholastique, county of Two Mountains, under number 67013.

All the measurements above are English measure and more or less.

With all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto."

To be sold at the Catholic church door of Oka, county of Two Mountains, on WEDDESDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, May 9, 1963.

2934-20-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses session, MERCRE-

Sales for Taxes

Municipality of the county Megantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY

DI le DOUZIÈME jour de JUIN 1963 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectées et des frais encourus.

Municipalité Halifax-Sud

Une partie du lot No 615, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, contenant envirion 8 à 10 acres en superficie, bornée d'un bout au sud-ouest par le cordon entre les rangs 7 et 8, à l'autre bout au nord-est par une autre partie du même lot, appartenant autrefois à Andrew J. Pidgeon et maintenant au Gouvernement Provincial, d'un côté au nord-ouest par le lot No 612, et de l'autre côté au sud-est par la rivière, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Sauf et à distraire une partie de ce lot expropriée par le Ministère de la Voirie par acte enregistré le 11 décembre 1954, sous le No 96207.

Connue comme appartenant à Albert Langlois. Taxes dues: $168.19.

a) Un terrain situé dans le 9ème rang du canton d'Halifax, en la paroisse de Saint-Ferdinand, sur le bord du lac William, mesurant 90 pieds de largeur à son front, au lac William et 74 pieds de largeur en arrière par 100 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant une partie du lot No 651, bornée en avant au sud au lac William, en arrière au nord au chemin actuel des chalets, d'un côté à l'est à une autre partie dudit lot No 651 vendue à Ernest Langlois et de l'autre côté à l'ouest, à une autre partie dudit lot No 651 appartenant à Roselyne Bolduc, sans bâtisse. Avec droit de passage sur partie du lot No 651 dans le chemin des chalets.

b) Un terrain situé dans le 9ième rang du canton d'Halifax, en la paroisse de Saint-Ferdinand, au nord du chemin actuel des chalets construits sur le bord du lac William, ce terrain mesurant 174 pieds de largeur à son front, sur le chemin des chalets, par 90 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant une partie du lot No 651, bornée en avant au sud, au chemin actuel des chalets, en arrière au nord et des deux côtés à l'est et à l'ouest, à une autre partie dudit lot No 651 restant la propriété d'Ernest Langlois, la ligne ouest du terrain vendu étant la continuation en ligne droite de la ligne ouest du terrain vendu à Roselyne Bolduc, sur le bord du lac William, au sud du chemin des chalets, lequel chemin a une largeur de 20 pieds et la ligne est dudit terrain est la continuation en ligne droite de la ligne ouest du terrain ci-après décrit.

c) Un autre terrain situé dans le 9e rang du canton d'Halifax, en la paroisse de Saint-Ferdinand, sur le bord du lac William, mesurant 15 pieds de largeur à son front au lac William, et 15 pieds de largeur en arrière par 100 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant une partie du lot No 651, bornée en avant au sud au lac William, en arrière au nord au chemin actuel des chalets, d'un côté à l'est à une autre partie dudit lot No 651 vendue à Rosaire Cadorette et de l'autre côté à l'ouest à une autre partie dudit lot No 651 vendue à Armand Bolduc.

the TWELTH day of JUNE 1963 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incured.

Municipality Halifax-South

A part of the lot No. 615, of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, containing about 8 to 10 acres in superficies, bounded at one end to the southwest by the division line between ranges 7 and 8, at the other end to the northeast by another part of the same, heretofore belonging to Andrew J. Pidgeon and now belonging to the Provincial Government, on one side to the northwest by the lot No. 612 and on the other side to the southeast by the river, with all the buildings thereon erected.

Save and except a part of that lot expropriated by the Department of Roads by deed registered December 11, 1954, under the No. 96207.

Known as belonging to Albert Langlois. Taxes due: $168.19.

a) A piece of land situated in the 9th range of the township of Halifax, in the parish of Saint-Ferdinand, on the shore of lake William, measuring 90 feet in width at the front at the lake William and 74 feet in width at the rear by 100 feet in depth, known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, as being a part of the lot No. 651, bounded in front to the south by the lake William, in rear to the north at the actual road for the cottages, on one side to the east by another part of the said lot No. 651 sold to Ernest Langlois and on the other side to the west by another part of the same lot No. 651 belonging to Roselyne Bolduc, without building. With a eight of way on a part of the said lot No. 651 on the road for the cottages.

b) A land situated in the 9th range of the township of Halifax, in the parish of Saint-Ferdinand, at the north of the actual road for cottages built on the shore of lake William, this land measuring 174 feet in width at its front, on the road for cottages, by 90 feet in depth, known and designated on the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being a part of the lot No. 651, bounded in front to the south, at the actual road for cottages, in rear to the north and on both sides at the east and west, by another part of the said lot No. 651 remaining the property of Ernest Langlois, the west line of the land sold being the continuation in straight line of the west line of the land sold to Roselyne Bolduc, on the shore of the lake William, south of the road used for cottages, which road has a width of 20 feet and the east line of the said land is the continuation in straight line of the west line of the land hereafter desceibed.

c) Another land situated in the 9th range of the township of Halifax, in the parish of Saint-Ferdinand, on the shore of the lake William, measuring 15 feet in width at its front on the lake William and 15 feet in width at the rear by 100 feet in depth, known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, as being a part of the lot No. 651, bounded in front to the south by the lake William, in rear to the north by the actual road for cottages, on one side to the east by another part of the said lot No. 651 sold to Rosaire Cadorette and on the other side to the west by another part of lot No. 651 sold to Armand Bolduc.

Avec droit de passage sur P. No 651.

Le tout connu comme appartenant à Armand Bolduc. Taxes dues: $140.91.

Le lot No 651-21 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax.

Connu comme appartenant à Raymond Laliberté. Taxes dues: $38.17.

Municipalité partie sud-ouest Halifax sud

Le lot No 111 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax.

Connu comme appartenant à Donat Baron. Taxes dues: $70.48.

a) Le lot No 70 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, avec maison neuve, grange et écurie, mais avec réserve pour Albert Lemieux de sa maison et ses dépendances et de la partie de terrain réservée par lui et bornée en front au nord-est au chemin de front, en arrière au sud-ouest à une ligne de 20 pieds des bâtisses reservées, au nord-ouest à la clôture actuelle non loin de la maison et des bâtisses et de l'autre côté à 10 pieds au sud-est du chemin ou entrée d'Albert Lemieux, sur une profondeur à angle droit avec le chemin de front jusqu'à en gagnant vers le sud-ouest à la ligne de 20 pieds en arrière des bâtisses.

b) Le lot No 69, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, contenant 64 acres en superficie; avec réserve en faveur de J. Albert Lemieux du droit de coupe de bois mou pour un an à compter du 24 septembre 1956 et réserve d'un droit de passage pour sortir le bois coupé pendant tout ce temps.

Le tout connu comme appartenant à Donat Baron. Taxes dues: $328.00.

Une partie du lot No 127, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, bornée d'un bout par le chemin situé dans le 3ième rang, à l'autre bout par le No 161, du même cadastre, d'un côté par Cyrille Marcoux, de l'autre côté par Napoléon Marcoux.

Connue comme appartenant à Lucien Dussault. Taxes dues: $39.15.

Municipalité du canton d'Inverness

Un terrain situé sur le 4ième rang du canton d'Inverness, connu au cadastre officiel du canton d'Inverness comme formant partie du lot No 224 de la contenance qu'il peut avoir, borné au nord-est par une partie du même lot appartenant à Thomas Champagne, ou son représentant, à l'autre bout au sud-ouest se terminant en pointe au chemin public, d'un côté au sud-est à la petite route conduisant du chemin Mooney au chemin Hamilton et de l'autre côté au nord-ouest à la continuation de la ligne de division entre le lot No 225 et la partie du lot No 224 appartenant à Thomas Champagne jusqu'au chemin public Mooney.

Connu comme appartenant à Arthur Butler. taxes dues: $9.17.

Municipalité d'Irlande Nord

Le lot No 444-27 du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connu comme appartenant à Germaine Gagnon. Taxes dues: $264.95.

Municipalité de Sainte-Anastasie

Une partie du lot No 7, du 6e rang, du cadastre officiel du canton de Nelson, ayant environ 6 arpents de largeur sur la profondeur du rang,

With a right of way on a part of lot No. 651.

The whole known as being to Armand Bolduc. Taxes due: $140.91.

The lot No. 651-21 of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax.

Known as belonging to Raymond Laliberté. Taxes due: $38.17.

Municipality southwest part Halifax south

The lot No. 111 of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax.

Known as belonging to Donat Baron. Taxes due: $70.48.

a) The lot No. 70, of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, with a new house, barn and stable, but under the reserve in favor of Albert Lemieux of his house and dependencies with the piece of land by him reserved and bounded in front to the northeast by the front road, in rear to the southwest by a line 20 feet from the buildings reserved, to the northwest by the fence actually existing not far from the house and the buildings and on the other side at 10 feet to the southeast of the road of Albert Lemieux, on a depth at right angle with the front road until reaching towards the southwest at the line of 20 feet in rear of the buildings.

b) The lot No. 69, of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, containing 64 acres in superficies; under the reserve in favor of J. Albert Lemieux of the cut of soft wood for a year from the 24th September, 1956, and the reserve of a right of way to haul the wood during that time.

The whole known as belonging to Donat Baron. Taxes due: $328.00.

A part of the lot No. 127 of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, bounded at one end by the road situated in the 3rd range, at the other end by the lot No. 161, of the same cadastre, on one side by Cyrille Marcoux and on the other side by Napoléon Marcoux.

Known as belonging to Lucien Dussault. Taxes due: $39.15.

Municipalité of the township of Inverness

A land situated in the 4th range of the township of Inverness, known on the official cadastre of the township of Inverness as forming a part of the lot No. 224, containing whatever there is, bounded to the northeast by a part of the same lot belonging to Thomas Champagne, or his representative, at the other end to the southwest going to nothing at the public road, on one side to the southeast by the small road leading from the Mooney road to the Hamilton road and on the other side to the northwest at the continuation of the division line between the lot No. 225 and the part of the lot No. 224 belonging to Thomas Champagne up to the Mooney road.

Known as belonging to Arthur Butler. Taxes due: $9.17.

Municipality of Ireland North

The lot No. 444-27 of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Germaine Gagnon. Taxes due: $264.95.

Municipality of Sainte-Anastasie

A part of the lot No. 7, 6th range, of the official cadastre of the township of Nelson having about 6 arpents in width by the length of

bornée à chaque bout au cordon du rang, d'un côté au nord-est au terrain de Pierre Landry ou son représentant, et de l'autre côté au sud-ouest au terrain de J. T. Landry ou son représentant, sans bâtisse dessus.

Connue comme appartenant à Mme Onésime Gagné. Taxes dues: $68.98.
Municipalité Plessisville paroisse

Le lot No 18-A, rang 6, du cadastre officiel de Somerset-Sud.
Connu comme appartenant à André Arton. Taxes dues: $92.25.

Le lot No 20-C-3, du 7ième rang, du cadastre officiel de Somerset-Sud.
Connu comme appartenant au Club de l'Érablière. Taxes dues: $65.22.
Inverness, le 29 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation, du comté de Mégantic,
2863-19-2-o RENÉ CHEVRIER.

the range, bounded at each end by the division line of the range, on one side to the northeast by the property of Pierre Landry or his representative and on the other side to the southwest by the property of J. T. Landry of his representative, without building thereon.

Known as belonging to Mrs Onésime Gagné Taxes due: $68.98.
Municipality of Plessisville parish

The lot No. 18-A, range 6, of the official cadastre of Somerset-South.
Known as belonging to André Arton. Taxes due: $92.25.

The lot No. 20-C-3, range 7, of the official cadastre of Somerset-South.
Known as belonging to Club de l'Érablière. Taxes due: $65.22.
Inverness, April 29, 1963.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer of the corporation
2863-19-2-o *of the county of Mégantic.*

Ville de Warwick

Avis public est par la présente donné par Wilfrid Mailhot, secrétaire-trésorier et greffier de la corporation de la ville de Warwick, comté d'Arthabaska, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, selon les dispositions de la Loi des Cités et Villes, à l'Hôtel de Ville de Warwick, dans la salle des séances du conseil, MERCREDI, le VINGT-SIX JUIN 1963 à, DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente, savoir:

Nom au rôle de perception: succession F. Lauzon, adresse inconnue.

Désignation cadastrale: Lot No 135-6: De figure irrégulière, borné au nord par les lots 125-1 et 125-2, à l'est par le lot 135-5, au sud par le lot 135-2 et à l'ouest par le lot 135-7; mesurant 99 pieds au nord, 93 pieds à l'est, 108 pieds au sud et 88 pieds à l'ouest. Taxes municipales: $16.71; taxes scolaires: $27.16. Total: $43.87.

Nom au rôle de perception: succession F. Lauzon, adresse inconnue.

Désignation cadastrale: Lot No 125-2: De figure irrégulière, borné au nord par la rue St-Joseph, ou 1128, à l'est par le lot 125-1, au sud par le lot 135-6 et à l'ouest par le lot 125-3; mesurant 23 pieds au nord, 90 pieds à l'est, 38 pieds au sud et 90 pieds à l'ouest. Taxes municipales: $3.72; taxes scolaires: $6.03. Total: $9.75.

Donné à Warwick, ce 9 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier et greffier,
2932-20-2-o WILFRID MAILHOT.

Town of Warwick

Public notice is by these presents given by Wilfrid Mailhot, secretary-treasurer and town clerk of the Corporation of the town of Warwick, county of Arthabaska, that the immoveables below mentioned shall be sold at public auction according to the provisions of the Cities and Towns Act, at the Town Hall of Warwick, in the council meeting hall, WEDNESDAY, JUNE TWENTY-SIX, 1963, at TWO o'clock in the afternoon, in payment of the taxes and municipal, school and other dues with interest, mentioned in the statement below, as well as the subsequent costs incurred, unless these taxes interest and costs be paid before the sale, to wit:

Name on collection roll: estate F. Lauzon. Address unknown.

Cadastral designation: Lot No. 135-6: Of irregular figure, bounded on the north by lots 125-1 and 125-2, on the east, by lot 135-5, on the south, by lot 135-2 and on the west, by lot 135-7; measuring 99 feet on the north, 93 feet on the east, 108 feet on the south and 88 feet on the west. Municipal taxes: $16.71; school taxes: $27.16. Total: $43.87.

Name on the collection roll: estate F. Lauzon. Address unknown.

Cadastral designation: Lot No. 125-2: Of irregular figure, bounded on the north by St-Joseph Street, or 1128, on the east, by lot 125-1, on the south, by lot 135-6 and on the west, by lot 125-3; measuring 23 feet on the north, 90 feet on the east, 38 feet on the south and 90 feet on the west. Municipal taxes: $3.72; school taxes: $6.03. Total: $9.75.

Given at Warwick, May 9, 1963.

WILFRID MAILHOT,
2932-20-2 *Secretary-Treasurer and Town Clerk.*

La municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque que les propriétés ci-après désignées, seront vendues à l'enchère, dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, Qué., MERCREDI, le

The protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the Protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque, that the properties hereinafter described shall be sold by public auction in the Council Chamber, City Hall, Val d'Or, Que. on WEDNESDAY,

DOUZE JUIN 1963, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes scolaires et municipales avec intérêt et les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêt et dépenses ne soient payés avant la vente.

JUNE TWELVE, 1963 at TEN o'clock in the forenoon, in payment of school and municipal taxes due, with interest plus costs subsequently incurred, unless said taxes, interest and expenditures are paid prior to the sale.

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes scolaires — School taxes	Taxes munic. — Munic. taxes	Intérêts et frais — Interests and costs	Total
Mme-Mrs. Paul Yamchuk.....	Subd. 64, du bloc-of block 14, canton-township Bourlamaque (14-64).....	$ 3,303.30	$ 2,656.95	$ 498.80	$ 6,459.05
Mme-Mrs. A. M. Yamchuk....	Subd. 58½, du bloc-of block 34, canton-township Bourlamaque (34-58½).....	96.60	251.67	52.05	400.32
M.-Mr. Nick Yamchuk.....	Subd. 74, du bloc-of block 14, canton-township Bourlamaque (14-74).....	544.60	473.27	108.15	1,126.02

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, sujette à la réserve des droits miniers.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Québec, ce neuvième jour de mai, mil neuf cent soixante-trois.

Le Secrétaire-trésorier,
Mme HELGA BREWER.

2941-20-2-o

The sale of the above described immoveables is made subject to reserve of mining rights.

The purchase price of the said immoveables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Quebec, on this ninth day of May, nineteen hundred and sixty-three.

Mrs. HELGA BREWER,
Secretary-Treasurer.

2941-20-2-o

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, 145 nord, rue Wellington dans ladite cité, MARDI, le ONZIÈME jour de JUIN 1963, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the city of Sherbrooke, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JUNE 1963, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale:

Noms des propriétaires — Names of property owners	Numéros des cadastres — Cadastral numbers	Quartiers — Wards
Ruel, Marius	P. 899, 157, 92	Est — East.
Filiault, Roland	899, 185	Est — East.
Vallières, Succ.-Estate Mme-Mrs. F.	P. 899, 41	Est — East.
Bédard, Roméo	899, 157, 1	Est — East.
Simoneau, V. Anna	P. 70A, P. 71A	Est — East.
Simoneau, V. Anna	P. 272, 269	Est — East.
Simoneau, V. Anna	268	Est — East.
Simoneau, V. Anna	265	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 204	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 202	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 201	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 200	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 198, 199, 210, 211	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 209	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 207	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 206	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 205	Est — East.
Sherbrooke Structural Industries Co.	710, 208	Est — East.
Cormier, William	P. 22B, rang VII	Ascot.
Nash, Stanley	P. 22B, rang-range VII	Ascot.
Arguin, Fidèle	20B, 4, 1, rang-range VI	Ascot.
Leblanc, Willie *et Al*	7, 174	Sud — South.
Municipal Acceptance Corporation	5, 2, P. 3 (6-8)	Nord — North.
Cheverie, Mme-Mrs. J. Walter	374	Nord — North.
Messier, Succ.-Estate Moïse	P. 71, 25	Orford.
Deschênes, Gérard	48, 44	Orford.
Labrie, Marcel	48, 192	Orford.

Donné à la cité de Sherbrooke, ce quatorzième jour de mai 1963.

Le Greffier,
H. P. ÉMOND.

2955-20-2-o

Given at the city of Sherbrooke, this 14th day of May, 1963.

H. P. ÉMOND,
City Clerk.

2955-20-2-o

INDEX No 20

ACTION — ***ACTION***

en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Gagnon *vs* Gagnon 2359

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

755-A – Construction, Montréal 2359
755-B – Imprimerie, Montréal 2360
755-B – Printing, Montreal 2360
755-C – Horloger et bijoutier, Province 2360
755-C – Clockmaker and jeweller, Province 2360
1727 – Loi des droits sur les successions (Article 45f) 2361
1727 – Succession Duties Act (Section 45f) 2361

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Canadian Propane Consolidated Limited 2361
Casting Materials Western Hemisphere, Inc. 2362
Flint Rock Mines Limited 2362
Mechanite Western Hemisphere, Inc. 2362
Western Girl, Inc. 2363

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Cellini Inc. 2364
Dominion Dock Co., Limited 2363
Jaymor Land Investment Corp. 2363
Organic Laboratories Ltd. 2363
Slips Limited 2364
Speedi Redi Distribution Quebec Inc. .. 2364

Divers — ***Miscellaneous***

Alliance Estivale de Lavaltrie Inc. (L') – (*Règl.– By-laws*) 2365
Bickerdike & Company Ltd. (*Dir.*) 2366
Dominion Tanners Sales Corporation Ltd. (*Agent*) 2364
Geoffrion, Robert & Gélinas Cie (*Dir*) . 2364
Geoffrion, Robert & Gélinas Co. (*Dir.*). 2364
Home Specialties Inc. (*Dist.: actif – assets*) 2366
Jade Garden Café Inc. (*Dir.*) 2366
Northern Exploration Ltd. (*Dir.*) 2365
Quebec Winter Club Inc. (*Règl.– By-laws*) 2365
Royal Quebec Golf Club (The) – (*Règl.– By-laws*) 2366
Ste. Marguerite Ski Club Inc. (*Règl.– By-laws*) 2365
Town of Mount Royal Curling Club (*Règl.– By-laws*) 2367

Lettres patentes — ***Letters Patent***

ABC Diapers Service Inc. 2326
Alis Investments Inc. 2327
American Coffee Shop Inc. 2327
Association of Non-Profit Homes and Hospitals for the Aging of the Province of Quebec Corp. (The) 2327
Association Récréative des Policiers de Rouyn-Noranda Inc. 2328
Assurances Jean Pierre Gauthier Limitée 2328
B. P. Radisson Inc. 2328
Beckwith Corporation Ltd. 2329
Bérubé & Frères Inc. 2329
Boisse, Blanchard & Crépeau Inc. 2330
Boutique de Paris Inc. 2330
Cadorex Inc. (Au) 2330
Capri Investments Inc. 2349
Carillon Transport Ltée 2331
Cent Convives, Inc. (Les) 2331
Central Assembly Service Ltd. 2331
Centre d'Ameublement N.B.H. Ltée .. 2332
Cie Georges Cauchon Limitée (La) 2332
Cie Nationale de Construction Sous-Marine Ltée (La) 2348
Club Richelieu Cabano 2332
Collège Pilote Descartes Inc. 2333
Compagnie des Coiffeurs Associés Ltée (La) 2333
Compagnie Henri Lucas Ltée 2333
Compagnie Valmont Ltée (La) 2334
D. C. L. Distribution Inc. 2334
Danish House (PVM) Ltd. (The) 2335
Développements Lanthier Inc. (Les) .. 2335
Di Blasio & Albertson Insurance Agency Inc. 2335
Doyon (Lionel) Assurances Inc. 2336
Du Pont Enterprises Inc. 2337
Dynacast Limited 2336
Dynamic Metals Inc. 2336
Entreprises Blanchard Cie Ltée (Les) .. 2337
Entreprises Du Pont Inc. (Les) 2337
Entreprises J. René Ouimet Ltée (Les). 2337
Équipements Repentigny Inc. (Les) 2338
Evelyn Leather Coats Mfg. Ltd. 2338
Fari Inc. 2367
Ferree (E. C.) Ltd 2339
Ferro Products Co. Ltd. 2339
Feuco Limitée 2339
Forestville Auto Service Inc. 2340
Forever Industries Ltd. 2340
Fournier (Jean Paul) Ltée. 2340
Garage Idéal, Lac Mégantic, Ltée 2341
Gestion d'Entreprises Paul Daigneault Inc. 2341
Glantex Ltd. 2341
Gobeil Équipement Ltée 2342
Guay & Associés Ltée 2342
J. W. Restaurant Inc. 2342
Jarvis Blueprints & Supplies Ltd. 2343
Josmar (1963) Inc. 2343
Kerner (A.) Dress Inc. 2344
Sydney Kom & Associates Ltd. 2344
Sydney Kom & Associés Ltée. 2344
L.A.B. (Québec) Inc. 2344
Labelle et Fils Ameublement Inc. 2345
Lemire & Frères, Ltée 2345
Loisirs de L'Acadie (Les) 2345
Mailloux (Paul) Inc. 2346
Marksman (Bert) Inc. 2346
Martinique Motor Inn Ltd. (The) 2346
Metro Transportation Services Inc. 2347
Mont Rolland Développement Ltée ... 2347
Napoli Grocery Ltd. 2348
National Underwater Contractors Co. Ltd. 2348
Natofin Ltd. 2348
Ouimet (J. René) Enterprises Ltd. 2337
Placements Capri Inc. (Les) 2349

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Prova Inc. 2349
Rene Manufacturing Co. Ltd. 2349
Repentigny Equipment Inc. 2338
Riddell (George V.) & Sons Limited ... 2350
Rofero Ltée 2350
Rose Holdings Ltd. 2350
Roy (Gérard) Inc. 2351
Semaine à Québec Inc. (La) 2351
Société de Placement de l'Ile Jésus Inc. 2352
Sodimco Inc. 2352
Tracy Automobile Inc. 2352
Vergers St-Sulpice Inc. (Les) 2353
Vernon Development Co. Ltd. 2353
Week in Quebec Inc. (This) 2351

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Agences d'Assurances Laurentide Ltée. 2356
Art-Films Inc. 2353
Bonaventure Lumber Co. Inc. 2354
C.B.F. Investment Corporation 2354
Cedarcrest Homes Inc. 2354
Cezanne Frocks Inc. 2354
Cie de Bois de Bonaventure Inc. (La) .. 2354
Compagnie Pfizer Ltée (La) 2358
Compagnie Normand Limitée (La) 2354
Custom Built Homes Corporation 2355
Deka Inc. 2355
Embassy Steel & Metal Co. Ltd. 2355
Gale Lumber Ltd. 2355
J. M. Realties Inc. 2356
Just Equipment & Supply Company, Limited 2356
Laurentide Insurance Agencies Ltd 2356
Lorraine Construction Co. Ltd. 2357
Matte Automobiles Inc. 2357
Moro Investments Ltd. 2357
Orleans Investment, Inc. 2357
Pfizer Company Ltd. 2358
Société des Tabacs Québec Inc. (La) ... 2358
Surprenant (Guy) Automobile Inc. 2358
Zodiac Inc. 2358

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Birkdale Agencies Inc. 2367
Chandellerie Marie Inc. 2370
Club de Curling Laval sur le Lac (Le) .. 2368
Courchesne, Larose Transport Inc. 2369
C.R.C. Photo Inc. 2372
Dorval Maintenance Limited 2368
Éditions Bel-Aire Inc. (Les) 2372
Embassy Steel & Metal Co. Ltd. 2368
Emdeco Limited 2370
Emdeco Limitée 2370
Goody (C.H.) & Company Ltd 2369
Hochelaga Piping Ltd. 2372
House of Hose Inc. 2371
Jardins du Roy, Ltée (Les) 2370
Légaré Construction Inc. 2370
Meyer Corporation 2368
Modor Construction Inc. 2369
Morency (L.) & Fils Inc. 2372
Northern Exploration Ltd. 2369
Patisserie Rialto Ltée 2371
Quincaillerie Laval Ltée 2371
Rouet Woollen Shops Ltd. (Le) 2371
St-Hubert Investment Inc. 2369

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Quebec Fire Assurance Company 2372

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Beauport, ville – town (*Dem.– Appl.*). 2376
Buckingham, ville – town (*Acc.– Grant.*) 2374
Cadillac Diss. (*Acc.– Grant.*) 2373
Chambly (*Acc.– Grant.*) 2374
Côte St-Jean (*Dem.– Appl.*) 2373
Greater Hull (*Acc.– Grant.*) 2375
Hunterstown (*Dem.– Appl.*) 2375
Mulgrave & Derry et – and St-Malachie (*Dem.– Appl.*) 2373
St-Agapitville (*Acc.– Grant.*) 2373
St-Jean-Chrysostôme No 2 (*Acc.– Grant.*) 2374
St-Michel-des-Saints (*Acc.– Grant.*) 2374
St-Placide (*Dem.– Appl.*) 2376
Sept-Iles (*Acc.– Grant.*) 2374
Windsor, ville – town (*Acc.– Grant.*) ... 2375
Wottonville, village (*Dem.– Appl.*) 2376

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Chertsey, canton – township 2376
Labrecque, canton – township 2376
Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, par. 2377
Pointe-Claire, par. 2377
Sainte-Cécile, par. 2377
St-Louise (Montréal), Quartier – Ward. 2377
Trois-Rivières, cité – city 2377

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers, St. Hyacinthe (*Amend.*) 2378
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, St-Hyacinthe (*Mod.*) 2378
Coiffure, Trois-Rivières (*Prél.– Levy*) .. 2379
Construction, Ouest du Québec (*Appr.*). 2378
Construction, Western Quebec (*Appr.*). 2378

NOMINATION — ***APPOINTMENT***

Président d'élection 2381
Returning-Officer 2381

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Beebe Plain, village 2386
Brownsburg, village 2382
Châteauguay, c.s.– s.c. 2387
Clermont, village 2388
Noranda, cité – city 2383
St-Apollinaire, c.s.– s.c. 2384
Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford, c.s.– s.c. 2389
Saraguay, village 2381

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Coopératif — ***Cooperative***

S.C.A.C. (Le) – (*Nom – Name ch.*) 2390

Professionnels — ***Professional***

Association des Instituteurs et Institutrices du Comté de Québec (L') – (*Nom – Name ch.*) 2390
Association des Réalisateurs de la Radio (L') – (*Const.– Inc.*) 2391
Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Jean de Bégin (U.C.C.) (*Const.– Inc.*) 2391

VENTES — ***SALES***

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Pineault, Fernand, Claude & Conrad .. 2392
Quidoz Pianos Ltd. 2391

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Arthabaska *Arthabaska*

Fee *vs* Skillen 2393

Kamouraska *Kamouraska*

Levesque *vs* Maurais 2394

Montréal *Montreal*

Banque Provinciale du Canada (La) *vs* Haddad-Rahal 2397
Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de la Région de Montréal (Le) *vs* Laurin 2394
Dubé *vs* Dubois 2397
Gauthier *vs* Fleurant *et vir* 2395
Mountain Side Development Ltd. *vs* Trottier 2398
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Haddad-Rahal 2397
Spizzirro *vs* Luccisano *et al* 2395

Québec *Quebec*

Vachon *vs* Cantin 2398

Richelieu *Richelieu*

Imperial Oil Limited *vs* McDuff 2399

Rimouski *Rimouski*

Compagnie d'Équipement et de Construction de Rimouski Ltée (La) *vs* Lepage 2399
Finance Locale Inc. *vs* Ouellet 2399

Saint-François *Saint Francis*

Dussault *vs* Allison 2400

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*

Beauregard *vs* Berthiaume 2401

Terrebonne *Terrebonne*

Bank of Nova Scotia (The) *vs* Sprigings *et vir* 2402
Banque de Nouvelle-Écosse (La) *vs* Sprigings *et vir* 2402
Desjardins *vs* Seyek Realty Corp. 2401
Industrial Acceptance Corporation *vs* Fontaine 2403

Taxes *Taxes*

Mégantic, comté – county 2404
Sherbrooke, cité – city 2408
Val d'Or-Bourlamaque, c.s.p.– p.s.c. 2407
Warwick, ville – town 2407

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.